

Christianisme

GOLDEN GATE SEMINARY LIBRARY
STRAWBERRY POINT
MILL VALLEY, CALIFORNIA

69^e ANNÉE · N° 12

DÉCEMBRE 1961

Non violence chrétienne

A. Trocmé, J.-M. Hornus

Pensée communiste

S. R. Schram, J. Bois

Trois Poètes

Un Grand Film

Propos sur l'Algérie et le Congo

social

TABLE DES MATIÈRES

« HEUREUX LES DOUX... »

A. TROCMÉ ...	Jésus et Gandhi	68
J.-M. HORNUS .	Du côté des Mennonites	69

REFLEXIONS SUR LA PENSÉE COMMUNISTE

S.R. SCHRAM .	Au-delà du léninisme	71
J. BOIS	Georges Lukàcs, ou la philosophie dans les chaînes	73

AUX RACINES DE L'IMBROGLIO CONGOLAIS

C. PIERRE	L'indépendance du Congo vue de Bel- gique, II	74
----------------	--	----

NOTRE VIE QUOTIDIENNE

Des ratonnades parisiennes à la grève de la faim. — L'in-
fâme pasteur Westphal et l'honorable préfet de police. —
L'itinéraire d'un Français du Maroc. — Le prêtre et le
lévite,

par

J. CZARNECKI, J.-M. HORNUS, Th. MONOD et X.	75
---	----

TROIS POETES

R. LORHO	Les poèmes de Jean Laugier	76
A. LAUDE	André Marissel, ou le témoin écorché .	76
A. LAUDE	José Millas Martin, un homme dans la foule	77

UN FILM

Th. MILHAUD .	A propos de « Rocco et ses frères » : le spectacle et la vie intérieure dans l'œuvre de Visconti	77
---------------	--	----

NOTES DE LECTURE

Problèmes sociaux. — Romans. — Souvenirs	
par J. CZARNECKI, G. LASSERRE, A. MARISSEL,	
Th. MILHAUD	78

« LE CEP ,

COOPÉRATIVE D'ÉDITIONS ET DE PUBLICATIONS
PARIS

Christianisme Social

Année — N° 12

DÉCEMBRE 1961

Jésus et Gandhi

C'est à dessein que nous avons retardé jusqu'au dernier chapitre (1) la discussion du « Sermon sur la Montagne » de sa mise en pratique.

Les célèbres paroles de Jésus : « Vous avez appris qu'il été dit : Œil pour œil et dent pour dent, mais moi je vous dis de ne pas tenir tête au méchant (2) ; au contraire, quelqu'un te donne une gifle sur la joue droite, tends-tu aussi l'autre » (Mat. 5 ; 38-39), n'ont pas fini de disserter les chrétiens.

La minorité, en effet, déclare : « Ces paroles sont catégoriques ; nous devons les mettre en pratique quoi qu'il nous en coûte. »

Mais la majorité répond : « Jésus s'est exprimé d'une façon paradoxale, comme les orientaux. L'expérience prouve que le pouvoir des méchants est grand sur la terre. Il faut parfois leur résister par les armes : si chacun offrait son manteau au voleur qui lui a pris sa tunique, l'ordre que Dieu veut faire régner dans le monde serait établi. Il faut que le chrétien mette son bras à la disposition de l'Etat, pour faire régner l'ordre. »

La majorité a raison, dans la mesure où l'on ne peut faire de la non violence un article du code civil, détaché de la foi. La non violence ne peut être que l'acte de

(1) Ce texte constitue le chap. XVI du livre d'André Trocmé, *Jésus-Christ et la révolution non violente*, qui paraît ce mois-ci aux éditions « Labor et Fides », de Genève.

(2) Le texte grec du N. T. emploie le verbe : *anthistemi*, qui signifie : « se placer en face de quelqu'un pour une lutte ».

l'amour de Dieu sur la terre, par le moyen des hommes

Mais la majorité se trompe si, pour dénoncer la religion du salut par les œuvres, elle s'attaque aux pacifistes et aux objecteurs de conscience, comme si ceux-ci voulaient faire l'économie de la rédemption et de la grâce de Dieu.

La venue de Gandhi, dont la vie et l'enseignement rappellent ceux de Jésus d'une façon surprenante, a reposé tout le problème de la non violence, que la théologie croyait avoir résolu par la négative. En effet, Gandhi n'annonce pas la religion des œuvres, mais la religion de l'amour.

Il est vrai que certains chrétiens non violents prêtent ici le flanc aux attaques de la théologie chrétienne. Dans leurs yeux, la non violence est destinée à devenir le dénominateur commun entre les grandes religions. Ils vénèrent Gandhi à l'égal du Christ, ils rêvent d'une religion universelle, où les points de vue contradictoires seraient conciliés.

A cause d'eux, par crainte du syncrétisme religieux, la théologie officielle des églises écarte le Gandhisme, et fait bon marché d'une non violence dont les racines, dit-elle, plongent dans un sol non-chrétien.

Or nous espérons avoir démontré l'inexactitude d'une telle théorie : la non violence plonge ses racines, non seulement dans les actions accomplies par Jésus, mais encore dans le judaïsme lui-même.

Il nous appartient maintenant d'esquisser les ressemblances et les différences entre Gandhi et Jésus, tant sur le plan de l'histoire que sur celui de la théologie et de la morale. Nous verrons ensuite plus clairement dans quelle mesure leurs deux enseignements se complètent ou se contredisent.

Sur le plan de l'histoire.

Comme Jésus, Gandhi appartenait à une nation dominée depuis plusieurs générations par une puissance étrangère. Les Anglais, comme les Romains, utilisant la vieille méthode qui consiste à diviser pour régner, entretenaient de vieilles querelles entre les provinces, et faisaient ou défaisaient à leur gré les roitelets de paille, dociles à leurs ordres.

Parmi les Indiens, comme parmi les Juifs, se trouvaient

collaborateurs qui avaient adopté la culture de leurs pères, au point d'en oublier leur langue nationale, mais comptait aussi des patriotes, qui puisaient dans leur religion et leurs traditions nationales la soif ardente d'une indépendance retrouvée. Les Anglais, aussi bien que les Français, se montraient largement tolérants envers les coutumes et les coutumes locales, à condition qu'elles ne menaçaient pas l'ordre public. Des révoltes armées, aux Indes comme en Palestine, avaient été promptement matées.

De même que Jésus, Gandhi fut sollicité, tantôt par les collaborateurs, tantôt par les partisans de la guerre d'indépendance. Tous deux auraient pu se réfugier dans un spiritualisme abstentionniste. Tous deux ouvrirent le chemin vers une nouvelle notion de la liberté.

Les deux conducteurs insistèrent moins sur l'urgence de la libération politique que sur les conditions morales et spirituelles d'une telle libération. Ils réclamaient davantage d'eux-mêmes que de leurs disciples, de leurs disciples que de leur peuple, de leur peuple que de ses adversaires. Les deux furent des hommes de prière. Ils n'identifièrent jamais leur message avec le programme politique de tel ou tel parti, mais préférèrent rester en marge, comme les prophètes et les conseillers de tous. Ils commentèrent avec autorité les livres saints de leur religion et envoyèrent des émissaires dans les villes et les villages pour promouvoir une repentance, une transformation radicale des mœurs, la fin de l'injustice sociale et l'abolition d'un système de castes engendrant l'hypocrisie.

En ajoutons, ressemblance ultime, que Gandhi, comme Jésus, mourut de mort violente en bénissant ses assassins.

Mais là s'arrête l'analogie de leurs destinées.

Gandhi poursuivait un but politique : l'unification de son peuple et sa libération du joug étranger. Pour parvenir à ses fins, il employa une méthode : le Satyagraha (la conquête de la vérité), mis en œuvre par l'ahimsa (non-violence). Après vingt-cinq ans de luttes, il parvint à ses fins et obtint l'indépendance nationale. Sur le plan humain, il a réussi.

Sur le plan humain, Jésus, au contraire, a échoué. D'ailleurs son but n'était pas le même que celui de Gandhi. Jésus voulait préparer, puis inaugurer le Royaume

de Dieu sur la terre. Sa non violence n'était pas un moyen pour parvenir à cette fin (1), mais un témoignage à Dieu qui est Amour et qui, seul, établira son royaume sur la terre. Il est vrai que si le peuple juif avait écouté Jésus le cours de l'Histoire en eût été changé : la libération nationale juive en eût peut-être résulté. Mais Israël rejette les appels de Jésus et préfère la voie de la violence, qui eut pour conséquence la destruction de l'Etat juif.

Quoi qu'il en soit, Jésus n'avait pas affaire comme Gandhi à une immense multitude composée de peuples aux langues diverses et politiquement inéduquée, mais à une nation unifiée depuis des siècles, à laquelle il se présentait comme le Messie venu pour accomplir les prophéties. Il ne pouvait qu'être reconnu par tout le peuple en bloc, ou rejeté par lui, en bloc.

La seconde alternative s'étant produite, l'échec de Jésus eût été radical, définitif, s'il n'avait eu pour seul but la libération nationale.

Mais Jésus avait hérité des prophètes juifs un autre message : 1) La libération nationale n'aura pas lieu, tant que le peuple sera infidèle à Dieu. 2) A cause de l'infidélité du peuple juif, Dieu appellera de l'Orient et de l'Occident un peuple universel, composé de tous ceux qui répondront à l'appel de Dieu.

Aussi l'échec de Jésus sur le plan national eut-il pour effet de transformer son œuvre en une œuvre universelle qui se poursuit encore de nos jours, et dont l'achèvement final donne un sens à l'Histoire. Dans l'immédiat elle a abouti à la formation d'un peuple de volontaires, chargés de mission dans le monde, qui s'appelle l'Eglise.

L'avenir seul permettra de dire quelle place Gandhi tiendra dans l'histoire. La tâche qu'il s'était assignée : la libération de l'Inde est achevée. Ses disciples sont aujourd'hui au gouvernement de l'Inde. Du coup ils ont cessé de sentir, avec la violence militaire et les techniques industrielles, des compromis que leur maître abhorrait. Jusqu'à présent aucun peuple universel, aucune église ne semblera

(1) Pour Gandhi aussi, la non violence est plus qu'un moyen destiné à aboutir à une fin. Elle est aussi un témoignage à Dieu ; mais Gandhi a mis sa spiritualité au service d'une politique immédiate, ce que Jésus n'a pas fait.

de Gandhi. L'Eglise chrétienne saura-telle comprendre qu'aucun Etat, aucun parti politique ne peut en recueillir l'héritage de Gandhi, et que c'est elle seule, tant que peuple universel du Christ, constamment régénérée par la grâce de Dieu, qui peut continuer l'œuvre du prophète indien ?

le plan de la théologie.

Jésus professait la théologie juive et il en exprima le paradoxe fondamental, créateur d'action : si Dieu est Tout-puissant, rien de ce qui se passe n'échappe à sa volonté, même le mal et la mort ; mais si Dieu est bon, il ne peut être l'auteur du mal et de la mort ; au contraire, il est en lutte contre eux jusqu'à la victoire finale.

Ainsi le monothéisme moral de Jésus aboutit à un dualisme pragmatique. Nous disons « pragmatique » parce que Jésus, qui lutta sans cesse contre le mal, ne « croyait » pas en lui. Cependant la réalité du mal et de l'empire redoutable qu'il exerce sur le monde, de la puissance qu'il exerce sur les enfants de Dieu, par la mort corporelle et rituelle, posait à Jésus le problème de la violence d'une façon beaucoup plus aiguë qu'aux hindouistes. A ses yeux, le malin est véritablement un ennemi de Dieu, un ennemi dangereux qu'il faut combattre à tout prix. Seul le combat sanglant de la Croix et la Rédemption parviennent à vaincre cet adversaire et à le faire rentrer dans l'ordre de Dieu.

Au contraire, la nécessité du combat sanglant que Dieu lui-même livre en son fils reste incompréhensible à Gandhi. Pour son esprit hindou, le mal, comme le bien, font partie de la divinité : il est vain de le combattre.

Dans son autobiographie, Gandhi raconte comment, en Afrique du Sud, il fut atteint par la propagande chrétienne, et tenta, le plus sincèrement du monde, d'acquiescer à la foi. Il est malheureux que cette rencontre ne se soit faite que par le truchement de sectaires qui insistaient uniquement sur le problème du salut personnel. « Je ne cherchais pas tant à être racheté des conséquences de mon péché, écrivait Gandhi plus tard, que du péché lui-même, plutôt de la pensée même du péché. Jusqu'à ce que j'y sois parvenu, je ne serai jamais en repos. »

La grandeur de la sainteté de Gandhi apparaît pleinement dans cette phrase, en même temps que tout ce qui

le sépare du christianisme : il ne croyait pas à la réalité du mal dans le monde. Le mal était en lui-même : c'était sa propre ignorance, ses propres désirs, son propre égoïsme. Une fois ces obstacles intérieurs surmontés, l'illusion dissipée, le problème du mal serait résolu. Pour Jésus, au contraire, qui *était* affranchi du mal intérieur, le mal était un obstacle objectif, extérieur à lui-même, qu'il fallait combattre avec la plus grande vigueur.

Après avoir renoncé à devenir chrétien, Gandhi s'efforça de retrouver dans l'hindouisme les enseignements qui l'avaient tant ému dans l'Evangile. Voici comment il décrit le résultat de ses recherches :

« Une goutte d'eau dans l'océan partage la grandeur de celui qui l'engendre, bien qu'elle en soit inconsciente. Mais aussitôt qu'elle entreprend une existence indépendante de l'océan, la goutte sèche. » « Nous n'exagérons pas en déclarant que la vie n'est qu'une simple bulle. Notre existence comme êtres incarnés n'est que purement temporaire. Qu'est-ce qu'une trentaine d'années en face de l'éternité ? Mais si nous secouons les chaînes de l'égoïsme et nous fondons dans l'océan de l'humanité, alors nous partageons sa dignité. »

« Dieu est la Vérité et l'Amour..., la Source de la lumière et de la vie, et cependant il est au-dessus et au-dessous de toutes ces choses. Il est la conscience du croyant, il est même l'athéisme de l'athée... Il est le Dieu personnel pour ceux qui ont besoin de Sa Main. Pour ceux qui ont la foi, Il est tout simplement... Il est patient, mais Il est aussi terrible. Il est le plus grand démocrate que le monde connaît. Il est aussi le plus grand tyran que l'on puisse connaître ; nous ne sommes pas, lui seul est. »

Il est évident que dans un tel cadre le problème du mal ne se posait pas comme il se posait à Jésus. Pour les hindouistes, Dieu est à la fois Brahma, l'Essence immuable, Vishnou le Créateur et Shiva le Destructeur. La création et la destruction sont deux principes complémentaires qui permettent la réincarnation des êtres jusqu'à leur résorption finale en Dieu.

La non violence hindoue a donc sa source dans la croyance au caractère illusoire de toutes les apparences, même l'apparence transitoire de la personne humaine. La non violence chrétienne, au contraire, postule la valeur unique de chaque personne humaine aux yeux de Dieu.

« quoi bon tuer le malfaiteur ? dira l'hindouiste ; cela ne fait que précipiter sa réincarnation. La violence est inutile, aberrante. Elle appartient au monde des passions illusoires qui retardent le retour de tous les êtres en Dieu.

Je ne puis tuer le malfaiteur, dit le chrétien : en raccourcissant son existence terrestre, je risque de lui ôter l'occasion de se repentir et d'être réconcilié avec Dieu. Mais si telle est la non violence hindoue, comment expliquer que Gandhi, contrairement à la passivité traditionnelle de ses coreligionnaires, fut un homme d'action ?

A cause de sa dévotion au dieu Krishna.

Parmi les mille noms de Dieu, c'est-à-dire les multiples facettes de ses manifestations, l'Hindou a coutume de préférer un nom, auquel il s'attache plus particulièrement. Krishna est le héros mi-historique, mi-léendaire d'un des livres sacrés de l'Inde : la Baghavad Gîta, dont Gandhi a son livre de chevet, et qu'il commenta pour ses disciples.

Dans la Gîta, Krishna, qui est une des incarnations de Vishnou, apparaît comme le divin cocher du char du prince Arjuna, à la veille d'une bataille que ce dernier doit livrer contre un parent usurpateur. Arjuna hésite devant l'action meurtrière, mais Krishna, au cours d'un long dialogue, finit par le décider à la guerre : « Qui peut tuer l'esprit immortel ? Les corps limités ont une fin, mais ce qui possède et emploie le corps est infini, sans limites, éternel, indestructible. Ainsi donc lutte ! Celui qui regarde ceci comme ce qui tue et celui qui pense que ceci est tué, ni l'un ni l'autre ne perçoivent la vérité. Ceci ne tue pas qui est tué... car certaine est la mort pour ce qui est né et certaine la naissance pour ce qui est mort ; c'est pourquoi ce qui est inévitable devrait-il te causer de l'affliction ?... Cet habitant dans le corps de chacun est éternel et indestructible. C'est pourquoi tu ne dois pleurer aucune créature. En outre, considérant ta propre loi d'action, tu ne dois pas trembler. Il n'est pas de plus grand bien pour le guerrier (1) qu'une juste bataille. » Comme on le constatera, la Gîta n'est pas un livre non violent !

On a comparé parfois son inspiration à celle des

(1) Le guerrier : le « Kshatriya » appartient à l'une des quatre castes de l'hindouisme. Sa fonction, instituée par Dieu, est de livrer bataille pour le bien, un peu à la manière des chevaliers au Moyen Age.

Psaumes de David. Mais, comme les chrétiens, qui n'hésitent pas à transposer sur le plan spirituel les luttes de David avec ses ennemis, les interprètes modernes de la Gîta, et parmi eux Gandhi, donnent au combat d'Arjuna un sens symbolique : il s'agit en réalité de la lutte entre le bien et le mal. Arjuna est le héros de l'action gratuite faite pour Dieu sans espérer en tirer profit. Les hindouistes aiment à comparer cette action gratuite de Krishna avec l'action rédemptrice de Jésus sur la croix.

Par la dévotion à Krishna, un certain « dualisme pragmatique » rappelant le christianisme a donc été réintroduit dans la foi de Gandhi, sans jamais cependant abolir l'équilibre philosophique fondamental de l'hindouisme. « Dieu, dit Gandhi, est continuellement agissant ; il ne se repose jamais... cependant son action infatigable, c'est l'authentique repos. »

Jésus, lui aussi, trouvait son repos en Dieu. Il se retirait auprès de Lui, dans la solitude, pour réparer ses forces par la prière et se préparer à l'action.

Mais le Dieu de Jésus était un Dieu personnel et agissant, le Dieu des prophètes juifs, qui ne peut rester en repos tant que dure le scandale du péché et de la mort.

De cette contradiction juive entre le Dieu juste, qui exige la destruction du péché et le châtimement des coupables, et le Dieu d'amour, qui ne veut pas que l'un des plus petits de ses enfants périsse, jaillira la Rédemption. Au sens propre du terme la Rédemption est un *drame* : c'est-à-dire une action qui s'est déroulée dans le temps, un événement unique qui a pris date dans l'histoire des hommes.

Dans la perspective hindouiste, le temps, au contraire, est illusoire : tout est déjà accompli en Dieu. Dans la perspective chrétienne, le temps est réel. Il y a eu une époque précédant la Rédemption, époque de lutte entre la justice et l'amour de Dieu ; il y a eu une heure décisive, où la justice et l'amour de Dieu se trouvèrent réconciliés par le sacrifice de la croix ; et nous vivons aujourd'hui une époque conditionnée par l'acte rédempteur, placée sous la responsabilité des hommes qui obéissent à l'appel de Dieu, jusqu'à ce que vienne le règne du Messie.

Sur le plan de la morale.

Il nous est plus facile maintenant de comparer la morale non violente de Gandhi avec celle de Jésus.

Nous reprendrons comme critère la parole du Sermon sur la Montagne : « Vous avez appris qu'il a été dit : Œil pour œil, dent pour dent ». Eh bien, moi je vous enseigne de ne pas tenir tête au méchant ; au contraire, si quelqu'un te donne une gifle sur la joue droite, tends-lui l'autre. » Comment Gandhi concevait-il la mise en pratique de ce commandement ? A la façon d'une sorte de stratégie d'échecs : « La non violence, dit-il, ce n'est pas la désignation en face de la méchanceté ; au contraire. Je conçois la non violence comme un combat plus actif et plus réel contre la méchanceté que la simple application de la loi du talion, cette dernière ne faisant qu'augmenter la méchanceté dans le monde.

« Je cherche à émousser le glaive du tyran, non pas en lui opposant une arme mieux aiguisée, mais en décevant son attente de me voir lui opposer une résistance physique. La résistance de l'âme que je lui oppose le déroutera. Donnée, il sera forcé de me « reconnaître » (1) ; une telle reconnaissance ne l'abaissera pas, mais l'élèvera. » En somme, Gandhi accepte le défi de l'adversaire parce qu'il se sait meilleur joueur que lui, et qu'il est assuré de la victoire. Il est vrai que l'adversaire de Gandhi était l'Anglais, et que l'Anglais a le sens du « fair play ». N'empêche que l'optimisme de Gandhi ne l'égarait pas : sa non violence galvanisa bel et bien les énergies du peuple hindou, et eut raison du colonialisme anglais. Sur un plan plus général, Gandhi a prouvé que le Sermon sur la Montagne, dans certaines circonstances, peut avoir une efficacité politique. Une telle démonstration, à l'époque de l'automatisation et de la bombe atomique, s'impose comme une grande conquête morale du xx^e siècle.

Ce serait tordre les textes que de prétendre que Jésus, dans son « Sermon », a proposé une « partie d'échecs » à Gandhi. Il ne désespère certes pas de changer le cœur de ses adversaires, mais le motif de sa non violence est ailleurs : en Dieu lui-même qui, depuis des siècles, a tenu l'affaire à un peuple ingrat et qui, sans désespérer, continue à manifester son amour pour les méchants et pour les bons en leur envoyant la pluie et le soleil. Comme Jésus, afin d'être « les fils de notre père qui est dans les

(1) En anglais : « to recognize me », c'est-à-dire, « identifier la personne et la nature de mon action ».

cieux », nous devons être aimants, donc non violents, sans espérer nécessairement l'emporter sur l'adversaire. Jésus, dans l'une des « béatitudes », déclare : « Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice » sans nous promettre d'autres succès terrestres que la venue finale du Royaume de Dieu. En prolongeant les lignes du « Sermon », on arrive vite à d'autres célèbres paroles : « Si quelqu'un veut venir après moi, qu'il renonce à lui-même, qu'il se charge de sa croix et qu'il me suive. » Le renoncement dont parle Jésus n'est pas la discipline ascétique que Gandhi prescrivait à ses disciples pour les préparer au combat non violent (2), mais quelque chose de beaucoup plus grave : une préparation à l'échec possible de leurs entreprises, et à la mort physique, tandis que l'adversaire croira triompher. Car c'est Dieu seul qui transforme en victoire la croix de son Fils.

Il ne faudrait cependant pas exagérer le pessimisme de l'Evangile. Aux yeux de Jésus, Dieu l'emporte toujours et il lui arrive souvent de triompher dans l'immédiat, mais la victoire finale se situe au-delà de la croix, et non pas en deçà. Sur un autre plan on pourrait dire que, pour Jésus, la non violence est inséparable de l'Eglise, c'est-à-dire du petit troupeau d'hommes qui vivent de la grâce de Dieu, et dont la fonction sur la terre est d'être les témoins de la croix et de la rédemption. C'est l'Eglise qui est le sel de la terre, la lumière du monde, de la ville située sur une montagne.

Mais il ne faudrait pas non plus pousser à l'extrême l'opposition entre Gandhi et Jésus. Pour Gandhi aussi, la non violence est un témoignage, une obéissance à Dieu, qui est la Vérité et l'Amour. Et si l'on admet que l'Evangile de Jean reflète tout un aspect de la pensée de Jésus que les trois premiers évangiles ont ignoré, on y trouvera une certaine conception de la Vérité éternelle de Dieu, préexistante à la venue historique de Jésus et indépendante du temps, qui se rapproche singulièrement de la célèbre profession de foi de Gandhi :

« Vous m'avez demandé, écrivait Gandhi, pourquoi j considère que Dieu est la Vérité. Dans ma jeunesse, on

(2) Gandhi appelait ses disciples à ce qu'il appelait la « souffrance volontaire » : vœu de vérité, vœu de chasteté, vœu de pauvreté, vœu de non-possession.

m'enseigna à répéter ce que les Ecritures hindoues appellent les mille noms de Dieu. Mais les mille noms de Dieu n'épuisent pas la nature de Dieu. Nous croyons, et je pense que c'est vrai, que Dieu a autant de noms qu'il y a de créatures. Nous disons aussi qu'Il est « sans nom ». Et puisque Dieu a de nombreuses formes, nous le considérons comme sans forme. Et puisqu'il nous parle en de nombreuses langues, nous le considérons comme étant sans parole. Avec ceux qui disent que Dieu est Amour, je disais : « Dieu est Amour ». Mais au fond de moi-même, j'aimais à me répéter que, bien que Dieu puisse être Dieu, Dieu est surtout la Vérité... Je suis arrivé à la conclusion que, pour moi-même, Dieu est la vérité.

Mais, il y a deux ans, je fis un pas de plus et déclarai que la Vérité est Dieu... Je parvins à cette conclusion après une recherche continuelle de la vérité, qui commença il y a cinquante ans. Et puis, je découvris que la meilleure manière de s'approcher de la vérité, c'est l'Amour. »

La loi et la grâce sont des alliées.

Les chrétiens, certes, ne peuvent que regretter le malentendu qui sépara Gandhi de la foi évangélique, et son incompréhension du rôle rédempteur de Dieu en Christ, mais ils doivent lui être infiniment reconnaissants pour la « révolution morale du xx^e siècle » dont il fut l'auteur.

Gandhi a démontré que Jésus ne s'était pas trompé lorsqu'il prêcha le Sermon sur la Montagne. Il faut donc le considérer comme l'allié, l'auxiliaire de Jésus. Il a réduit à néant les faux raisonnements de tous ceux qui s'efforçaient de démontrer, depuis des siècles, que la morale de Jésus n'était pas faite pour la terre, ou qu'elle était réservée aux saints. Il a fait descendre cette morale sur la place publique et même sur le champ de bataille. A bien plus forte raison appartient-elle à notre vie privée.

Pourquoi donc les chrétiens d'aujourd'hui hésitent-ils tant à pratiquer cette morale ?

Parce que les chrétiens d'aujourd'hui participent au pouvoir. Ils ont adopté une morale de compromis avec les honneurs, la puissance, l'argent et la guerre, dont ils n'arrivent plus à se libérer. « Nous pratiquons ainsi la doctrine du salut qui vient par la grâce, et non par les œuvres, disent-ils. Notre maître est saint Paul. »

Sont-ils tellement sûrs que saint Paul les reconnaîtrait pour siens ? La grâce annoncée par saint Paul est accordée à ceux qui, comme lui, s'efforcent d'obéir en toutes choses à Dieu, en imitant le Christ. C'est seulement après que leur courageuse tentative a échoué que Paul leur dit : « Prenez courage, c'est votre foi qui sauve, non votre succès. »

Dieu n'a rien à dire à ceux qui, d'avance, ont renoncé à suivre le Christ et se sont installés dans une confortable médiocrité, décorée du nom rassurant de « tension salutaire ». Ceux-là, la grâce ne les atteindra jamais, parce qu'ils font leur salut sans elle : le salut par le compromis.

Nous saluons donc en Gandhi l'allié de la grâce divine. En nous prouvant que le dépouillement volontaire et l'amour sont praticables sur terre, il nous replace devant notre péché. Si l'enseignement du Gandhisme l'emportait dans l'Eglise, l'Eglise connaîtrait à nouveau son péché, elle se repentirait vraiment, et la puissance de la grâce divine se répandrait sur elle.

Mais si l'Eglise tourne le dos au Gandhisme, ses catéchismes se perdront dans le dédale d'une médiocre casuistique, et la conduite de ses membres dans les sables du moralisme pharisien.

Cependant le Mahatma Gandhi, qui vient si providentiellement au secours de l'Eglise, a besoin, à son tour, du Christ pour être sauvé.

En effet, le danger du moralisme menace ses disciples comme ceux de Jésus. La mode de la non violence, qui sévit actuellement dans certains milieux, risque de faire dévier le grand réveil moral commencé par Gandhi vers ce que l'on appelle les « techniques de la non violence », c'est-à-dire, aussi, une résurrection de la religion des œuvres. Il ne faut pas dédaigner ces techniques. Par elles on obtient parfois des succès immédiats, mais on risque aussi d'oublier que la non violence est avant tout un témoignage rendu à Dieu. Si la non violence devenait un moyen pour « gagner le monde », elle serait vite utilisée par des partis politiques à des fins plus ou moins pures. Alors, qu'en resterait-il ?

Aussi, les non violents doivent-ils, comme les autres, se rappeler que le mal n'est pas une illusion. On ne l'élimine pas grâce à la discipline intérieure et aux manifestations silencieuses. Dieu lui-même n'a pu faire l'économie de

la Rédemption. Serions-nous plus forts que Dieu ? Aurions-nous trouvé une panacée qui nous permettrait d'éviter la croix du Christ ?

Gandhi lui-même, qui méconnut la Rédemption, se savait pécheur et gémissait de l'imperfection de son œuvre. Il eut la grande douleur de voir la libération de l'Inde enchevêtrée par les luttes sanglantes entre Indiens et musulmans et aboutir à la partition de l'Inde. Si l'histoire ne s'achemine pas vers le Royaume de Dieu, la libération de l'Inde n'est qu'un épisode transitoire, sans lendemain. Certes, elle a manifesté l'un des aspects de la divinité, mais elle a été suivie aussitôt par d'autres manifestations que certains Hindous pourraient considérer comme également divines, puisque la divinité est aussi destructrice.

Au contraire si, comme l'Evangile le révèle, l'histoire se déroule dans le temps, et si elle est dominée par deux événements : la Rédemption accomplie par le Christ sur la croix, et la venue finale du Royaume de Dieu, alors l'œuvre de Gandhi, cette imparfaite libération non violente de l'Inde, apparaît comme l'un des signes avant-coureurs du Royaume de Dieu. Par elle aussi les hommes sont appelés à la repentance, à la foi dans le Dieu de la Rédemption et à l'espérance dans le triomphe final du Christ.

A. TROCMÉ.

Notre ami M. Voge nous fait observer que les trois premiers alinéas de l'article de notre co-président P. Ricœur (*C. S.*, oct.-nov. 1961, p. 594 ss.) répondant à son rapport de Melun ne constituent pas au même titre que les alinéas suivants « le résultat d'études et de débats... du Comité national », comme notre éditorial du même numéro semblait le dire (p. 557). Sans partager ce point de vue, nous lui donnons volontiers acte de la distinction qu'il croit devoir faire.

Christ. Soc.

Du côté des Mennonites

Il y a quatre siècles, les Réformateurs ont jugé et traité l'anabaptisme comme un radicalisme utopique constituant le pire danger qui put menacer de l'intérieur leurs communautés nouvellement dressées en face de Rome. La double persécution dont cette « aile gauche » du protestantisme fut ainsi victime dès 1527 la réduisit rapidement à ne plus subsister qu'en quelques groupes isolés, murés dans le sectarisme où la réaction sanguinaire des autres chrétiens les avait elle-même enfermés. Après ce véritable gel intellectuel et théologique, peu à peu remplacé au siècle dernier par un sentimentalisme piétiste et rationaliste dont les fruits furent encore plus décevants, il s'est produit, en particulier au sein du mennonisme américain et essentiellement autour du centre de Goshen College, un réveil remarquable qui aboutit aujourd'hui à replacer l'anabaptisme parmi les « interlocuteurs valables » au sein de la discussion fraternelle qui ne devrait jamais cesser entre les différentes écoles de pensée issues de la Réforme.

Cette renaissance spirituelle commence par opérer un tri rigoureux entre ses ancêtres. On nomme couramment « anabaptistes » aussi bien les hôtes pacifiques et non violents du village de Zollikon que les énergumènes qui firent l'éphémère république de Münster, ensanglantèrent et scandalisèrent l'Allemagne. Les auteurs que nous étudions ici (1) sont unanimes à dénoncer cette confusion. Pour eux, il n'y a aucun lien entre le mouvement paci-

(1) *The Recovery of the Anabaptist Vision*, 360 p., sous la direction de Guy F. Hershberger, 1957, édité comme tous les ouvrages suivants par Herald Press, Scottdale, Pennsylvania.

que dont ils se réclament et la flambée révolutionnaire qu'ils condamnent. Cette distinction est logique ; mais est-elle historiquement fondée ? Il semble en effet qu'aux époques de grands bouleversements politiques et sociaux l'opposition entre non-violence absolue et violence révolutionnaire n'est plus aussi radicale qu'elle le paraît dans l'abstrait. Par exemple, sans vouloir le moins du monde les rapprocher même indirectement des rebelles de la guerre des Paysans, je me souviens avoir été frappé lors d'une rencontre théologique du Mouvement de la Réconciliation par le fait que, à cette consultation de non-violents, le pourcentage des participants ayant à la boutonnière la rosette de la Résistance était infiniment plus grand que dans quelque autre assemblée théologique à laquelle il m'ait été donné d'assister. Ceux qui ont une fois quitté les garde-fous commodes de la soumission aveugle à l'ordre social établi ne peuvent plus garantir l'avance que leur « non conformisme » ne permettra pas à l'Esprit de les pousser vers quelque nouvelle aventure. De toute manière, la première conclusion proposée par nos auteurs, si elle est probablement excessive sur le plan historique, n'en garde pas moins toute sa valeur. Dans le domaine spirituel, on n'a en effet que les ancêtres que l'on choisit.

Nos modernes anabaptistes pensent donc que sur le plan proprement dogmatique ils sont, avec tout le reste de la Réforme, héritiers directs aussi bien de Luther que de Wingli. Ils placent la division uniquement au niveau de la relation de l'Eglise avec l'Etat. Eux seuls auraient su proclamer la complète séparation d'organisation entre les deux domaines. Notons d'ailleurs ici deux remarques du professeur Blanke de l'Université de Zürich. S'il affirme le bon droit théorique de la position anabaptiste, il déclare en même temps qu'à l'époque de la Réforme elle était historiquement prématurée et que seule une Eglise évangélique d'Etat pouvait espérer résister victorieusement à un catholicisme qui mobilisait tous les pouvoirs temporels pour l'exterminer (p. 64). La seconde de ses remarques est le grand respect des anabaptistes pour l'Etat en soi. Mais ils pensent que cette charge et cet honneur sont du domaine des non chrétiens. Ils ne prônent pas l'anarchie dans le monde, mais le retrait du monde pour le chrétien (p. 67). Cette prise de position était une réaction sans doute nécessaire contre l'illusion du *Corpus christianum*,

la complète fraternisation entre le Christianisme et n'im-
porte quel gouvernement se trouvant au pouvoir. Mais ce
auteur conclut son étude en affirmant que les deux atti-
tudes sont en définitive aussi mauvaises l'une que l'autre
et qu'il nous appartient de trouver une solution qui les
transcende l'une et l'autre (p. 68). Ces deux remarques
nous font dépasser la rétrospective historique passionnante
offerte par l'ensemble du volume pour nous introduire aux
niveaux de la dogmatique, de l'action pratique aujourd'hui
et aussi bien donc au niveau de l'éthique qui assure le
lien entre les deux autres.

Paul Erb nous offre un sobre et solide traité d'escha-
tologie biblique (2). Il montre d'abord la déroutante diver-
sité des doctrines qui prétendirent rendre compte de l'at-
tente messianique (pp. 24-26 et 75-76). Il indique ensuite
comment le développement de la pensée à partir de la fin
du siècle dernier avait réduit l'eschatologie à ne plus être
aussi bien pour les savants que pour les théologiens libé-
raux, qu'une superstition dépassée et remplacée par l'at-
tente d'un progrès humain sans fin. Les chrétiens d'au-
jourd'hui sont appelés à surmonter ces deux points de
vue en mettant leur confiance dans leur Seigneur et non
dans leurs propres spéculations, mais aussi en sachant
que cette confiance est une attente certaine de l'accor-
plissement du Royaume :

« Il a éclaté dans le monde et y travaille dès à présent
mais sa réalisation complète est attendue comme un
acte futur de Dieu » (p. 69).

Peu de chose nous est révélé sur le quand et le comment
de cette victoire définitive et nous n'avons pas à être sur
ce sujet plus précis que Dieu lui-même n'a jugé bon de
l'être. Mais notre assurance est fondée sur la suite des
actes puissants de Dieu à travers l'histoire. La conduite
du chrétien lui sera donc dictée par la claire compré-
hension du caractère intérimaire du monde présent. (C)

(2) Paul Erb, *The Alpha and the Omega*, 153 p., 1955 (2^e éd. 1956). Sur le même sujet de l'eschatologie, voir ouvrage de Hershberger cité plus bas, pp. 394 sq.

monde n'est ni la réalité dernière ni une ombre sans consistance mais le lieu présent de notre obéissance.

« Ni les camps de concentration, ni les prisons communistes, ni l'ombre des nuages atomiques ne réussiront à détruire la confiance de celui qui peut se reposer sur l'espérance d'un *eschaton* que notre Oméga apporte avec lui » (p. 153).

Cette rapide analyse a pu nous convaincre que les mennonites n'étaient pas ou plus des fanatiques mais qu'ils partageaient une pensée assez commune parmi les chrétiens d'aujourd'hui. Ce qui est plus remarquable c'est la façon dont ils appliquent dans la vie réelle un certain nombre de leurs idées. Plus de 16 000 mennonites ont été installés en Amérique du Sud par les soins du M. C. C. et c'est leur expérience que nous allons maintenant examiner (3). Le mouvement eut des composantes multiples et s'étendit sur trente ans, mais le plus gros contingent se trouve au Paraguay et est constitué par des mennonites d'origine russe évacués d'Allemagne en 1947 et 1948. Vers la fin de la première guerre mondiale, le Canada voulut intégrer les colonies allemandes qu'il contenait et, pour cela, imposa aux groupements mennonites qui s'y étaient réfugiés depuis plus de quarante ans de sévères restrictions sur leurs écoles. Beaucoup préférèrent s'expatrier que d'accepter ce danger sur l'éducation de leurs enfants. Le Paraguay, terre neuve et en pleine expansion, accueillit avec joie ces colons renommés pour leur courage et leur loyauté. Au prix de bien des épreuves, ils s'installèrent dans leur nouveau domaine au début de 1927. En 1930 arriva au Paraguay un second groupe auquel le gouvernement soviétique avait donné l'autorisation de s'expatrier. L'année suivante encore un autre groupe quitta la Russie en parvenant à s'enfuir par la Chine. La vague d'arrivants la plus nombreuse fut constituée par les mennonites qui, avec les autres groupes germanophones, suivirent les armées nazies lorsqu'elles abandonnèrent la Russie. Certains y furent peut-être contraints par l'armée en retraite, mais la grande majorité partit de son plein gré, tant la pensée de retomber sous la domination communiste lui

(3) Joseph W. Fretz, *Pilgrims in Paraguay*, 247 p., 1953.

était insupportable. Inutile de dire ce qu'ils eurent à endurer et de quel enfer l'intervention du M. C. C. les arracha. Notons seulement que plus de 40 % des familles qui arrivèrent alors étaient composées d'une veuve et de ses enfants. Cela posa d'ailleurs de nombreux problèmes, car le plus souvent on n'avait aucun avis officiel du décès du mari disparu et en outre ce brusque déséquilibre des sexes dans la communauté ne laissait pas de jeunes gens mennonites libres pour le mariage. Mais d'autre part, en régime d'exploitation agricole, une famille ne comptant pas au moins un homme adulte était impossible. En contrecoup de toutes ces difficultés, il faut noter que les anciens colons accueillirent les nouveaux venus comme des frères au sens le plus réel du mot, leur fournissant terres, habitations et premier bétail, mettant bénévolement les bras de leurs hommes au service des familles orphelines. Enfin en 1948 un nouveau groupe quitta le Canada où il lui semblait que l'armature de la communauté se désintégrait dans la gèreuse. Ces derniers étaient favorisés au départ car ils avaient pu vendre avantageusement leurs anciennes fermes, mais ils eurent de gros déboires dans leur installation. Une mention particulière doit être faite pour la communauté huttérite, d'origine allemande, qui seule pratique une totale communauté et qui ne s'est pas encore transformée en groupe sociologique mais est restée composée d'hommes et de femmes, en général encore jeunes, qui ont adhéré librement à elle par adhésion personnelle aux valeurs religieuses et sociales qu'elle propose (pp. 53, 54, 57).

Les différentes colonies constituent de véritables petits Etats indépendants. Au Paraguay, où les mennonites sont le plus nombreux, l'acte par lequel ils ont été admis dans le pays stipule qu'ils n'ont à se soumettre ni aux guerres ni aux tribunaux, ni aux lois votées par le gouvernement de l'Etat dont ils sont les hôtes (p. 101). Notons au passage que cela aboutit pratiquement à rétablir là une Eglise d'Etat, car d'une part il n'y a de mariage que religieux et d'autre part on ne remet de terre qu'aux membres de la communauté. Dans les autres pays il n'en est pas ainsi théoriquement. Mais en fait l'isolement de leurs colonies comme l'étroite solidarité économique et culturelle qui les cimente conduisent exactement au même résultat.

Puisqu'il y a eu à l'origine de l'anabaptisme un refus de compromission avec l'Etat, il est particulièrement inté-

sant de voir comment cette nouvelle société, contestant bases sociales établies, a résolu à son tour les problèmes-clés de la propriété privée et de la force publique. Sans partir d'aucune base théorique systématique, on est arrivé en fait à une véritable organisation socialiste. Dans la ferme de chacun lui appartient théoriquement en propre. Mais cette propriété privée est considérée seulement comme une sorte de délégation de la propriété communautaire et demeure toujours sous l'autorité de la colonie, sans l'autorisation de laquelle nul ne peut acheter, vendre ou échanger la moindre parcelle de terrain (pp. 102-104). Beaucoup plus important encore est le fait que le commerce privé n'existe pas. Toute la production est achetée par une seule coopérative gérée par l'ensemble de la colonie, et c'est cette coopérative également qui revend à chacun les denrées qui lui sont nécessaires (p. 155). Cette coopérative rend inutile toute forme d'impôt car c'est elle qui finance directement les grands travaux et les services publics sur sa marge bénéficiaire, qui est calculée exactement en fonction de ces besoins. Le phénomène d'accumulation capitaliste est donc détruit dans son principe. On dit que la communauté prend en charge la construction et l'entretien des routes, les écoles, la production électrique, les émissions radiophoniques, un aérodrome, un système hospitalier très complet fondé sur le principe de « Sécurité sociale » intégrale (pp. 132-133). Les médecins sont de loin ceux qui perçoivent le traitement le plus élevé dans toute la colonie. En revanche leur salaire ne varie absolument pas selon le nombre de patients qu'ils ont à traiter.

Dans le domaine de la non-violence, l'ancienne doctrine de refus du service militaire est encore généralement acceptée comme un fait social caractéristique de la communauté. Mais l'auteur ne cache pas qu'elle aurait besoin d'être repensée et solidement fondée à nouveau. En effet dans certaines colonies, le sentiment national allemand s'était développé pendant la guerre jusqu'à aboutir à un véritable enthousiasme pour le nazisme (pp. 87-88 et 111-112) qui offrait la perspective d'une réinstallation sur les anciennes terres mennonites que l'Allemagne victorieuse aurait arrachées à la Russie. D'autre part les réfugiés de 1945 ont souvent combattu aux côtés des Allemands et parmi eux arrivèrent même à se glisser quelques anciens SS. Cependant le M. C. C. ne désespère pas d'arriver à

rétablir la situation par une éducation systématique reprenant les fondements intransigeants sur lesquels s'est créée la communauté. Complémentaire à la question du service militaire se trouve celle de l'administration de la justice dans les colonies. Aucune ne possède un code de lois écrites ni une prison. Les affaires judiciaires éventuelles sont d'abord réglées par le Conseil d'Eglise, celui-ci se déclare dépassé par le problème, le délinquant est déféré au Conseil de direction puis, éventuellement, à l'Assemblée générale de la colonie. L'Eglise n'a pas d'autre sanction que la réprimande ou l'excommunication temporaire. La communauté, elle, peut infliger une amende, en argent ou en travail à accomplir pour la colonie, ou même parfois la peine du fouet. Dans les cas extrêmes on a recours au bannissement. Il est à noter que ces punitions sont comprises comme éducatives et non comme inhumaines, de telle sorte que ceux qui les subissent ne sentent pas éprouver de difficulté à se réintégrer dans la communauté.

L'étude de J.-W. Fretz est remarquable par son objectivité. Elle montre bien comment se reposent au sein de tels groupes les problèmes cruels qu'ils avaient précédemment voulu éviter par leur constitution. Nous sommes ainsi mis en garde contre toute illusion perfectionniste. Mais l'effort pour faire passer dans la vie quotidienne, personnelle et collective, toujours plus de l'éthique du Sermon sur la Montagne n'en demeure pas moins remarquable. D'une manière tout à fait incidente, l'auteur indique que l'intérêt pour l'expérience en cours en Amérique du Sud vient également de ce que les mennonites des Etats-Unis seraient prêts eux aussi à reprendre leur migration si un jour la liberté de vivre selon leur conviction chrétienne leur était contestée. Ils veulent donc savoir les possibilités concrètes qui s'ouvriraient devant eux dans ce cas (p. 214). C'est cet alliage d'un solide bon sens paysan avec l'acceptation déterminée de toutes les tribulations pour rester fidèle à leurs principes de non-violence qui fait la valeur unique de l'exemple mennonite. On doit souhaiter qu'avec le temps ce sel ne s'affadisse pas.

**

En ce qui concerne la réflexion éthique à proprement parler, nous pouvons passer rapidement sur deux livres qui cherchent, comme il se doit, la source de toute mora-

rétienne dans l'enseignement évangélique et qui, très consciencieusement faits, traitent les deux problèmes fondamentaux dans ce domaine mais n'apportent cependant rien de très nouveau.

Le premier (4) se pose la question de la relation entre l'Esprit et péché dans la communauté chrétienne. Le problème est-il et peut-il être impeccable ? S'il demeure un idéal, mais racheté et sauvé, cela signifierait-il que sa « nouvelle naissance » ne doit pas se prolonger en une « vie nouvelle » rendue manifeste par sa perfection ? L'auteur conclut fort justement que la perfection chrétienne, tout comme la fameuse carotte accrochée devant le musée de l'âme, ne peut jamais être atteinte ici-bas mais doit toujours être poursuivie. « Je cours... », disait déjà saint Paul.

Le second (5) étudie en détails la signification que pourrait avoir les passages « non-violents » du Discours sur la Montagne dans le contexte de la littérature juive antique, du mouvement révolutionnaire travaillant la Palestine à l'époque (contrairement à une opinion largement répandue notre auteur considère ce mouvement comme pratiquement négligeable), du reste de l'enseignement de Jésus enfin, dont il ne faut pas oublier que certaines pages paraissent aussi guerrières que celles-ci semblent pacifistes. La conclusion, qui eût été banale chez un autre, prend toute son importance pour un auteur dont l'apparence ecclésiastique et l'activité passée (il fut de 1940 à 1943 le responsable de la branche mennonite du service civil pour les objecteurs de conscience en Amérique) contrent qu'en fait il n'entend pas le moins du monde justifier par ces mots l'acceptation aveugle des soi-disant nécessités de la participation à la violence collective. En parlant de non résistance, Jésus

« n'a pas comme but de donner une règle de conduite systématique et complète (*a carefully balanced and well rounded code of conduct*) qui tienne compte de toutes les éventualités et de tous les intérêts authentiques de chaque individu ou de la société en tant que telle. Il ne cherche pas non plus à construire un système éthique

4) Chester K. Lehman, *The Holy Spirit and the Holy Life*, p. 1959.

5) Henry A. Fast, *Jesus and Human Conflict*.

que l'humanité dans son ensemble devrait adopter comme sa ligne de conduite en cas de conflit. Il ne prétend même pas que ce soit un code pour ses propres disciples. Les appels à ne pas résister mais à présenter l'autre joue à parcourir le second mille, etc., étaient sans doute compris plus ou moins littéralement. C'est-à-dire qu'ils représentaient plus qu'une simple figure de style, mais qu'ils ne représentaient pas un règlement impératif à suivre de façon invariable, sans discrimination et aveuglément » (pp. 191-192).

Mais l'ouvrage que chacun des lecteurs de cette revue devrait indéniablement avoir dans sa bibliothèque personnelle peu qu'il puisse lire l'anglais est celui de G. F. Hershberger, *La voie de la Croix* (6). C'est une mine de réflexions et de renseignements, partant toujours d'événements très concrets et allant jusqu'au fond des problèmes. Il fait toucher du doigt, avec autant de virulence que n'importe quel pamphlet anti-religieux, les collusions, volontaires ou non, des églises chrétiennes avec la violence militaire (pp. 69), le libéralisme économique, l'américanisme (p. 160), le capitalisme (pp. 79, 239, 242) et n'est pas plus tendu pour les déviations morales du fondamentalisme théologique (p. 132) que pour celles de l'individualisme rationaliste. Il démasque aussi, ce qui est plus original dans ce contexte mais tout aussi nécessaire, l'injustice et le totalitarisme qui peuvent caractériser le syndicalisme, ouvrier, agricole ou des professions libérales, lorsqu'il atteint une puissance suffisante (pp. 244-246, 269, 276, 300).

Le monde dans lequel nous vivons est celui de la lutte et de l'égoïsme. Notre auteur a le mérite de se souvenir constamment que le problème dit de « l'objection de conscience » ne se borne pas étroitement à la question du service militaire, mais s'étend à tout ce qui concerne l'Église dans son ensemble, la vie sociale, économique et même familiale. Dans ce monde au milieu duquel il se trouve le chrétien doit éviter le double danger de l'assimilation (se conformer au siècle présent, le sel qui perd sa saveur) et de l'isolement (la superbe tour d'ivoire et le pharisaïsme) (p. 201).

(6) Guy F. Hershberger, *The Way of the Cross in Human Relations*, 424 p. 1959. Sous le titre *Following Christ in Our Work*, 72 p., 1959, J. Lawrence Burkholder, vient de publier une série de plans d'étude, sans prétention mais très commodes pour travailler en cercles d'hommes ce livre de Hershberger.

Il ne doit jamais oublier qu'il est le disciple d'un maître crucifié et qu'il suit celui-ci précisément parce qu'il sait dans la foi que cette croix n'est pas la défaite dernière, mais au contraire la condition nécessaire du triomphe et la porte ouverte sur celui-ci. Le chrétien a donc besoin de réaliser que sa vocation ne l'installe ni dans la tranquillité ni dans le confort. Au contraire c'est « une grâce qui coûte cher » (*costly grace*, p. 34, citant Bonhoeffer dont notre auteur s'inspire continuellement).

Mais alors nous arrivons précisément au cœur du problème. Cet amour qui se sacrifie, et dont il n'est sans doute pas de chrétien qui ne le reconnaisse comme critère idéal de sa vie privée, peut-il aussi être exigé comme norme des diverses collectivités, singulièrement de l'Etat ? Et, si l'on répond par la négative, doit-on accepter, sinon souhaiter, la disparition dès le monde présent de ces collectivités ou au contraire reconnaître qu'elles doivent persister et sont requises d'employer pour cela des moyens qui, au service de l'individu et particulièrement de l'individu chrétien, seraient proprement scandaleux ? Quiconque prétend avoir donné une fois pour toutes une réponse simple à ces deux questions complémentaires est soit un ange soit un âne, mais certainement pas un chrétien vivant dans la difficulté de son temps. Aussi ne faut-il pas s'étonner que notre auteur, dont les interrogations sont d'une justesse exemplaire, ne fasse pas preuve d'une très grande homogénéité dans ses réponses.

Il commence par dire : Oui, une collectivité chrétienne, famille, groupe économique ou social, Etat, doit suivre la voie de la croix et mourir plutôt que de se défendre (pp. 33 et 198). Et il assure même que cet élargissement du champ d'application de « la voie de la croix » est le thème fondamental de son livre (p. 342). Mais il rappelle également, ce qui aboutit à l'affirmation exactement inverse de ce qui précède, que l'anabaptisme dont il se réclame a toujours reconnu que « l'épée est ordonnée par Dieu, (mais) en dehors de la perfection du Christ ». Autrement dit, l'Etat, y compris ses caractéristiques violentes, est institué par la volonté du même Dieu qui ne veut pas que les chrétiens se mêlent d'y participer (Confession de Schleithem, citée avec celles de Dordrecht et de Cornelis Rís, pp. 165 et 389).

Le recenseur se permet ici une parenthèse pour indiquer que des recherches personnelles l'ont amené à con-

clure que cette seconde altitude fut exactement celle du Christianisme primitif jusqu'au début de l'ère constantinienne. Une telle attitude est cependant intenable malgré ses répondants historiques. Non qu'il serait impossible, et quelque société que ce soit, de trouver quelques non chrétiens pour remplir cet office si nécessaire du glaive. C'est ici l'idée même de chrétienté qui est fautive et les fidèles ont été, sont et resteront une minorité à travers l'histoire. L'erreur est d'inclure dans l'Eglise, au besoin par la force, ceux qui n'ont jamais voulu vraiment être chrétiens. Mais cette attitude est intenable parce qu'il est en réalité impossible de considérer comme le devoir d'autrui ce que l'on se refuse soi-même à accomplir. L'un de mes camarades à la Faculté de Théologie s'était, pendant la guerre d'Indochine, porté volontaire pour l'exécution sommaire d'un prisonnier. Puisque quelqu'un de ma compagnie devait le faire, disait-il, il n'y aurait eu aucune justification à ce que je prétende me maintenir « plus propre » que mes camarades. J'ai fait campagne contre la guerre d'Indochine jusqu'à me faire traiter, avec une poignée de mes collègues dans le ministère pastoral, d'« assassin en blouse blanche » par un quotidien socialiste de l'époque. Je crois donc que ce frère, car c'en est un pour moi, avait grand tort de faire la guerre, et de faire cette guerre particulièrement. Mais, puisqu'il la faisait, sa position me semblait avoir été la seule logique et la seule respectable.

Notre livre, lui, prend ses exemples dans l'histoire de la communauté mennonite. Il montre comment dans les faits l'attitude de non participation a d'abord conduit à une attitude de réclusion sociale, dont nous avons vu qu'elle la condamne lorsqu'elle est choisie ou seulement acceptée par le chrétien au lieu de lui être constamment imposée ou nouveau par un monde qui le rejette. Il montre aussi comment elle les a ensuite paradoxalement amenés à recréer entre eux et à leur propre usage, un nouveau pouvoir politico-judiciaire, ainsi dans leurs anciennes colonies russes et dans celles qui existent aujourd'hui au Paraguay. De même les mennonites de Pennsylvanie n'auraient tout simplement pas pu laisser tomber leur part de pouvoir en 1707 si les quakers, pourtant eux aussi pacifistes mais faisant une distinction plus claire entre le glaive du magistrat et celui du guerrier, n'avaient été là pour la ramasser (p. 182).

Il est vrai que l'auteur présente ces arguments dans la

bouche d'interlocuteurs qu'il semble suivre un instant mais qu'il critique ensuite. Il n'en demeure pas moins qu'il voit bien la question se situer, non au niveau de « violence ou non-violence ? » (car nous sommes tous engagés dans des situations de conflits de forces), mais au niveau des degrés de violence, car ce n'est pas parce que je fesse mes fils que je dois approuver ce qui se passe dans l'immeuble des parachutistes à El Biar. Ainsi, dans des situations toujours nouvelles, nous sommes chacun appelés à tracer un tour une ligne d'arrêt et à dire « jusqu'ici, mais pas plus loin ». Tel aura avancé davantage. Tel autre se sera arrêté plus tôt. Mais tous, parce que nous vivons et devons vivre dans une société humaine, nous avons participé à une forme ou à une autre de coercition. Et aucun, dans la mesure même où il est chrétien, n'a pu se laisser tomber jusqu'au pur sadisme de la violence aveugle. C'est entre les deux que joue la responsabilité de chaque chrétien et jamais la foi ne pourra se pétrifier en une scolastique morale.

**

Celui qui écrit ces quelques pages, bien qu'ayant une position nuancée sur le pédo-baptisme, a toujours considéré comme blasphématoire la réitération du baptême.

Bien que pensant qu'un chrétien véritable est « professant » et ne se faisant aucune illusion sur les possibilités et la valeur des grands nombres, il est multitudiniste dans son ecclésiologie.

Bien que s'étant souvent fait traiter de « communiste » (ce qui dans la langue française des dernières décennies signifie « chambardeur » et non pas homme d'ordre et de discipline comme c'est sans doute le cas en russe), il professe que le respect et l'obéissance sont dus à l'Etat jusqu'à l'extrême limite du possible.

Toutes ces raisons l'avaient rendu extrêmement méfiant à l'égard de l'ensemble de la tradition anabaptiste. Les lectures qu'il vient d'analyser ci-dessus lui ont fait prendre conscience qu'il y avait dans ce mouvement quelque chose de différent et de plus valable que ce contre quoi il réagissait. Il espère avoir fait partager cette découverte à quelques-uns de ceux qui l'ont suivi jusqu'ici.

Jean-Michel HORNUS.

Au-delà du Léninisme

On connaît l'importance des congrès du Parti communiste dans l'évolution du système soviétique. Comme j'ai souvent souligné ici, les diverses mesures de décentralisation qui ont été prises depuis quelques années, notamment dans le domaine économique, ont comme contrepartie non pas l'affaiblissement, mais au contraire le renforcement du rôle de direction et de contrôle qui incombe au Parti dans tous les domaines. Et si, à l'intérieur du Parti, l'accent dans la célèbre formule du « centralisme démocratique » est très nettement mis sur les prérogatives des instances supérieures, les dirigeants soviétiques sont incontestablement obligés de tenir compte des sentiments des cadres. Or, les congrès fournissent l'occasion de se justifier devant l'élite politique et économique du pays. D'autre part, quelle que soit la manière dont on définit la structure actuelle du camp socialiste — monocéphalisme, bicéphalisme, ou polycéphalisme — il est clair que l'Union soviétique y joue encore le premier rôle. Les congrès du Parti communiste de l'U. R. S. S. sont donc également des étapes importantes dans l'évolution du communisme international.

Au double point de vue de l'évolution interne de l'Union soviétique et des relations entre Partis communistes, le XXII^e Congrès a pris effectivement la figure d'un tournant dramatique. Trop dramatique, peut-être. Car la liquidation physique et morale du cadavre de Staline, et le conflit ouvert entre l'Union Soviétique et la Chine, ont été des manifestations tellement spectaculaires qu'elles ont presque entièrement éclipsé d'autres faits dont la portée était égale, sinon supérieure. En particulier, ces nouvelles sensation

nelles ont pratiquement fait oublier le nouveau programme du Parti communiste de l'Union soviétique, dont il serait difficile d'exagérer l'importance comme reflet de la situation en Russie, quarante-quatre ans après la révolution d'octobre.

**

I. *Le programme du Parti communiste de l'Union soviétique.* — Ce n'est pas tous les ans, ni à chaque congrès, que le Parti communiste russe change son programme. Celui qui vient d'être adopté n'est que le troisième, les deux autres datant respectivement de 1903 et de 1919. Ce dernier avait été élaboré sous l'impulsion de Lénine, et il n'est pas douteux que M. Khrouchtchev, même s'il n'a pas participé à la rédaction du troisième programme (ce que j'ignore), a voulu bien marquer que c'était sous son règne qu'on avait réussi à produire une nouvelle analyse globale de l'évolution de la Russie et du monde, et tracer plus en avant la voie qui doit mener au communisme.

Or, ce document est pour le moins décevant. Certes, M. Khrouchtchev n'a jamais prétendu être un grand penseur léniniste, et s'il ne s'agissait que de critiquer ses talents de théoricien, l'affaire ne vaudrait pas qu'on s'y arrête. D'autres avant lui, qui avaient d'excellentes qualités d'homme d'Etat, se sont crus obligés de justifier leurs réputations en écrivant des livres — et, ce faisant, n'ont en rien contribué à leur gloire. La situation en ce qui concerne le nouveau programme du Parti communiste est cependant très différente. D'une part, il est à supposer que les meilleurs cerveaux théoriques du Parti y ont collaboré. D'autre part, Moscou prétend, sinon diriger intégralement, du moins guider et inspirer dans une large mesure les Partis communistes du monde entier. Et on se demande quelle inspiration un militant du Parti anglais, ou norvégien, ou français, peut bien retirer de cette brochure morne et indigeste.

Ce texte étant facilement accessible (1), et d'une lecture

(1) Il a été publié notamment par *L'Humanité*, 31 juillet et 2 août 1961. Je cite d'après *Programma Kommunistitcheskoj Partii Sovetskogo Sojuza*, Moscou, 1961, 144 pages. (Envoyé à l'impression le 31 juillet). Il s'agit du « projet », qui a subi quelques modifications pendant le Congrès, mais dont les grandes lignes restent les mêmes.

sinon facile, du moins assez brève, il semble inutile de l'analyser ici en détail. Je me bornerai donc à souligner quelques points qui me paraissent fondamentaux.

Presque la moitié du nouveau programme est consacrée à l'énonciation des objectifs de développement économique dans les domaines industriel et agricole, et des bienfaits que la population retirera de ces progrès. On se propose de multiplier la production industrielle par deux et demi en l'espace de dix ans, et par six en l'espace de vingt ans. Dans le domaine agricole, on annonce un accroissement de deux fois et demie en dix ans, et de trois fois et demie en vingt ans. Dans les deux cas, cette augmentation doit permettre de rejoindre le niveau actuel de la production américaine en 1970, et de le dépasser sensiblement en 1980. La semaine de travail tombera à trente-quatre ou trente-six heures (2).

Il est permis d'être assez sceptique quant à la réalisation de ces objectifs, surtout dans le domaine agricole. Mais même si ces prévisions se révélaient rigoureusement exactes, cela ne changerait rien à la valeur de ce programme en tant que programme. Car il ne s'agit pas d'un plan économique, mais d'un texte destiné à éclairer le chemin vers l'avenir. Or, à ce point de vue la pensée du nouveau programme est à la fois figée et nulle. Dans ces 144 pages on ne trouvera guère d'idées originales, mais avant tout des lieux communs tirés de l'héritage de Marx, et démesurément gonflés par l'addition de statistiques et de verbiage creux.

Quelques citations feront toucher du doigt, mieux que des pages d'analyse, le caractère de ce texte. Voici un petit échantillon de l'introduction :

« Le communisme remplit la mission historique de délivrer tous les hommes de l'inégalité sociale, de toutes les formes de servitude et d'exploitation, des horreurs de la guerre; il établit sur la terre, la Paix, le Travail, la Liberté, l'Egalité et le Bonheur de tous les peuples. » (3)

(2) *Programma*, p. 69, 79, 95.

(3) *Ibid.*, p. 6. Les majuscules sont dans l'original.

En voici un autre, du paragraphe sur la signification de la révolution d'octobre :

« Le socialisme a mis fin pour toujours à la domination de la propriété privée sur les moyens de production, cette source de division de la société en classes hostiles. La propriété socialiste sur les moyens de production est devenue la base économique solide de la société. Des perspectives illimitées se sont ouvertes pour le développement des forces productives. » (4)

Certes, il est parfaitement normal que le programme du Parti communiste de l'Union soviétique vante les mérites de ce qui a été réalisé sous sa direction depuis quarante ans. Mais où sont les analyses concrètes ? L'introduction dit modestement que le nouveau programme « généralise de façon créatrice la pratique de la construction du socialisme, en tenant compte de l'expérience du mouvement révolutionnaire dans le monde entier et, exprimant la pensée collective du parti, détermine les tâches principales et les étapes fondamentales de la construction communiste (5) ». Or, en fait de généralisation de « la pratique de la construction du socialisme », voici la description de l'évolution de la société soviétique qui sert à démontrer les bienfaits du socialisme :

« Le socialisme a résolu un grand problème social : la liquidation des classes exploiteuses et des causes donnant naissance à l'exploitation de l'homme par l'homme. En U. R. S. S. restent deux classes amies : la classe ouvrière et la paysannerie. En outre, même ces classes ont changé. La communauté des deux formes de propriété socialiste a rapproché la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne, renforcé leur union, rendu inébranlable leur amitié. Une nouvelle *intelligenza*, issue du peuple et dévouée au socialisme, s'est développée. L'ancienne opposition entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, a été liquidée. Sur la base de la communauté des intérêts essentiels des ouvriers, des paysans et des intellectuels, s'est établie l'unité socialo-politique et idéologique inébranlable du peuple soviétique. » (6)

(4) *Ibid.*, p. 14.

(5) *Ibid.*, p. 6.

(6) *Ibid.*, p. 15.

On n'est pas obligé d'être un ennemi aveugle du système soviétique pour trouver qu'il y a plus de mythe que de réalité dans cette description, surtout en ce qui concerne l'élimination des différences entre la ville et la campagne. Mais, dira-t-on, l'une des fonctions essentielles des idéologies n'est-elle pas précisément de fournir les mythes sans lesquels les hommes accordent difficilement leur loyauté ? Sans aucun doute. Mais malheureusement, sur ce chapitre, le nouveau programme du Parti communiste de l'Union soviétique est encore plus déficient que sur le plan des analyses concrètes. Tout ce que la « pensée collective » du Parti a pu accomplir dans ce domaine, c'est de reprendre quelques citations de Marx en leur donnant une tournure bureaucratique et, pour tout dire, déprimante.

Prenons un exemple précis. Voici le célèbre passage de la « Critique du programme de Gotha » qui est l'un des rares textes dans lesquels Marx parle de la société future :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (7)

Lénine, dans *L'Etat et la révolution*, se contente de reproduire ce passage et de l'accompagner de quelques commentaires soulignant que cette « phase supérieure de la société communiste », qui correspond à ce que dans la terminologie actuelle on appelle « communisme », la première phase étant appelée « socialisme », présuppose la disparition de l'Etat. Il ajoute que, contrairement à ce que pensent les « philistins », on ne saurait « introduire »

(7) K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Editions sociales, 1950, p. 25.

le stade supérieur, qui naîtra du dépérissement de l'Etat (8).

Contrairement à Lénine, les auteurs du nouveau programme se sont crus en mesure de reformuler les conceptions de Marx sur ce point.

Voici le résultat :

« Qu'est-ce que le communisme ?

« Le communisme est une structure sociale sans classes comportant la propriété unifiée de tout le peuple sur les moyens de production, l'égalité sociale complète de tous les membres de la société, où, avec le développement multiforme des individus, les forces productives croîtront également sur la base d'une science et d'une technique qui se développent sans cesse, où toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, et où le grand principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » sera réalisé. Le communisme est une société hautement organisée de travailleurs libres et conscients, dans laquelle l'autonomie sociale sera assurée, le travail pour le bien de la société deviendra pour tous le premier besoin vital, une nécessité dont on a pleinement conscience, et les capacités de chacun seront utilisées pour le plus grand bien du peuple.

« Un haut niveau de conscience communiste, l'amour du travail et la discipline, le dévouement aux intérêts sociaux — ce sont les qualités inséparables de l'homme de la société communiste...

« La société communiste, fondée sur une production hautement organisée et une technique très développée, changera le caractère du travail, mais ne libérera pas les membres de la société du travail. Elle ne sera donc point une société d'anarchie, d'oisiveté et de fainéantise... » (9)

On voit bien, dans le premier paragraphe du texte que je viens de citer, les phrases prises textuellement chez Marx. On voit aussi ce qui a été ajouté : l'accent lourdement mis sur l'organisation, la discipline, le dévouement à la société. Certes, aucune société viable n'est possible sans de telles qualités, surtout aujourd'hui. Il ne s'agit nullement de faire l'apologie de l'oisiveté, ni de

(8) Lénine, *Œuvres choisies*, Moscou, 1947, tome II, p. 239-246.

(9) *Programma*, p. 63-65.

l'individualisme. Mais il y a malgré tout chez Marx une conviction profonde que l'accomplissement total de l'homme exige autre chose que le travail socialement utile. Il n'est même pas nécessaire pour trouver cette idée de faire appel à des écrits aussi subversifs que les œuvres de jeunesse de Marx. Elle se trouve dans le *Capital* :

« Le royaume de la liberté commence en réalité là où s'arrête le travail déterminé par le besoin et par la nécessité extérieure. Il se situe donc, par la nature des choses, au-delà de la sphère de la production matérielle en tant que telle. Tout comme le sauvage, l'homme civilisé doit lutter avec la nature afin de satisfaire ses besoins, afin de sauvegarder sa vie et de se reproduire, et il doit le faire dans toutes les formes de société et quel que soit le mode de production. Avec son développement, ce royaume de la nécessité naturelle s'étend car les besoins s'étendent, mais en même temps s'étendent les forces productives qui les satisfont. La liberté dans ce domaine ne peut consister qu'en ceci, que l'homme social, les producteurs associés, règlent d'une façon rationnelle leurs échanges avec la nature, et les subordonnent à leur contrôle commun, au lieu d'être dominés par eux comme par une puissance aveugle, qu'ils accomplissent ces échanges avec la moindre dépense de forces et dans les conditions les plus dignes et adéquates à leur nature humaine. Mais ceci reste toujours le royaume de la nécessité. Au-delà de ceci commence le déploiement des forces de l'homme qui se prend comme son propre but, le vrai royaume de la liberté qui cependant ne peut fleurir que sur la base de ce royaume de la nécessité. La diminution de la journée de travail en est la condition fondamentale. » (10)

Que devient ce « vrai royaume de la liberté », au-delà du travail socialement nécessaire, dans le programme du Parti communiste de l'Union soviétique ? On dirait non seulement qu'il est absent, mais qu'il est délibérément banni de l'utopie proposée aux citoyens soviétiques, pour être suivi comme subversif et destructeur de la discipline du travail.

On répondra peut-être que, comme Marx l'écrit lui-même, « la diminution de la journée du travail » étant la

(10) K. Marx, *Das Kapital*, Berlin, Dietz, 1956, tome III p. 873-874.

condition fondamentale de l'accès à cette nouvelle dimension de liberté, il est inutile de spéculer à ce sujet jusqu'à ce que la base matérielle du communisme ait effectivement été créée en Russie. Mais ce moment est censé être tout proche : « Le Parti proclame solennellement, conclut le programme : la génération actuelle des hommes soviétiques vivra sous le communisme (11) ! ». Même s'il est trop tôt pour élaborer des projets détaillés au sujet de la société communiste, il est pour le moins étonnant que les communistes d'aujourd'hui aient moins d'idées que Marx au sujet de la signification humaine de l'aventure qu'ils croient à portée de main.

J'écris « les communistes d'aujourd'hui ». S'il ne s'agit que de cela, ce ne serait pas aussi grave. Mais il y a de sérieuses raisons de penser que les racines du problème sont bien plus anciennes, et qu'elles se trouvent précisément dans la variante du marxisme établie par Lénine. C'est l'évidence même que, dans l'œuvre riche et contradictoire de Marx, Lénine a puisé avant tout une stratégie de la conquête du pouvoir. Cette orientation correspondait peut-être à son tempérament plutôt autoritaire ; elle correspondait surtout à la situation dans laquelle il se trouvait, dans un pays doté d'un régime autocratique répressif et où de grandes usines modernes voisinaient avec des campagnes qui vivaient encore au moyen âge. Pour Lénine, comme cultivé et sensible, ce rétrécissement du marxisme dû exiger un effort sur lui-même ; pour son successeur, la concentration implacable sur la conquête et l'exercice du pouvoir ne posait aucun problème. Ainsi l'humanisme marxiste s'est transformé en une science de la manipulation des forces sociales ; la « dictature du prolétariat » s'est transformée en une combinaison de terreur et d'esprit bureaucratique. Puis, par un retournement dialectique, cette caricature sanglante du léninisme s'est transformée en son contraire ; l'idéologie, ayant rempli son rôle, s'est transformée en la non-idéologie.

Devant le vide ainsi ouvert par le dépérissement de la pensée marxiste en Union soviétique, est-il étonnant que les Chinois se soient accrochés même à la figure de Staline, personnage pour lequel — contrairement aux apparences — ils n'ont aucun amour particulier, mais qui fut

(11) *Programma*, p. 143.

quand même un révolutionnaire, dont les productions théoriques, si primitives fussent-elles, avaient au moins la qualité qui semble manquer le plus aux dirigeants soviétiques actuels : la conviction ?

**

II. *Le déroulement du XXII^e Congrès et la querelle sino-soviétique*. — Dans l'interprétation des péripéties du Congrès, deux tendances se sont fait jour dans la presse occidentale. D'une part, on a eu tendance à le présenter en termes manichéens comme un combat entre le bon Khrouchtchev, libéral et pacifique, et la méchante opposition sino-stalino-molotovienne. D'autre part, certains ont exprimé leur indignation devant l'hypocrisie d'hommes qui dénonçaient les crimes de Staline sans reconnaître qu'ils avaient eux-mêmes une part de responsabilité.

Ce deuxième point ne me paraît pas décisif. Il est bien évident que personne de la génération de ceux qui dirigent aujourd'hui la Russie, et qui ont fait leur apprentissage politique et administratif du temps de Staline, ne peut avoir les mains parfaitement propres. Mais les hommes changent avec le temps, et en fonction des situations dans lesquelles ils se trouvent. Certes, on pourrait s'attendre lorsqu'ils rompent avec un aspect important de leur passé à un minimum d'autocritique. Mais il s'agit là d'une exigence morale plutôt qu'une exigence politique. Les hommes d'Etat n'aiment pas beaucoup se désavouer. Il importe donc moins de savoir combien de fois M. Khrouchtchev a écrit ou crié « Vive Staline ! » il y a un quart de siècle que d'apprécier quelles sont aujourd'hui ses intentions et comment il se propose de les réaliser.

Certes, le spectacle de la défenestration de Staline, et surtout la tentative d'extirper radicalement son souvenir au point de rayer la bataille de Stalingrad des livres d'histoire nous apparaît comme d'un goût plus que douteux. Mais, étant donné le caractère quasi-sacré de la personnalité du *vozhda'* il y a moins de dix ans, cette liturgie macabre était peut-être nécessaire pour exorciser son image.

Non, quels que soient son propre passé et les méthodes peu subtiles par lesquelles il a procédé, Khrouchtchev incontestablement fait œuvre utile en poussant plus loin la déstalinisation commencée au XX^e congrès. Mais est-ce qu'il devient pour autant le porte-parole du socialisme

émocratique dans le monde ? Et est-ce que Pékin est vraiment la citadelle du stalinisme impénitent ?

Comme toutes les questions sensationnelles, le conflit sino-soviétique a fini par assumer dans la presse et dans l'esprit des gens une figure quelque peu caricaturale : les Chinois seraient pour la guerre, les Soviétiques pour la paix ; les Chinois voudraient susciter tout de suite la révolution. Surtout, les Soviétiques seraient disposés à travailler avec les gouvernements bourgeois. Comme toutes les caricatures, celle-ci comporte une part de vérité, mais une part seulement. Je ne veux pas aborder ici en détail la controverse idéologique entre Moscou et Pékin, que j'ai déjà évoquée à plusieurs reprises dans cette revue (12), et qui a donné lieu à de nombreuses publications (13). En un mot, les Chinois ne sont pas *pour* la guerre, mais ils la craignent moins que les Soviétiques, et ils estiment qu'elle pourra être évitée, non pas par une *entente* amicale avec les puissances capitalistes, mais uniquement par une *lutte* qui contraindra celles-ci à renoncer à leurs projets belliqueux. Ils ne sont pas pour la révolution communiste immédiate sur la terre entière — ce qui serait une absurdité aux termes mêmes de la pensée léniniste — mais ils sont plus enclins que les dirigeants soviétiques à pousser en avant la révolution dans les formes adaptées à chaque pays, sans se soucier des conséquences diplomatiques.

La divergence est d'ailleurs beaucoup plus nette sur le problème de la coexistence pacifique que sur l'attitude à l'égard des pays sous-développés. Cela est surtout le cas aujourd'hui, après le XXII^e Congrès, qui a marqué un tournant très net vers une politique plus dure dans ce domaine. Il est étonnant qu'un observateur aussi averti que Serge Hallet ait pu écrire le contraire, et présenter ce congrès comme l'annonce d'une nouvelle libéralisation, alors qu'il agit au contraire d'un raidissement sur toute la ligne,

(12) Voir surtout « Vers une nouvelle étape de la révolution dans les pays sous-développés », *C. S.*, déc. 1960, p. 851-858.

(13) Voir notamment les articles de Claude Cadart, « Les relations sino-soviétiques de la création des communes populaires à la conférence des 81 », *Revue française de science politique*, N^o 1 et 3, 1961 ; et *The Sino-Soviet Dispute*, Documented and analysed by G. F. Hudson, Richard Lowenthal and Frederick Mac Farquhar, London, China Quarterly, 1961.

sauf en politique extérieure. Pour ce qui est de l'évolution des pays coloniaux d'abord, M. Mallet affirme que la formule de « démocratie nationale » signifie que les pays sous-développés pourront passer au socialisme sans dictature du prolétariat, sans même un parti communiste sous la direction d'un front de libération nationale englobant toutes les classes (14).

Cette interprétation est radicalement fausse, et cela pour deux raisons. D'une part, si Khrouchtchev — comme Mao Ze-dong d'ailleurs, et comme tous les léninistes depuis quarante ans — met l'accent sur la participation des classes non prolétariennes des pays sous-développés à la révolution anti-impérialiste, il n'est nullement question de sacrifier le rôle prééminent de la classe ouvrière. Au contraire, tout le passage du discours de Khrouchtchev sur l'évolution des anciennes colonies souligne précisément que, l'indépendance aujourd'hui acquise, la bourgeoisie de ces pays se détourne de plus en plus de la révolution. Le programme contient déjà des affirmations très nettes à cet égard :

« Le combattant le plus conséquent en faveur du parachèvement de cette révolution, en faveur des intérêts nationaux et du progrès social, c'est la classe ouvrière. »

« ...Au fur et à mesure de l'accroissement des contradictions entre les travailleurs et les classes possédantes et de l'aggravation de la lutte des classes à l'intérieur des pays, la bourgeoisie nationale manifeste un penchant de plus en plus accentué vers la conciliation avec l'impérialisme et la réaction interne. » (15)

Voici comment Khrouchtchev développe ce point dans son rapport :

« Les tâches économiques essentielles attendent une solution. Cependant, l'oligarchie de la bourgeoisie et des féodaux, ayant lié son destin au capital étranger, s'efforce d'attacher les pays sous-développés au système du capitalisme mondial. La voie vers laquelle les impérialistes et leurs complices poussent ces pays ne peut en aucune manière résoudre les problèmes au nom des »

(14) Serge Mallet, « Les revisions khrouchtcheviennes », *France-Observateur*, 26 octobre 1961, p. 11.

(15) *Programma*, p. 47-48.

quels les peuples se sont soulevés pour lutter contre les colonisateurs.

« Où est l'issue ? L'histoire donne à cette question une réponse claire : il faut chercher l'issue dans une voie de développement non-capitaliste. Celui qui veut savoir quels fruits cela donne, n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les républiques florissantes de l'Asie centrale soviétique. »

« L'entrée sur une voie de développement non-capitaliste ne se fait pas toute seule. Seule la lutte active de la classe ouvrière, des masses travailleuses, l'union de toutes les forces démocratiques et patriotiques dans un large front national peut amener les peuples sur une telle voie. » (16)

Voilà la grande union nationale sans distinction de classe dont nous entretenait M. Mallet. Il est vrai que Khrouchtchev a parlé de l'Etat de démocratie nationale comme « exprimant les intérêts non pas d'une seule classe, mais de larges couches populaires ». Mais le rôle de cet Etat de démocratie nationale n'est point, comme l'écrit M. Mallet, d'assurer « la voie non capitaliste de développement », ni en « parachevant la révolution anti-impérialiste, de passer au socialisme ». La démocratie nationale doit « résoudre les tâches de la révolution anti-impérialiste de libération nationale (17) ». Une fois ces tâches achevées, il y en aura une autre à l'ordre du jour : la construction du socialisme. Et il est nettement affirmé, aussi bien dans le programme que dans le discours de Khrouchtchev, que la dictature du prolétariat — ou une variante telle que la démocratie populaire qui laisse toujours l'hégémonie au prolétariat — est une condition *sine qua non* du passage au socialisme (18).

En fait, nous nous trouvons en présence d'un développement, voire d'un parachèvement, de la tendance que j'avais soulignée déjà l'année dernière à propos de la déclaration des « 81 », à savoir l'application de critères qui ne sont plus purement diplomatiques aux pays sous-développés, afin de déterminer l'attitude de Moscou à leur égard. Pour être un « bon » pays sous-développé aux yeux de Khrouchtchev, il ne suffit plus d'être non aligné ;

(16) *Pravda*, 19 octobre 1961, p. 8.

(17) *Loc. cit.*

(18) *Programma*, p. 17-18 ; *Pravda*, 19 octobre, p. 3.

il faut aussi adopter un système qui ouvre la voie vers la révolution sociale (19).

Il est possible que les dirigeants soviétiques aient été poussés dans ce sens par la pression de Pékin. Mais deux facteurs sans rapport avec la Chine sont parfaitement suffisants pour expliquer l'évolution de la politique soviétique. D'une part, la quasi-totalité des anciennes colonies ayant obtenu leur indépendance, l'alliance de toutes les classes en vue de la lutte contre le colonisateur n'a plus de raison d'être. Par conséquent, comme Khrouchtchev l'avait annoncé dès son discours à l'ambassade d'Irak quelques semaines après le XXI^e Congrès, en 1959, les « contradictions internes » se manifestent avec éclat dans ces pays, mettant en question le rôle dirigeant de la bourgeoisie. D'autre part, il semble que la politique de soutien à la bourgeoisie pratiquée par Moscou dans tant de pays apparentés par la race ou par la religion aux peuples d'Asie centrale soviétique ait suscité chez ces derniers des remous considérables. Il est certain en tout cas que le XXII^e Congrès a été marqué dans le domaine de la politique des nationalités à l'intérieur de l'U. R. S. S. par un coup de frein russificateur très brutal, qui va naturellement de pair avec le durcissement dans la politique à l'égard des pays sous-développés (20).

Pour ce qui est des problèmes des pays sous-développés, l'idée que le XXII^e Congrès a été marqué par une « révision » où une « libéralisation » est donc manifestement erronée. La situation en ce qui concerne l'évolution interne de l'U. R. S. S. est autrement complexe, et il est difficile d'être aussi affirmatif. Toutefois, s'il est impossible de dire que la conclusion de Serge Mallet, selon laquelle le discours de Khrouchtchev annonce une nouvelle forme de démocratie socialiste est fausse — et nous souhaitons vivement, bien entendu, qu'elle soit juste —, on peut affirmer que les *arguments* sur lesquels se fonde cette conclusion ne sont point valables. M. Mallet évoque en effet la thèse de Khrouchtchev selon laquelle la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire pour édifier le communisme ; il sous-entend à juste titre que jusqu'ici, en Union soviétique

(19) Voir la chronique citée à la note 12.

(20) Voir l'article d'Hélène Carrère d'Encausse dans *La Nef*, N° 1, 1962.

dictature du prolétariat » a toujours signifié « dictature du parti », et il conclut que le Parti communiste de l'Union soviétique va prochainement se cantonner comme le parti yougoslave dans un rôle d'inspirateur du progrès économique et social, en abandonnant ses prérogatives politiques (21).

Or, tout ce raisonnement repose sur un malentendu. Il suffit pour en démontrer le caractère non fondé de remarquer que, dans le discours de M. Khrouchtchev, il est clairement affirmé que le prolétariat a déjà abandonné son pouvoir exclusif :

« Dans les conditions de la victoire du socialisme et de l'entrée du pays dans la période de la construction déployée du communisme, la classe ouvrière de l'Union soviétique, sur sa propre initiative, a transformé l'Etat de sa dictature en un Etat de tout le peuple... Chez nous a été créé pour la première fois un Etat qui n'apparaît pas comme la dictature d'une seule classe quelle qu'elle soit, mais comme l'instrument de toute la société, de tout le peuple. »

La fin de la dictature du prolétariat, ce n'est donc pas une promesse pour l'avenir, c'est un pas déjà franchi en l'Union soviétique. Et, comme le dit M. Khrouchtchev lui-même, « A l'occasion de la transformation de la dictature du prolétariat en Etat de tout le peuple, la puissance de notre société et de notre Etat non seulement ne diminue pas, mais au contraire s'accroît maintes fois ». Et il ajoute aussi que, malgré la transformation de l'Etat soviétique, « la classe ouvrière continue à jouer le rôle dirigeant dans la société » (22). De son côté le nouveau programme affirme : « La période de construction déployée du communisme (c'est-à-dire celle où, selon Khrouchtchev, l'U. R. S. S. se trouve aujourd'hui) est caractérisée par un nouvel accroissement du rôle et de l'importance du Parti communiste, en tant que force qui dirige et guide la société soviétique ». (23)

(21) Serge Mallet, article cité, *France-Observateur* 26 octobre 1961, p. 11.

(22) *Pravda*, 19 octobre, p. 7.

(23) *Programma*, p. 137 (souligné dans l'original).

Tout cela est suffisamment net, et devrait suffire pour tuer la légende du « révisionnisme » de Khrouchtchev. Le problème en Union soviétique n'est pas l'abandon du léninisme, c'est plutôt le « dépérissement » du léninisme. D'autre part, les Chinois ne sont point des Staliniens. On trouve dans leur pensée des traits empruntés à Staline, d'autres qui s'apparentent au trotskisme, d'autres enfin qui proviennent de la tradition chinoise, mais ils sont avant tout, eux aussi, des Léninistes. Si Chou En-lai a déposé une gerbe au mausolée de Staline, c'est d'une part pour affirmer l'indépendance de la Chine et son ressemblant devant la manière dont la Russie s'était déstalinisée sans consulter Pékin, et d'autre part comme hommage à un homme de l'époque héroïque de la révolution — d'une époque analogue à certains égards à celle où la Chine se trouve aujourd'hui.

En un mot, il ne s'agit point d'une querelle entre un « maoïsme » extrémiste et trotskisant d'une part, et le révisionnisme khrouchtchevien d'autre part, mais de l'affrontement d'un léninisme figé et moribond et d'un léninisme encore très vivant. Cela signifie-t-il que le léninisme a épuisé sa fonction, dans un pays qui est devenu en quarante ans la deuxième puissance industrielle du monde, alors qu'il a encore un rôle à jouer en Chine ? Ou bien le vide idéologique qui existe actuellement en U. R. S. S. s'explique-t-il par quelque particularité de la révolution russe, ou quelque facteur temporaire ? Il n'est guère besoin de souligner que la réponse à cette question a des implications très vastes, non seulement pour le « camp socialiste », mais aussi pour l'ensemble du monde.

**

III. La fin, des idéologies ? — Le problème fondamental que j'essaie de poser dans cette chronique — dont le XXII^e Congrès n'est que le prétexte — est double. D'une part, la société industrielle de l'Occident — de ce grand Occident, de San Francisco à Vladivostok, dont j'ai parlé dans ma dernière chronique — peut-elle offrir à l'homme une tâche à sa mesure, autrement que dans le domaine des conquêtes économiques et techniques ? Et l'idéologie, l'idéologie léniniste en particulier, a-t-elle un rôle à jouer ?

Pour cerner la question, revenons à l'utopie de M. Khrouchtchev évoquée ici-dessus. Considérons - en l'abord les formes d'organisation, puis le contenu. Sur le premier point, je cite de préférence le programme, qui est plus concis que le discours de M. Khrouchtchev ; quant au fond, il n'y a rigoureusement aucune différence entre les deux. Voici le passage essentiel :

« La société communiste, contrairement à toutes les formations socio-économiques qui l'ont précédée, se constitue non pas spontanément, mais à la suite de l'activité consciente et dirigée vers un but (*celenapravlennaja*) des masses populaires, dirigées par un parti marxiste-léniniste. Le Parti communiste, réunissant dans ses rangs les représentants les plus progressistes des travailleurs, étroitement lié aux masses, jouissant d'une autorité sans bornes parmi le peuple, guidé par la connaissance des lois de développement de la société, assure une juste direction de tout le travail en vue de la construction du communisme, lui donne un caractère organisé, méthodique, scientifiquement fondé.

« L'accroissement du rôle du parti dans la vie de la société soviétique dans la nouvelle étape de son développement est déterminé :

— par l'accroissement de l'échelle et de la complexité de la construction communiste, qui exige un niveau plus élevé de direction politique et organisationnelle ;

— par l'essor de l'activité créatrice des masses, par la participation de nouveaux millions de travailleurs à l'administration des affaires de l'Etat et de la production ;

— par le développement ultérieur de la démocratie socialiste, l'accroissement du rôle des organisations sociales, l'élargissement des droits des républiques de l'union et des organisations locales ;

— par la signification croissante de la théorie du communisme scientifique, de son développement créateur et de la propagande, par la nécessité d'intensifier la formation communiste des travailleurs et la lutte pour surmonter les survivances du passé dans la conscience des gens.

« La construction déployée du communisme correspond à une nouvelle étape plus élevée dans le développement du parti lui-même, de son travail politique, idéologique et organisationnel. Le parti perfectionnera sans cesse les formes et méthodes de son action, afin que le niveau de sa direction sur les masses, sur la création de la base matérielle et technique du communisme, sur le développement de la vie spirituelle de la société, cor-

reponde aux exigences croissantes d'une époque de construction du communisme. » (24)

Ceci est parfaitement clair, et correspond à la tendance évoquée ci-dessus au renforcement du rôle du parti au fur et à mesure que se poursuit la décentralisation et l'autogestion sur le plan de l'Etat et de l'économie. Rien dans le discours de Khrouchtchev ne contredit ces perspectives. Au contraire, il affirme :

« Pourquoi, au fond, l'Etat persiste-t-il, alors que la chose essentielle qui lui a donné naissance, à savoir l'antagonisme de classe, a disparu ? Cela s'explique par le fait que les tâches que la société peut résoudre seulement à l'aide de l'Etat n'ont pas encore disparu... »

« L'Etat persistera encore longtemps après la victoire de la première phase du communisme. Le processus du dépérissement de l'Etat sera fort long, embrassant toute une époque historique, et ne s'achèvera que lorsque la société sera mûre pour l'auto-administration. » (25)

Remarquons en passant qu'on voit ici pourquoi Khrouchtchev a introduit l'idée de la transformation de l'Etat de la dictature du prolétariat en un Etat du peuple entier. Cela va de pair avec la division de l'ère du communisme en deux phases. Jusqu'ici en effet, la théorie marxiste-léniniste ne connaissait que deux phases en tout : socialisme et communisme, appelées par Marx « première phase du communisme » et « seconde phase du communisme ». Maintenant il y en a trois : socialisme, communisme de la première phase, communiste de la seconde phase. Et cela s'explique : selon le nouveau programme le « communisme » est censé débiter en U. R. S. S. dans une vingtaine d'années ; et communisme signifie dépérissement de l'Etat. Or, comme Khrouchtchev n'entend nullement pour l'instant que l'Etat dépérisse, il s'efforce d'offrir au peuple soviétique au moins quelque satisfaction en proclamant que l'Etat a changé de caractère.

Ceci est moins une critique de Khrouchtchev lui-même que de ceux qui veulent à tout prix l'annexer à leur variante

(24) *Programma*, p. 137-138. Le mot *celenapravlennaja*, qui exige une paraphrase en français, à un équivalent exact en anglais : « purposeful ».

(25) *Pravda*, 19 octobre, p. 19.

de socialisme démocratique. L'idée d'une société sans Etat est un beau rêve, mais elle représente un idéal inaccessible vers lequel on peut et doit aller, mais qu'on n'atteindra jamais entièrement, et cela pour deux raisons : le péché originel, et le caractère hautement organisé de la production moderne. On ne peut guère s'attendre à ce que Khrouchtchev soit sensible au premier de ces obstacles. En revanche, il a très bien compris l'importance du second, et c'est pourquoi il a corrigé, dans son discours et dans le passage du programme cité ci-dessus, l'optimisme de Lénine, qui a fait preuve sur ce point d'une certaine naïveté.

Il est en effet intéressant — mais assez logique — que Lénine, le révolutionnaire et l'homme d'Etat réaliste, qui a pris avant tout dans Marx une tactique de la conquête du pouvoir, s'est montré particulièrement utopiste lorsque, en de très rares occasions, il a abordé le problème des buts du mouvement révolutionnaire. Ainsi, dans *l'Etat et la Révolution*, il a écrit :

« Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris *eux-mêmes* à gérer l'Etat, ont pris l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes... la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est « l'Etat » constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un Etat au sens propre du mot », et plus vite commence à dépérir tout Etat.

« En effet, quand tous auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale..., la *nécessité* d'observer les règles, toutes simples mais essentielles, de toute communauté humaine deviendra très vite une *habitude*.

« Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à la disparition complète de l'Etat. » (26)

(26) Lénine, *Œuvres choisies*, tome II, p. 245-246. Lénine emploie ici « première phase » et « phase supérieure » comme synonyme de « socialisme » et « communisme » ; la division tripartite de Khrouchtchev lui est inconnue.

Or, l'expérience de quarante ans de construction économique a montré aux dirigeants soviétiques que l'administration d'une économie moderne hautement industrialisée exige autre chose que les « opérations les plus simples de surveillance et d'enregistrement... à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique » dont parlait Lénine (27). On pourrait même appeler leur idéologie « le léninisme de l'homme de l'organisation ».

La réconciliation entre les impératifs d'organisation et la liberté de l'individu est un problème excessivement ardu, et sans doute incapable d'une solution parfaite. Si j'ai si âprement critiqué le programme du Parti communiste de l'Union soviétique dans la première partie de cette chronique, ce n'est pas parce qu'il n'a pas résolu le problème, mais parce qu'il ne semble pas comprendre qu'un problème existe.

M. Khrouchtchev se préoccupe bien, dans son discours, de la *participation* de toute la population aux affaires publiques. Les suggestions qu'il fait à cet égard ne sont pas sans intérêt :

« L'administration de notre Etat a lieu pour les travailleurs et par les travailleurs eux-mêmes. Nous nous posons la tâche d'attirer tous les citoyens sans exception dans l'administration des affaires de la société.

« Comment pensons-nous résoudre cette tâche ?

« Premièrement, par la création de conditions matérielles et culturelles sans cesse meilleures pour la vie de chaque homme travailleur.

« Deuxièmement, par le perfectionnement des formes de la représentation populaire et des principes démocratiques du système électoral soviétique.

« Troisièmement, par l'élargissement de la pratique de la discussion des questions les plus importantes de la construction communiste et des projets de loi de l'Etat soviétique par le peuple tout entier.

« Quatrièmement, par l'extension dans toute la mesure du possible des formes de contrôle populaire sur l'activité des organes politiques et administratifs et l'accroissement de leur efficacité.

(27) *Loc. cit.*

« Cinquièmement, par le renouvellement systématique des organes de direction, par l'application de plus en plus conséquente du principe de l'élection et de la responsabilité du personnel de l'appareil de l'Etat et des organisations sociales... (28)

Ce sont là d'excellentes idées. Mais l'esprit de M. Khrouchev ne semble même pas effleuré par l'idée que des aspects importants de la liberté de l'homme puissent se trouver en dehors ou au-delà de la production et de l'administration, ni qu'il puisse y avoir conflit entre les exigences du « développement multiple » de chaque individu et les intérêts de l'Etat. Dans le programme on ne pose le problème que pour le supposer résolu :

« Sous le communisme, tous les hommes auront une position égale dans la société, un rapport identique avec les moyens de production, des conditions égales de travail et de distribution, et participeront activement à l'administration des affaires de la société. Il s'établira des relations harmonieuses entre la personne et la société sur la base de l'unité des intérêts de la société et de l'individu. Les demandes des individus dans toute leur énorme variété se manifesteront dans les besoins sains et raisonnables de l'homme harmonieusement développé... » (29)

Comment cette harmonie est-elle assurée ? Qu'est-ce qui détermine quels besoins sont « sains », et donc licites, et lesquels sont malsains et anti-sociaux ? On ne trouvera même pas l'ébauche d'une réponse dans les textes du programme et du XXII^e Congrès ; l'identité d'intérêts entre l'individu et l'Etat est simplement prise comme un postulat. Or, non seulement ce postulat risque de ne point se vérifier, mais il n'est même pas souhaitable qu'il se vérifie au-delà d'un certain point.

Avec cette dernière affirmation, nous passons du domaine de l'analyse au domaine de la prise de position personnelle. Je ne veux pas gonfler cette chronique déjà très abondante en développant longuement mes propres idées au sujet de l'homme et de la société. Mon but est plutôt de poser, à propos de l'évolution récente de l'Union

(28) *Pravda*, 19 octobre, p. 7.

(29) *Programma*, p. 64-65.

soviétique, un certain nombre de questions susceptibles de donner lieu à une discussion sur le destin de la société moderne en général. Mais on ne saurait faire entièrement abstraction de ses propres conceptions. J'ai défini ma position dans un passage écrit il y a dix ans :

« La nature et la condition de l'homme sont telles qu'il est perpétuellement inquiet, perpétuellement à la recherche de formes et de voies nouvelles pour s'exprimer et se réaliser. Aucune forme de société ne saurait être tellement parfaite que les hommes ne soient pas incités à chercher au-delà une expérience de communauté plus profonde. Aucune culture ne saurait être assez riche pour satisfaire automatiquement tous les besoins de l'esprit humain. Par conséquent, l'artiste ne saurait jamais donner son approbation totale à aucun système de conventions sociales sans trahir sa mission essentielle, qui est de se porter témoin de cette inquiétude et de cette soif de quelque chose qui n'a encore jamais été atteint. » (30)

J'ai écrit ceci à propos du rôle de la littérature dans la société ; mais on pourrait en dire autant de chaque être humain.

Dans une telle perspective, dont je ne doute pas qu'elle soit partagée, sous une forme ou sous une autre, par chaque lecteur de cette revue, quelle est la signification de l'utopie de M. Khrouchtchev ? Pour certains barthiens de droite au sein du protestantisme français — dont le désaccord avec leur maître est d'ailleurs total — cette utopie est simplement sans rapport avec l'essentiel de la vie du chrétien. Pour nous, au contraire, qui croyons que, si le péché originel exclut toute possibilité de communauté parfaite, il n'exclut nullement l'espoir de créer de nouvelles formes sociales dans lesquelles l'égoïsme inhérent à l'homme se manifesterait sous des formes moins destructrices, tandis que s'épanouiraient plus librement les sentiments d'amour et de solidarité ; pour nous qui croyons que la vie du chrétien et la vie du citoyen ne sont pas deux compartiments étanches, mais des réalités parallèles qui s'entremêlent de façon intime et imprévisible ; pour nous, aucune utopie sociale ne saurait être indifférente — fût-ce celle de M. Khrouchtchev.

(30) *Protestantism and Politics in France*, p. 260.

Nous avons déjà vu que, si le nouveau programme du Parti communiste de l'Union soviétique et les travaux du XXII^e Congrès montrent un effort louable pour trouver des formes institutionnelles qui permettent de concilier l'organisation nécessaire à une économie moderne et l'initiative des masses, M. Khrouchtchev semble ignorer totalement et la possibilité de conflits entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, et l'existence d'une dimension au-delà de la production matérielle. Quand je dis « au-delà de la production matérielle », il ne s'agit évidemment pas des besoins religieux de l'homme dont on ne peut pas s'attendre à ce que des marxistes-léninistes les reconnaissent. Les chrétiens, et en particulier certains de nos amis tels que MM. Lasserre et Ricœur, ont souvent parlé de la tâche qui incombait aux croyants, consistant à insuffler à la société moderne déchristianisée, axée essentiellement autour de la production matérielle — qu'elle soit communiste ou capitaliste —, une dimension qui lui manquait radicalement. C'est là une question importante, mais que je laisse de côté ici, pour n'évoquer que les dimensions de l'existence qui sont reconnues par tout humanisme, y compris l'humanisme marxiste sous sa forme originale.

Nous avons vu en effet dans la première partie de cette chronique combien Marx, même le Marx du *Capital*, tout en insistant sur l'importance du travail socialement utile, dépassait la simple organisation de la production dans sa vision de la société de l'avenir. Nous avons également vu que cette dimension est totalement absente du nouveau programme du Parti communiste de l'Union soviétique. Ceci nous amène à poser le problème du rapport entre la philosophie d'une part et l'idéologie d'Etat de l'autre. Il est incontestable que le marxisme, en tant que philosophie, met sans cesse l'homme en face de la dimension totale de son existence. En revanche, le marxisme, devenu, sous sa forme léniniste, idéologie d'Etat, semble avoir complètement perdu ces intuitions.

A mon avis, ceci tient d'une part au fait que le léninisme, comme je l'ai dit au début de cette chronique, représente un rétrécissement du marxisme pour en faire un instrument de la conquête du pouvoir. Si l'on voulait que l'idéologie de l'Etat soviétique, ou de tout autre Etat se réclamant du marxisme, servît à rappeler sans cesse aux dirigeants et aux citoyens que la vie est autre chose

qu'organisation et production, il faudrait soit revenir à Marx lui-même, soit élaborer une nouvelle variante du marxisme, au-delà du léninisme, et qui ferait éclater les cadres étroits que Lénine a imposés à son système, et qui étaient peut-être nécessaires à son époque si l'on voulait agir de façon efficace.

Cela suffirait-il ? Est-ce que le fait même d'être utilisé comme idéologie d'Etat ne déforme pas n'importe quelle pensée sociale, y compris le marxisme, en lui enlevant sa fonction de protestation et de mise en question de ce qui est ?

L'étude de l'idéologie... précisément de ces affreux « Staliniens » les Chinois démontre que tel n'est pas nécessairement le cas, *du moins en paroles*. Rappelons quelques passages caractéristiques des productions idéologiques de ces dernières années à Pékin :

« Il est naïf de croire qu'il ne peut plus exister de contradictions dans une société socialiste. Nier l'existence des contradictions, c'est nier la dialectique. Dans les diverses sociétés, les contradictions diffèrent en nature et ainsi diffèrent les moyens de les résoudre. Mais le développement de ces sociétés se poursuit toujours au milieu de contradictions incessantes. La société socialiste se développe également au sein de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Dans une société socialiste ou communiste, des innovations techniques et des transformations dans le système social continueront forcément à se produire. S'il en était autrement, le développement de la société arriverait au point mort, et la société ne pourrait plus progresser. L'humanité est encore dans sa jeunesse. Personne ne peut dire de combien de fois le chemin qui lui reste à accomplir dépasse celui qu'elle a déjà parcouru. Des contradictions, comme celles entre l'esprit novateur et l'esprit conservateur, entre ce qui va de l'avant et ce qui reste arriéré, ce qui est positif et ce qui est négatif, apparaîtront sans cesse selon les différentes conditions et les différentes situations. Et tout continuera ainsi : on ira de contradiction en contradiction, et quand les anciennes contradictions auront été résolues, on en verra apparaître de nouvelles. » (31)

(31) *Renmin Ribao*, 5 avril 1956, éditorial « De l'expérience historique de la dictature du prolétariat ». (Il s'agit de la contribution chinoise au débat sur la déstalinisation qui a suivi le XX^e Congrès.)

L'année suivante, dans son discours du 27 février 1957 sur la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple, Mao Ze-dong alla encore plus loin, reconnaissant l'existence de contradictions entre le gouvernement et le peuple :

« Notre Gouvernement populaire est un gouvernement qui représente véritablement les intérêts du peuple, c'est un gouvernement qui sert vraiment le peuple, et pourtant entre ce gouvernement et les masses populaires il y a certaines contradictions. Parmi elles se trouvent les contradictions entre les intérêts de l'Etat, les intérêts collectifs et les intérêts individuels ; entre la démocratie et le centralisme ; entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés ; entre les pratiques bureaucratiques de certains fonctionnaires de l'Etat et les masses. Toutes ces contradictions sont des contradictions au sein du peuple. D'une façon générale, les contradictions au sein du peuple sont sous-tendues par l'identité fondamentale des intérêts du peuple. » (32)

Certes, ces positions audacieuses ont donné lieu quelques mois plus tard à une explosion de mécontentement qui a failli mettre en cause la structure même de l'Etat chinois et la prédominance du Parti communiste, et qui a été suivie d'une certaine répression. Pourtant, l'année suivante, on écrivit dans la revue *Recherches philosophiques* : « Le système socialiste et le système communiste avanceront à travers une auto-critique et une auto-organisation incessantes (33). »

Je ne pousserai pas le paradoxe jusqu'à affirmer que, contrairement à l'opinion courante, les Chinois sont des libéraux ». Le problème de la situation politique complexe en Chine aujourd'hui est bien trop complexe pour aborder en quelques mots ici, mais il est certain que Pékin se trouve dans une phase de sectarisme et de xénophobie qui n'a rien à voir avec le libéralisme. Le point que je veux faire valoir ici est qu'une pensée léniniste qui prendrait les formes qu'elle a commencé à prendre en Chine il y a quelques années, c'est-à-dire des formes

(32) Mao Ze-dong, *Guanyu Zhengque Chuli Renmin Neibu Maodun de Wenti*, Pékin, 1960, p. 2.

(33) Wu Jiang, « Buduan geming lunzhe bixu shi chedijianzheng weiwu lunzhe ». *Zhexue Yanjiu* 8, 1958, p. 24.

soulignant le caractère provisoire de toutes les réalisations économiques et de toutes les structures sociales et politiques, *pourrait* dans certaines circonstances jouer le rôle de stimulant et de mise en cause dont a absolument besoin toute société créatrice. En revanche, le marxisme-léninisme figé propagé en Union soviétique, qui ignore jusqu'à l'existence de contradictions entre les ouvriers et la paysannerie kolkhozienne, sans parler des contradictions entre les citoyens et l'Etat, ne peut rien favoriser du tout, sinon le conformisme et la routine et, partant, le désintéressement à l'égard de la politique dont on sait d'après des témoignages innombrables qu'il caractérise une grande partie de la jeunesse soviétique.

Or, si la différence très accusée entre ce qu'on appelle « léninisme » en Union soviétique et ce qu'on désigne par le même vocable en Chine tient certainement pour une part à des différences entre les traditions culturelles des deux pays, l'explication essentielle de ce contraste réside sans aucun doute dans le fait que la Chine se trouve encore au début de sa révolution, dans une situation qui exige des efforts incessants pour réaliser les progrès économiques indispensables à la modernisation du pays.

Qu'en sera-t-il, une fois que la transformation économique de la Chine sera achevée et que le pays le plus peuplé de la terre sera devenu également la plus grande puissance économique ? L'idéologie du Parti communiste chinois gardera-t-elle son caractère dialectique, sa méfiance devant toute « cristallisation » des rapports sociaux ? Ou bien deviendra-t-elle une force uniquement conservatrice, comme cela est déjà le cas en Union soviétique ?

Et que se passera-t-il dans ce dernier cas ? Le léninisme finira-t-il par se renouveler de l'intérieur, par un retour à Marx ? Fera-t-on appel à quelque nouvelle idéologie puisée dans les traditions nationales ou dans la pensée scientifique ? Ou bien le léninisme dépérira-t-il tout simplement, pour laisser la place à cet « embourgeoisement » qu'on ne cesse de nous présenter depuis de nombreuses années comme l'état normal dans un pays moderne hautement industrialisé, c'est-à-dire à une société sans idéologie, dans laquelle les individus chercheront leur propre intérêt, à l'intérieur des cadres généraux de l'organisation de la production fixés par quelques technocrates ?

Ce sont là des questions qui se posent aujourd'hui, non seulement à propos de l'Union soviétique, mais à propos de l'ensemble de l'Occident. Le XXII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, et les efforts peu productifs des idéologues du Parti pour esquisser la voie de l'humanité vers l'avenir, m'ont semblé offrir une occasion utile pour soumettre ces problèmes à la réflexion de tous.

le 6 décembre 1961

Stuart R. SCHRAM.

Georges Lukàcs ou la philosophie dans les chaînes

Il convient de saluer comme un événement important la parution, en traduction française intégrale, de la célèbre et introuvable *Histoire et conscience de classe* (1) de Lukàcs. On a pu dire de cet ouvrage qu'il était, tout à la fois, le « premier chef-d'œuvre authentique de la philosophie marxiste » et le « chant de cygne » de son auteur (2).

**

Avant de parler du livre, il convient de donner quelques brèves précisions concernant ce qu'on peut appeler *le cas Lukàcs* (3). Né en 1885 à Budapest, Lukàcs, après de très sérieuses études, s'occupa d'abord de théâtre et de littérature. En 1908 parut son premier livre : *L'évolution du drame moderne*. En 1911, une collection d'essais *L'âme et les formes*. En 1916, *La Théorie du Roman*. À la fin de la première guerre mondiale, il adhère au Parti

(1) *Geschichte und Klassenbewusstsein*, écrit entre 1919 et 1922, à Vienne où Lukàcs avait dû se réfugier après la liquidation de la première république soviétique hongroise de 1919. — La traduction est due à la collaboration de Kostas Axelos et de Jacqueline Bois (*Editions de Minuit*, 1960).

(2) Fejtő, in *Esprit* (février 1961, p. 252).

(3) Cf. à ce sujet, la préface de K. Axelos (pp. 1 à 8).

minuniste et occupe, dans le gouvernement communiste hongrois de Bela Kun, le poste de Commissaire à la Culture populaire. C'est après la défaite qu'il écrit, en Autriche, *Histoire et conscience de classe*, ainsi qu'un livre de Lénine. En 1924, *Histoire et conscience de classe* est condamné par la III^e Internationale et Lukács fait son autocritique ; il reconnaît ses « erreurs » (4). Après l'avènement de l'hitlérisme, il se réfugie à Moscou où il travaille à l'Institut philosophique de l'Académie des sciences. Rentré en Hongrie, il commence, à partir de 1945, publier ses écrits (5).

En 1949, il est de nouveau attaqué. Le champion des accusations est un de ses anciens élèves et disciples, Revai, passé au jdanovisme et devenu Ministre de la Culture. Pour la seconde fois, Lukács fait son autocritique et reconnaît ses « erreurs ». Il publie son autocritique dans la revue idéologique officielle du Parti Communiste hongrois. S'étant ainsi « aligné », il publie d'autres livres, notamment *La destruction de la raison*, hommage « philosophique » au « génie de Staline » (6). Arrive la révolte hongroise de 1956 contre le joug russe. Lukács prend parti pour le mouvement. Mais Kadar, après avoir paripé, lui aussi, change de camp. Lukács refuse de collaborer, refuse aussi de se renier. Déporté en Roumanie, il a été autorisé en 1957 à regagner son pays, où il mène depuis lors une existence surveillée par le régime — conduit au silence, cette fois définitivement sans doute.

Tragique histoire donc que celle de cet homme qui n'a pas réussi à concilier ces deux inconciliables : la pensée libre et l'attachement inconditionnel aux décisions et à la ligne du Parti. Et l'on se demande avec tristesse et

(4) C'est en juin 1924 que le V^e congrès de l'Internationale communiste condamna le livre comme révisionniste, réformiste et idéaliste. C'est surtout Boukharine et Zinoviev qui demandèrent la condamnation, — avant d'être excommuniés à leur tour.

(5) Sur des sujets littéraires et philosophiques (Balzac, Dandral, Zola, Nietzsche, Hegel, Marx, Engels...)

(6) Ouvrage étonnant et pénible, dans lequel il se trouve conduit à des simplifications parfois monstrueuses, lorsqu'il finit, par exemple, « la ligne de développement de la culture » comme allant de Goethe par Schopenhauer, Wagner, Nietzsche jusqu'à Hitler ».

angoisse combien il faudra encore de victimes, d'excommunications, de persécutions pour que le climat spirituel soit transformé dans le monde gouverné et manœuvré par la III^e Internationale (7).

*
**

Mais revenons au livre de Lukàcs. *Histoire et conscience de classe* est un recueil d'études sur la dialectique marxiste, « une des pièces maîtresses de la pensée marxiste du xx^e siècle », écrit K. Axelos (p. 5). Livre *hérétique*, décrété tel du moins, aussi bien par le marxisme léninisme-stalinisme que par la social-démocratie. Il n'a pas moins exercé une influence souterraine considérable (8).

De quoi s'agit-il dans cet ouvrage que les orthodoxies politiques ont tout fait pour étouffer ? D'une perspective que Lukàcs a essayé d'ouvrir et qui est celle de ce qu'il appelle la *totalité*. Il ne s'agit pas du devenir de l'être du monde pris dans son ensemble, mais du processus de l'expérience historique et sociale telle qu'elle se fait et se manifeste dans et par la lutte des classes.

C'est bien de l'histoire mondiale qu'il est question, mais envisagée systématiquement et quasi exclusivement sous l'angle de l'action pratique et de la conscience pratique du prolétariat. Lukàcs fait appel principalement à la catégorie de la médiation. Il voit dans le Parti la puissance qui unifie la théorie et la praxis et qui est la forme même ou la figure de la conscience de classe prolétarienne. Le point sur lequel Lukàcs insiste le plus concerne la « *réification* », caractéristique, à ses yeux, du monde bourgeois et du régime capitaliste. La réification, c'est la transformation des êtres en *res* (choses), vides de toute substance, la métamorphose de tout ce qui est en marchandise. On retrouve ici ce dont Hegel et Marx ont parlé à propos de l'aliénation. Le monde capitaliste porte la « réification ».

(7) Nous ne perdons pas de vue que la liberté est souvent aussi un mot — un mot vidé de son sens — dans cette partie du monde qui ose se proclamer « le monde libre ». Mais il y a tout de même des différences.

(8) A cet égard, Axelos mentionne, comme ayant été tributaires de la pensée de Lukàcs en France, Merleau-Ponty, Gellmann, Joseph Gabel.

à son paroxysme. Il doit y être mis un terme par la classe prolétarienne, qui en a la possibilité et qui peut le faire définitivement, grâce à cet instrument efficace qu'est le Parti.

Dans le détail — qu'il ne saurait être question de suivre ici —, Lukàcs abonde en analyses ou en aperçus suggestifs, encore que son ingéniosité ne suffise pas à lui faire surmonter victorieusement les obstacles découlant de sa fidélité inconditionnelle — en intention — au Marx tel qu'il est compris et imposé par les maîtres de la III^e Internationale. On ne lira pas sans intérêt, à cet égard, l'*Avant-propos* écrit par Lukàcs en 1922, *Avant-propos* dans lequel il explique le sens et la portée de son ouvrage.

Lukàcs, dans ce texte, se défend d'avoir jamais voulu *en quelque sens que ce soit* corriger Marx : « Il s'agit, écrit-il, de comprendre correctement l'essence de la méthode de Marx. » (9) Lukàcs entend ne jamais s'écarter du « point de vue du marxisme orthodoxe. » Il insiste sur cette idée que la méthode de Marx est d'une « fécondité infinie pour la solution de problèmes autrement insolubles » (10).

Après avoir rendu cet hommage à Marx, Lukàcs souligne la nécessité d'une étude très approfondie de la pensée du fondateur de la dialectique concrète et historique, Hegel. Il invoque, du reste, l'autorité de Marx sur ce point. Il rappelle que Marx nourrissait le projet d'écrire une dialectique. Et son ambition n'est pas « d'offrir, dit-il modestement, ne fût-ce que l'esquisse d'une telle dialectique », mais de « susciter une discussion dans cette direction » (11).

*
**

Pour mentionner encore un point — entre beaucoup d'autres — qui nous a semblé grandement suggestif, nous dirons quelques mots des pages consacrées par Lukàcs au problème de la liberté. Pages d'autant plus intéressantes qu'il est permis de dire, avec Fejtö, que toute l'œuvre de Lukàcs « se présente comme une tentative sans cesse

(9) P. 11.

(10) P. 11.

(11) P. 14.

renouvelée en vue de concilier l'inspiration philosophique avec cette discipline du Parti qu'à aucun prix Lukàcs ne voulait violer — la dialectique, qu'il savait manier comme personne, avec la métaphysique matérialiste qu'il s'imposait à lui-même comme une camisole de force (12) » Lukàcs a d'ailleurs conscience de la difficulté : il s'agit pour lui de montrer que l'obéissance sans réserve au Parti est le moyen, et le seul, de parvenir à la liberté. Il présente comme un « paradoxe apparent » ce qui constitue sa thèse, à savoir l'affirmation « selon laquelle la discipline du Parti communiste, l'absorption inconditionnelle de la personnalité de chaque membre dans la praxis du mouvement, est la seule voie possible pour réaliser la liberté authentique » (13). *Parere aeo, libertas*, disaient les Stoïciens. Il suffit de mettre le Parti à la place de Dieu. Et c'est bien cette absolutisation du Parti qui est la source du drame.

Sans doute Lukàcs reconnaît qu'il y a des « sectaires » parmi les communistes ; il déclare que « la lutte contre les effets de la conscience réifiée constitue elle-même un processus de longue haleine » (14). Il admet qu'il peut y avoir, dans la vie du Parti, des « erreurs » et des « crises » (15), mais, d'une part, il soutient que « le prolétariat ne peut se soustraire à sa vocation » (16) et que c'est au Parti qu'il appartient de guider le prolétariat, de l'amener à la prise de conscience correcte de sa mission, attendu que le Parti est, « l'avant-garde consciente » (17). Et d'autre part si, « théoriquement, le Parti communiste n'agit pas à la place du prolétariat » (18), « il est parfois contraint de prendre position contre les masses, de leur montrer la voie correcte par la négation de leur volonté présente. Il est contraint de faire entrer en ligne de compte que ce qu'il y a de correct dans sa prise de position ne deviendra compréhensible aux masses qu'après

(12) *Esprit*, février 1961, p. 252.

(13) P. 360.

(14) P. 375.

(15) P. 378.

(16) P. 102.

(17) P. 368.

(18) P. 368.

coup, après des expériences nombreuses et amères. » (19)
Pratiquement donc, la lumière vient du Parti et c'est aussi à lui que reviennent les décisions et la direction.



Y a-t-il une leçon à tirer de l'aventure de Lukács ? On comprend que Berdiaeff, écrivant sur *La Philosophie Soviétique*, ait pu dire qu'en Russie soviétique, la discussion philosophique consiste « à convaincre d'hérésie et à excommunier pour cause d'hérésie. Chacun de ceux qui colaborent à ce travail vit dans la crainte, ne sachant pas quelles seront les hérésies de demain (20) ». Et il rappelle que les anciens marxistes, chacun à son tour, ont été pour la plupart excommuniés pour diverses hérésies : Plekhanof, Bogdanof, Lounatcharsky, Boukharine, Trotsky, Razanof...

Mais Berdiaeff fait aussi très justement observer que « tout ceci est une effroyable caricature du Christianisme. Le Christianisme, en effet, a été le premier dans l'histoire qui ait donné l'exemple d'une appréciation de toute pensée sous l'angle de l'orthodoxie ou de l'hérésie » (21). On sait qu'il a mis bien du temps à briser le joug et même que le travail est loin d'être achevé.

Jacques Bois.

(19) P. 370.

(20) *Problème du Communisme*, pp. 108-109.

(21) *Ibid.*, p. 113.

L'Indépendance du Congo

vue de Belgique (II)

Printemps 1960

A quelques semaines de la proclamation de l'indépendance, l'optimisme qu'avait suscité en février 1960 la conférence de la Table ronde n'est plus sans mélange (1). Des mesures tendant à empêcher l'exode des capitaux ont créé un malaise chez les Blancs du Congo. L'administration, mal soutenue, se sent découragée et on peut parler d'une vacance du pouvoir en cette période intermédiaire, la fois trop longue et trop courte. Il est manifestement impossible d'édifier en quelques mois un Etat moderne devant succéder sans transition à une colonie paternaliste. Le Congo indépendant n'évitera l'anarchie et l'éclatement que s'il accepte le concours de cadres européens (2). Ni les Noirs ni les Blancs ne sont préparés à cette collaboration indispensable. Les élections, qui ont généralement favorisé les plus violents, ont attisé la passion nationaliste et beaucoup de fonctionnaires acceptent difficilement de se muer en conseillers discrets.

Au ministre du Congo et du Ruanda-Urundi, déjà assisté

(1) Voir le *Christianisme social*, mars-avril 1961, p. 25 et suiv.

(2) On ne compte encore que seize universitaires congolais. Selon une conception pyramidale, c'est avant tout l'enseignement primaire qui avait été développé jusqu'en 1955, de façon d'ailleurs remarquable. Politique à longue échéance et, finalement, à courte vue.

d'un ministre dont relèvent les questions économiques, est adjoint un homme énergique et libéral, Ganshof van der Meersch, chargé des affaires générales en Afrique. Il lui incombe de rétablir l'ordre et de constituer le premier gouvernement congolais. La loi fondamentale, votée par le Parlement belge conformément aux résolutions de la Table ronde, a institué une démocratie parlementaire classique. Ce régime, telle jadis Athéna, a été créé de toutes pièces (3) ; l'Etat indépendant (1885-1908) et dans une large mesure la colonie belge avaient été gouvernés dans un esprit autoritaire qui n'était pas sans rappeler le despotisme éclairé. Le ministre, malgré ses préférences, désigne loyalement comme formateur Patrice Lumumba, seul capable de réunir une majorité au Parlement. Il réussit à empêcher la mise sur pied de gouvernements provinciaux dissidents dans plusieurs provinces et à réprimer des tentatives répétées de sécession au Katanga. Cette région qui contribue pour 45 % au budget de la colonie et ne bénéficie que de 20 % des dépenses, a un intérêt évident à des liens très lâches avec le reste du Congo. Les Belges, très préoccupés de transmettre intacte l'œuvre de quatre-vingts années, ont instauré un système constitutionnel à mi-chemin entre le fédéralisme et la décentralisation.

A la veille du 30 juin, les perspectives paraissent meilleures. Kasavubu, l'intransigeant, se montre satisfait de la ligne adoptée par la Belgique. Lumumba, son premier ministre, cesse soudain de s'abandonner aux outrances et à la démagogie (4). Les valeurs coloniales, pour la première fois depuis de nombreux mois, sont très demandées

(3) On constate d'une part un manque d'imagination chez le colonisateur et d'autre part un mimétisme assez naturel chez le colonisé.

(4) La surenchère était devenue presque une nécessité pour les leaders congolais, du fait qu'ils n'avaient jamais été arrêtés en même temps et qu'au sortir de prison ils apprenaient que leurs adversaires avaient lancé de nouvelles revendications. C'est ainsi que Lumumba, libéré au cours de la Table ronde, ignorait que l'indépendance venait d'être fixée au 30 juin lorsqu'il réclama l'autonomie interne pour le 31 décembre 1960... Les masses congolaises écoutaient avec une grande crédulité les promesses électorales. Elles voyaient l'indépendance comme un pactole.

en Bourse. On se plaît à dire qu'après des moments difficiles les choses se tasseront. Quant à la Force publique, dont les interventions demeurent nécessaires (plusieurs districts se trouvent toujours sous l'état d'exception), n'a-t-il pas été déclaré en haut lieu que son passé est garant de son avenir ?

30 juin 1960

On ne pavoise pas à Bruxelles ; la rupture, même amiable, de liens déjà anciens laisse une impression de tristesse. Nos compatriotes deviennent du jour au lendemain des étrangers dans le nouvel Etat (5). L'indépendance du Congo, de « notre » Congo, est cependant acceptée comme un fait définitif, sans retour.

A Léopoldville, discours du Roi adjurant peut-être trop instamment la République congolaise de ne pas compromettre un bel héritage. Réponse digne et courtoise du président Kasavubu. Soudain Lumumba, qui ne devait pas prendre la parole, s'approche du micro et rappelle longuement les abus de la période coloniale. Il le fait avec une telle âpreté que, d'après un témoin, on peut craindre que la foule qui se trouvait dans les jardins, à l'écoute des diffuseurs, n'envahisse le Palais de la Nation.

Le Roi et le gouvernement exigent des excuses. Au déjeuner, Lumumba fait l'éloge de la Belgique. Il n'en a pas moins donné l'ordre de répandre son premier discours à travers le pays comme on l'apprendra plus tard. Pourquoi cette attitude ? Le Premier Ministre descend, dit-on, d'un chef batétela accusé par erreur de connivence avec les Arabes et exécuté au cours de la campagne anti-esclavagiste. Mais surtout il veut donner du lustre à une indépendance obtenue trop facilement : il faut que le Congo ait eu ses martyrs et ses opprimés, quitte à devoir appeler à la rescousse un passé plus ou moins récent.

Les fêtes de l'indépendance s'achèvent dans une sorte d'euphorie. Pas un Blanc, il est vrai, n'a été touché. Les victimes des premières bagarres seront des Noirs. Les

(5) Le 31 décembre 1959, il s'y trouvait 115 000 Blancs, dont 90 000 Belges. Cette population avait probablement diminué de 15 % au cours du premier semestre de 1960.

envoyés spéciaux, à de rares exceptions près, quittent la capitale congolaise.

Juillet

Gros titres dans la presse du 6 juillet (j'avais pourtant résolu de me passer de journaux en vacances) : troubles à Léo, mutinerie à Thysville. La révolte de la Force publique gagne rapidement tout le territoire. Elle n'a pas été provoquée par Lumumba, contre lequel elle fut même dirigée au début, ni fomentée par des cadres belges, comme l'affirment certains journaux étrangers (6). Son explosion dans des régions différentes a pu faire croire à un complot ; c'était oublier que les soldats s'étaient rendu maîtres de l'excellent réseau de télécommunications de la Force publique. En réalité la troupe était fatiguée par des missions incessantes ; elle comprenait mal que, selon les paroles de son général, il n'y aurait rien de changé pour elle avec l'indépendance, alors que tel ancien caporal devenait ministre, avec un traitement somptueux ; en outre elle avait été travaillée par les extrémistes.

Il est malheureusement exact que l'armée congolaise ne comportait aucun officier noir. Des expériences malheureuses avec des adjudants congolais prévaricateurs, au temps de Léopold II, se trouvaient à l'origine d'une prudence surannée, dont le commandant en chef n'entendait cependant pas se départir.

Bilan officieux de la mutinerie (qui ne peut être réduite que dans le Katanga) : au moins 150 femmes violées, 700 à 800 personnes gravement molestées, une vingtaine de morts. Il est remarquable que la population n'a pris qu'une part minime dans les sévices. Les autorités congolaises s'emploient presque partout, non sans courage, à arracher les otages aux rebelles. Un fils du prophète synchrétiste Simon Kibangu, mort en prison, sauve des officiers belges. Le Président de la République tient à présenter des excuses à une mission protestante attaquée par les mutins.

Exode des Blancs : près de 50 000 rapatriés en trois semaines, surtout par air ; aucun accident malgré la sur-

(6) Les officiers belges auraient-ils, en pareil cas, laissé leurs familles à l'intérieur des camps, où nombre d'entre elles furent malmenées ?

charge des avions. Accueil chaleureux dans l'ex-A. E. F., moins bon de la part des Noirs de l'Afrique anglaise. Ce départ en masse était-il justifié ? Il semble que dans certains cas la panique ou un sentiment de rancune envers la métropole ait joué un rôle déterminant. Les Flamands subissent plus d'avaries que les Wallons ; leur langage, généralement incompréhensible pour les Africains, provoque la méfiance de la soldatesque (7).

Le gouvernement belge, qui a tout d'abord minimisé les désordres (« petites convulsions d'un jeune Etat » a déclaré le Premier Ministre) donne l'ordre aux troupes métropolitaines de sortir de leurs bases pour protéger nos compatriotes et envoie des renforts (8). Le Parti socialiste a admis la force majeure et se borne à demander que les opérations militaires soient limitées au strict nécessaire. Un malencontreux bombardement naval à Matadi, après un accord dont la marine n'avait pas connaissance, entraîne un regain de violences.

Le 11 juillet, le Katanga proclame son indépendance.

Léo fait appel aux Etats-Unis, puis à l'O. N. U. dont la Belgique accepte l'intervention. La promptitude de M. « H » empêche peut-être un conflit du genre coréen.

Lumumba prononce tour à tour des déclarations menaçantes et apaisantes à l'égard des Belges. Il se rend aux Etats-Unis où il est reçu avec les honneurs habituellement réservés aux souverains. Auparavant, il a rompu avec notre pays des relations diplomatiques que son ministre des Affaires étrangères s'efforce de maintenir. Amère dérision : ce sont les Congolais ayant fait une partie de leurs études dans la métropole, en dépit de l'opposition des

(7) De nombreux missionnaires anglo-saxons ont suivi l'ordre d'évacuation donné par leurs ambassades, soucieuses d'éviter des incidents et d'assurer la protection des femmes et des enfants. Les églises noires s'en trouvent quelque peu troublées. Le pasteur Ph. et sa famille, qui débarquent au Ruanda où on ne les attendait plus, sont l'objet d'une ovation.

(8) Moins de 1 400 hommes étaient stationnés dans les trois bases belges au Congo. Le traité d'amitié, d'assistance et de coopération, qui a été signé mais ne sera jamais ratifié, subordonne l'intervention militaire de ces forces à une demande expresse du ministre congolais de la défense nationale, qui peut difficilement la formuler.

milieux coloniaux, qui se montrent les plus humains et les plus équilibrés dans la tourmente.

Août

La Belgique est condamnée de toutes parts. Seules la France, l'Italie et l'Argentine élèvent la voix en sa faveur. Il faut ajouter que M. Bourguiba déclare que la Belgique n'a pas de responsabilités immédiates dans les récents événements. L'Angleterre se borne à souligner qu'elle n'a pas été consultée au sujet de la politique coloniale belge. Notre pays se sent isolé, et cependant jamais il n'a été gardé d'alliances comme il l'est aujourd'hui.

La solidarité envers les rapatriés fait place à une certaine méfiance, renforcée par le souvenir du faste que déployaient parfois les coloniaux. La loi qui avait accordé l'intégration dans l'administration métropolitaine aux fonctionnaires — à une époque où tout le monde pensait qu'elle ne s'appliquerait qu'à des cas individuels — sera remplacée par des dispositions moins avantageuses.

Un vent de nationalisme parcourt la plupart des journaux belges ; la presse flamande se montre généralement plus mesurée. Des Noirs se font insulter dans la rue, mais l'ensemble de la population n'exprime pas de xénophobie. Certains préconisent assez égoïstement la renonciation à la tutelle sur le Ruanda-Urundi (9).

Les premiers passagers reprennent l'avion de Léo. On n'en a pas moins conscience de l'ampleur du désastre tant pour le Congo que pour l'ancienne métropole. Le gouvernement ne démissionne pas, bénéficiant de l'accablement général. D'aucuns dénoncent un danger fasciste assez fantomatique ; les coloniaux sont trop désemparés, trop individualistes, pour s'organiser efficacement.

Reçu une lettre de Léopoldville, la première depuis les événements. Un ami congolais m'annonce son arrivée avec sa fille, qui poursuivra ses études en Belgique. Ses voisins ont tenté de le faire revenir sur cette décision : on raconte que les Noirs subissent de mauvais traitements et

(9) Territoires pauvres et surpeuplés, difficiles à gouverner. Le déficit annuel est de 75 millions NF.

jusqu'à des lavages de cerveaux en Belgique... Il m'apprend que les églises ont tenu bon pendant les troubles.

Lumumba s'est donné la peine d'expulser lui-même notre ambassadeur. Il rappelle les stagiaires séjournant en Belgique ; la plupart obéissent, mais aucun Katangais ou Sud-Kasaïen. Le gouvernement belge donne l'impression de louter, entre Léopoldville, Elisabethville et l'O. N. U. Lente évacuation des soldats belges qui, plusieurs fois, seront déclarés les derniers. Lumumba s'en prend à M. « H » prétendant que, Suédois, il favorise le pays d'adoption de la reine Astrid. Recours au Conseil de Sécurité, conférence pan-africaine, expédition militaire dans le Kasaï autant d'échecs pour le Premier Ministre. L'imbroglio congolais a raison de ses vues larges, de son dynamisme incontestable, malheureusement gâté par une ambition sans frein.

Septembre

Le 5 septembre, le président Kasavubu révoque son Premier Ministre, qui riposte en destituant le Chef de l'Etat. Nomination de Joseph Iléo comme formateur d'un gouvernement qui pendant un an cherchera vainement à prendre consistance. Iléo, a-t-on dit, ne se laisse pas mener, mais ne mène personne. La lutte reste indécisée.

Le 14 septembre, le colonel Mobutu, favorable aux Belges, prend le pouvoir et le confie à un collège de jeunes universitaires, les commissaires généraux. Lumumba est neutralisé. Rupture des relations diplomatiques avec les pays de l'Est.

Octobre-novembre

Etrange situation de deux pays qui n'entretiennent plus de relations diplomatiques mais qui ne cessent de s'envoyer des missions et de conclure des accords à tout le moins partiels.

La sécession katangaise s'accroît. Faut-il ou non soutenir une région où les Belges travaillent en paix (10) ?

Il se confirme que Tschombé n'est pas une marionnette aux mains des grosses sociétés ; à ses débuts, il avait d'ail-

(10) La production minière de 1960, uranium excepté, dépassera celle de 1959.

eurs été poussé par les colons du Katanga plutôt que par les milieux d'affaires (11).

La situation des Belges s'améliore dans le reste du Congo. L'O. N. U. — qui a travaillé dans des circonstances difficiles — leur a rendu le service de fournir des éléments de comparaison peu favorables. Les Congolais en veulent surtout aux Ghanéens, auxquels ils reprochent une attitude autoritaire et distante. L'opinion publique belge fait pression sur les coloniaux pour qu'ils retournent en Afrique. On estime que tout n'est pas perdu et qu'une politique de présence s'impose. Le personnel noir a veillé consciencieusement sur les entreprises momentanément abandonnées.

L'Assemblée de l'O. N. U. reconnaît Kasavubu comme le chef légitime de l'Etat congolais. Satisfaction en Belgique chez ceux-là mêmes qui le considéraient comme un interlocuteur impossible, six mois auparavant.

Décembre

Les commissaires généraux, dont les pouvoirs expirent le 31 décembre, s'efforcent de remettre un peu d'ordre au Congo, dont ils ne contrôlent ni la province orientale, aux mains des lumumbistes comme bientôt le Kivu, ni le Katanga, ni le Sud-Kasaï. Les autorités ont de la peine à se faire obéir. Chacun estime que ses capacités ont été méconnues sous le régime belge et personne n'accepte de monter moins haut que son voisin. Il n'en est pas moins vrai que les Congolais remplissent fort honorablement, dans bien des cas, des fonctions auxquelles ils ne pourraient accéder jadis.

A l'occasion du mariage du roi Baudouin, resté populaire au Congo, le colonel Mobutu envoie une délégation à Bruxelles. Quelques jours auparavant Tschombé était venu apporter lui-même un cadeau, à l'embarras du gouvernement.

(11) La Belgique aurait pu, comme la France, créer plusieurs entités politiques. Nul ne reproche au Gabon sa situation privilégiée. L'ancienne métropole se trouve prise à son propre piège.

L'O.N.U. ne désarme pas contre les Belges, dont elle s'obstine à exiger le départ contre le vœu même des Congolais. Peur de justifier une immixtion russe, anticolonialisme sans nuance (12), condamnation facile d'un petit pays. La partie se joue au demeurant sur le plan des grandes rivalités internationales, dont les menaces ne peuvent être écartées que par une entente entre Léopoldville, Stanleyville et Elisabethville. La mort tragique de Lumumba n'aggravera ni n'améliorera la situation.

*
**

On connaît la suite : conférences de Tananarive (sans Gizenga, lieutenant de Lumumba) et de Coquilhatville (arrestation de Tschombé qui promet tout ce qu'on veut sous la contrainte) ; constitution du gouvernement Adoula (sans Tschombé).

Un négociant, fils d'un ancien ministre provincial malgache dira : « Pourquoi nous avoir donné si vite l'indépendance ? — Ne la demandiez-vous pas sans délai ? — Oui, mais on demande toujours plus pour avoir moins... » Avec sagesse, le professeur Van Bilsen a émis l'avis que l'émancipation du Congo n'a pas eu lieu trop tôt, mais qu'elle a été préparée trop tard. Telle fut notre faute, qu'avec plus d'humilité il eût été possible d'éviter, et avec plus de décision et de fermeté, tout au moins d'atténuer. Nos collègues nous eussent-ils aidés à assurer les transitions nécessaires ? On peut en douter.

*
**

Le sentiment de n'avoir pas su imaginer pour l'entreprise congolaise une fin digne d'une œuvre que l'on cite en exemple pèse lourdement sur la conscience nationale. Nous voilà rendus à nos affaires sous l'injuste réprobation

(12) L'UNESCO n'hésite pas à professer que « l'accession à la liberté et à l'indépendance ne doit pas être retardée sous le faux prétexte du niveau insuffisant d'un territoire dans les domaines économique, social, éducatif et culturel ».

des nations. La lucidité a été l'apanage de quelques francs-tireurs (13). Il en découle une crise de confiance dans le régime parlementaire ; la sourde colère des grévistes sans revendications précises, les poussées fédéralistes, en seront les manifestations les plus marquantes. La résorption des anciens coloniaux est heureusement facilitée par une nette reprise économique.

C. PIERRE.

ANNEXE

Quinze à vingt mille Belges se trouvaient encore au Congo à la veille des récents événements du Katanga, soit à peu près le nombre de 1939. Les stagiaires congolais continuent de venir en Belgique de préférence. Les relations diplomatiques sont renouées entre les deux pays à un moment où elles signifient que le gouvernement belge entend décourager la sécession du Katanga, où s'interfèrent les intérêts de pays tiers, obscurs et contradictoires. L'opinion publique belge se montre presque unanimement hostile à l'action militaire de l'O. N. U., étrange avatar de la guerre juste, sans toujours en désapprouver les buts. Elle souhaite, avec des nuances diverses, un compromis entre la province riche, à laquelle le premier gouvernement congolais ne faisait qu'une place réduite, et l'ensemble du pays.

Dix-huit mois après l'indépendance, les questions d'investissements, voir de simple réapprovisionnement sont devenues aiguës. Les cadres de conseillers techniques et d'enseignants restent insuffisants malgré les promesses de l'O. N. U. Si la Belgique avait disposé de dix années de plus... Il ne sert de rien de se le redire. Le fait est là : il n'y a plus, en Afrique, de peuple sans histoire. Il paraît tout aussi clair que le Congo ne récuse nullement le concours des Belges pour l'aider à prendre rang parmi les nouvelles nations.

C. P.

(13) Le livre blanc publié par le parti socialiste contient plus de résolutions louables que de programmes d'action.

Notre vie quotidienne

Contrairement à notre habitude, nous consacrons cette rubrique à un seul sujet, mais de quelle importance : les répercussions de la guerre d'Algérie. Un Parisien, un provincial et deux Français vivant en Afrique nous ont fait part de leur révolte, de leurs résolutions et de leur espoir face aux événements d'octobre et novembre 1961. Leur témoignage se passe, croyons-nous, de tout commentaire.

Chr. Soc.

Des ratonnades parisiennes à la grève de la faim.

A mesure que les jours, les semaines, les mois s'écoulent sans que les pourparlers reprennent officiellement, l'angoisse et le désespoir s'accroissent de part et d'autre. Personne ne comprend le silence persistant du gouvernement. En six mois, les thèses françaises et algériennes se sont très sensiblement rapprochées. L'indépendance de l'Algérie, sa souveraineté politique sur le Sahara, sont acquises. La représentativité du F. L. N. n'est plus guère contestée. Il ne reste à discuter que la situation juridique des Algériens européens et les accords de coopération économique entre la France et l'Algérie : sur ces deux points, le G. P. R. A. s'est déclaré prêt à négocier. Alors ? Pourquoi ne pas conclure un cessez-le-feu ? Pourquoi laisser la guerre s'éterniser, entrer dans sa huitième année ?

L'inertie du gouvernement n'exaspère pas seulement les esprits. Elle encourage tous ceux qui espèrent profiter de la situation pour renverser le régime et s'emparer du pouvoir. L'audace de l'O. A. S., couverte par une impunité à peu près générale, ne connaît pas de limites. En France, les explosions de plastic sont devenues banales et le racket s'étend chaque jour. En Algérie

n est passé au stade de l'assassinat, que rien ne sanctionne, ni châtement, ni même enquête. On s'étonne seulement que O. A. S. n'ait pas encore déclenché de nouveau putsch : peut-être ne l'a-t-elle pas fait parce que cela lui semble inutile. Elle possède le pouvoir de fait ; que lui faut-il de plus ?

A Paris, la politique algérienne du Président de la République continue d'être minée sourdement par ses subordonnés, de M. Debré aux agents de police. Le 17 octobre, les Parisiens ont appris ce qu'est une ratonnade. Par dizaines de milliers, ils ont vu la chasse à l'homme, l'acharnement des policiers armés sur des hommes sans armes, sur des femmes, des enfants. Jour après jour, les témoignages se sont accumulés depuis et ne permettent pas de douter qu'il y a eu pire encore, y compris l'assassinat d'Algériens jetés dans la Seine. Les démentis globaux de M. Frey et de M. Papon n'ont convaincu personne.

Beaucoup de Français ont été bouleversés d'apprendre ces faits. Mais tous ceux qui suivent le conflit algérien connaissent le comportement des policiers et des harkis depuis des années ; ils savaient que tout Algérien, et même tout homme au teint bronzé, aux cheveux crépus et pauvrement vêtu est exposé quotidiennement à être arrêté, torturé, voire assassiné. Dans leurs bidonvilles, leurs ghettos, les Algériens vivent sous la terreur continue, livrés à l'arbitraire. Il leur a fallu un courage singulier, le courage du désespoir, pour défiler dans les beaux quartiers et proclamer, sans armes, parfois silencieusement, leur dignité d'hommes.

On sait l'occasion de cette manifestation extraordinaire : le couvre-feu décrété par M. Papon pour les seuls Algériens, sous le prétexte de les protéger contre les « tueurs » du F. L. N. Cette mesure de discrimination raciale a soulevé les protestations de tous ceux qui sont encore capables de s'indigner. La manifestation pacifique des trente mille Algériens a prouvé l'unanimité d'un peuple derrière le F. L. N. A une heure qui semble si proche de la paix, n'aurait-on pas dû laisser ces hommes et ces femmes exprimer librement leur volonté, leur opinion ? Bien au contraire, ce fut le matraquage organisé, poursuivi une fois les arrestations faites, « à froid », sur des prisonniers laissés ensuite sans soins, parqués comme des bêtes — comme des Juifs au temps du nazisme.

Certains policiers ont protesté contre ces crimes qui déshonorent leur corps. Mais ils ne peuvent guère se faire entendre. Leurs chefs couvrent les atrocités commises en les niant systématiquement, comme faisaient les chefs militaires il y a quatre ans au sujet des tortures et des « disparitions ».



La gratuité de la sauvagerie policière éclate lorsqu'on sait comment le 1^{er} novembre s'est passé en Algérie. L'administration redoutait des troubles graves. Or dans les grandes villes, où la troupe a isolé les quartiers musulmans, les manifestations se sont déroulées librement, dans l'ordre, sans victime. Il n'y a eu de mort que dans les petits centres, et du fait de l'armée. Dans les villes, le calme a été maintenu grâce à un accord entre les autorités françaises et les responsables du F. L. N. Image saisissante de ce qui pourra se réaliser pendant la « période transitoire » que certains craignent tant.

Cependant, en France, un nouveau conflit éclatait au lendemain de ce 1^{er} novembre : plusieurs milliers de détenus algériens déclenchaient une grève de la faim pour obtenir le rétablissement du régime dont ils jouissaient sous M. Michelet. On sait que, sans avoir jamais bénéficié du régime « politique » proprement dit, les prisonniers algériens avaient, grâce en particulier à plusieurs grèves de la faim, arraché à l'administration des faveurs précieuses, leur permettant notamment de s'organiser, de s'instruire. Or, depuis le départ de M. Michelet, ces faveurs leur avaient été enlevées. Dans le climat actuel de négociations, cette nouvelle brimade leur a paru insupportable.

Les Européens détenus pour aide au F. L. N., Ben Bella et les autres ministres prisonniers se sont joints à cette grève. Le relâchement a été immense. Les manifestations de solidarité se sont multipliées, en France et à l'étranger. L'O. N. U. est intervenue en faveur des Algériens. Le gouvernement marocain s'est entremis. Enfin, au bout de vingt jours, les Algériens ont remporté la victoire : leur régime intérieur est rétabli, étendu à toute la France et même, en théorie, à l'Algérie. La Croix-Rouge internationale, qui a obtenu l'accord, en garantit l'application. Ainsi a éclaté, une fois de plus, le succès de la non-violence.

Cette grève de la faim a eu d'autres résultats. Elle a stimulé l'opinion française, déjà réveillée par la répression policière d'octobre. Le 18 novembre, des milliers de jeunes ont occupé les grands boulevards, criant leur solidarité avec les Algériens. Les policiers, qui les attendaient à l'Odéon, se sont vengés sur des manifestants inorganisés et de simples passants, donnant ainsi, une fois de plus, le spectacle de leur brutalité.

Mais, tandis qu'il est vaguement question de reprendre les pourparlers dans la région parisienne, la carence du gouvernement, de la police et de la justice incitent les citoyens à orga-

niser leur défense contre l'O. A. S. Sans aller, comme on le fait en Algérie, jusqu'à lutter contre les plastiqueurs avec leurs propres méthodes, il apparaît urgent de constituer des comités de soutien aux victimes, de plus en plus nombreuses, du plastic et du racket. Il faut aller plus loin et prendre l'offensive en démasquant les membres de l'O. A. S. et leurs complices. Les démocrates doivent agir, s'ils ne veulent pas perdre et la vie et l'honneur.

J. C.

**« L'infâme »
pasteur Westphal
et « l'honorable »
préfet de police.**

Le 27 octobre, devant le Conseil municipal de Paris, M. Maurice Papon déclarait que le simple fait d'évoquer les sévices et brutalités auxquels la police parisienne s'est

livrée sur des Nord-Africains avant et après leur grande manifestation du 17 octobre était une « infamie ».

La Fédération protestante de France avait participé pour sa part à « distiller goutte à goutte le poison qui désagrège » (Papon dixit). En effet, elle disait dans un communiqué officiel :

« Si révoltants que soient les attentats terroristes qui ont coûté la vie à plusieurs membres du service d'ordre, les traitements inhumains et méprisants dont beaucoup de manifestants ont été victimes, même après les manifestations, ne peuvent que provoquer l'indignation et l'angoisse.

Le pasteur Westphal, président de la Fédération protestante de France, a fait une démarche auprès du préfet de police pour lui exprimer cette indignation et cette angoisse. »

On ne pouvait guère contester des faits atroces, à propos desquels les témoignages surabondent. Aussi le préfet de police trouva-t-il élégant de répondre à un autre niveau. En précisant qu'il n'y avait eu jusqu'alors que demande d'audience et non entrevue effective, il tenait à ajouter :

« A noter que le pasteur Westphal n'avait entrepris aucune démarche de cette nature lors des révoltants attentats terroristes qui ont coûté la vie à tant de travailleurs algériens et à plusieurs membres du service d'ordre. »

Décidément le pouvoir actuel n'a pas fini de nous étonner car enfin trois exégèses et trois seulement sont possibles pour ce texte :

— Ou bien il signifie que M. Papon s'attendait à ce que l'on vienne protester auprès de lui contre le terrorisme F. L. N. C'est à-dire que, responsable des excès de la police parisienne parce qu'il est son chef, il se considère aussi comme le chef des groupes de choc F. L. N. et donc également responsable de leurs excès. Nous savions que certains fonctionnaires haut placés n'avaient pas renoncé au mythe de l'intégration. Nous ne pensions cependant pas que cela avait pu les conduire si loin sur la voie du double jeu.

— Ou bien il signifie que nous aurions dû protester auprès du G. P. R. A. L'Eglise s'adresse aux autorités publiques pour leur rappeler leurs devoirs. Nous ne savions pas encore que le G. P. R. A. était officiellement reconnu comme pouvoir légitime sur le territoire métropolitain. Si tel est cependant le cas, le pasteur Westphal devrait effectivement, dans les délais les plus brefs, demander audience au représentant du G. P. R. A. accrédité en France, pour lui faire part de notre indignation et de notre angoisse devant les attentats de l'organisation qui dépend de lui. M. Papon nous rendrait alors grand service en nous indiquant l'adresse et le numéro de téléphone de cette personnalité algérienne.

— Ou bien M. Papon nous suggère, pour que tout le monde soit content, de protester auprès de lui des excès dont ses adversaires sont coupables et de protester auprès de ceux-ci des excès commis par ses propres services. Il y a là effectivement une méthode de haute politique, qui a souvent fait ses preuves et qui s'appelle l'opportunisme. Mais précisément l'Evangile nous interdit radicalement de hurler ainsi avec les loups. La dénonciation du péché ne consiste pas à aller trouver celui qui en est victime pour s'en indigner avec lui mais, toujours, à se présenter devant celui qui en est coupable pour l'exhorter à s'en repentir.

Le pasteur Westphal a déjà montré, à l'époque du précédent ordre moral, qu'il savait ce que c'était que la fidélité politique du chrétien et qu'il était prêt à payer le prix nécessaire pour cette fidélité lorsque cela devenait nécessaire. Nous pouvons donc faire pleinement confiance au nouveau président de la Fédération protestante de France. Quant à M. Papon, on a beau se creuser la tête, on n'arrive pas à distinguer laquelle des trois suppositions ci-dessus est la moins invraisemblable, la moins choquante, la plus charitable pour lui.

L'itinéraire d'un Français du Maroc (1).

Ma génération est celle des Français qui ont trente ans actuellement, donc la génération de la décolonisation. Nous avions seize ans à peine

lorsque la France inaugura une suite interminable de guerres absurdes et criminelles : Madagascar, Maroc, Tunisie, Algérie enfin, — autant d'étapes douloureuses. Oui, ma génération aura été véritablement hantée, obsédée par les guerres coloniales.

En 1945, nous avions quinze ans. De l'histoire de ce que nous appelions alors l'Empire français, nous n'avions appris dans les manuels que les hauts faits d'armes, soi-disant glorieux. On nous avait dit par exemple que le 5 juillet 1830 aurait été un jour comme les autres, si le Dey d'Alger n'avait pas eu l'inconcevable audace de frapper de son chasse-mouches le consul de France. Les petits Algériens apprenaient tout comme les petits Français qu'ils descendaient des Gaulois et qu'il n'y avait jamais eu d'ailleurs de guerres coloniales, mais seulement l'œuvre civilisatrice de la France. Tout cela était parfaitement lumineux et cohérent, sans contestation possible, et à vrai dire, en 1945, nous avions bien d'autres soucis.

A travers tant de drames et de souffrances le peuple français, en contribuant à l'écrasement du nazisme, avait su maintenir sa volonté de vivre libre et indépendant. Il avait combattu pour « la bonne cause ». Les adolescents que nous étions alors, encore à peine sortis de l'enfance, s'étaient enthousiasmés pour les actions héroïques des maquisards des montagnes du Vercors, nos fellagas à nous, à cette époque. Enfin, si nos corps étaient affaiblis par quatre années de guerre, nos cœurs étaient tout neufs, et qui aurait pu croire alors, qui aurait jamais osé croire que cette âme de la France que nous croyions alors si pure serait un jour avilie par cette même gangrène que nous avons combattue chez les bourreaux fascistes ?

Je me souviens comme je fus bouleversé le jour où j'appris que, le 8 mai 1945, 45 000 Algériens avaient été massacrés dans la région de Sétif, au moment même où nous fêtions en France la liberté retrouvée. Comment avais-je pu vivre si longtemps en ignorant ce drame et en croyant toujours à la pureté de mon pays ? Mais j'appris bien vite que l'impérialisme faisait très bien

(1) Allocution prononcée le 18 novembre 1961 sur Radio-Maroc, chaîne B.

son travail, qu'il mystifiait jusqu'aux meilleurs d'entre nous : 70 000 Malgaches massacrés, 6 000 victimes à Haïphong, tant et tant d'autres, combien de meurtres, combien de tragédies, combien de martyrs, sacrifiés au nom de la France.

Je fis bien d'autres découvertes étonnantes : j'entendis un jour un ami algérien chanter le « Chant des Partisans », hymne des maquisards français de la dernière guerre : « Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place... » ; une autre fois encore, un camarade algérien, rencontré un soir à Paris, m'a raconté avec quelle ferveur, quelle émotion, le poème « Liberté » de notre grand Eluard :

« Et par le pouvoir d'un mot
Je redécouvre la vie.
Je suis né pour te connaître,
Pour te nommer,
Liberté... »

Et je découvris que ce chant, ce poème, qui avaient symbolisé pour moi comme pour tant d'autres la lutte de mon peuple contre l'envahisseur nazi, symbolisaient pour ces camarades algériens, et très exactement de la même façon, et très exactement issue de la même source profonde, la lutte de leur peuple contre le colonialisme français.

Alors, si un cœur algérien peut vibrer de la même façon qu'un cœur français, si au-delà des différences, ô combien futiles, de races, de pays, de coutumes... il y a le même désir de dignité et d'honneur, s'il y a la même volonté farouche de vivre libre, quelle barrière enfin nous oppose, Algériens et Français, sinon celle, toute artificielle, dressée par les profiteurs du système colonial ?

C'est à partir de 1958 que, étant venu travailler au Maroc, toutes ces questions se posèrent avec une acuité dramatique. Quelle contradiction éclatante et soudain intolérable entre la politique de mon pays et la réalité quotidienne. Pis encore : le Peuple français, trompé et découragé, perdait le sens des valeurs de justice, de liberté, de fraternité, pour lesquelles il avait su combattre durant son histoire, et je retrouvais chez mes amis algériens ces mêmes valeurs. Ce que le docteur Mostefaï appelait, de façon si réconfortante, au cours de la visite qu'il fit jeudi aux manifestants de Rabat : « le vrai visage de la France », j'en découvrais à nouveau l'exigence.

C'est ici à mes compatriotes de France qu'il faudrait s'adresser. Ils voient mal peut-être le problème des démocrates français vivant au Maroc, du fait du décalage monstrueux et contre nature

entre la France officielle et celle que nous désirons passionnément.

Ils doivent savoir que mon expérience personnelle, celle de mes camarades qui vivent le même combat, contient d'ores et déjà dans le présent, au sein même de la guerre, la réalisation des tâches de demain, dans la paix.

Vivant à l'étranger, jugeant de l'extérieur la politique actuelle du gouvernement français et vivant au contraire de l'intérieur les réalités qu'une propagande mensongère dénature à dessein à la radio, dans la presse, nous sommes mieux à même peut-être de crier à nos compatriotes de France qu'il est grand temps d'obliger le gouvernement français, et ceci par tous les moyens, à ouvrir des négociations sérieuses avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne.

Le prêtre et le lévite. Le 1^{er} novembre, au cours de la manifestation parisienne contre les brutalités policières et en faveur de la paix, une cinquantaine d'arrestations sont opérées ; le lendemain, vers une heure du matin, comme on s'apprêtait à libérer les Européens, mais à envoyer au Centre de Vincennes un camarade algérien, les manifestants français refusent de quitter les locaux de police si le Nord-Africain n'est pas simultanément relâché. Finalement, tout le monde est mis dehors, et deux Français raccompagnent l'Algérien à son domicile.

Cela ne vous rappelle rien, ce fait divers ? Non, vraiment ? Moi, il me fait penser à l'homme tombé, sur la route de Jérusalem à Jéricho, « entre les mains des brigands », l'homme dont la détresse devait laisser insensibles deux respectables hommes d'Eglise : un sacrificateur et un lévite.

Et voici que Jérusalem devient Nanterre et Jéricho la place Maubert... et voici qu'un homme, à nouveau, tombe au pouvoir des brigands... Quoi de neuf ? Ceci, et qui n'est pas rien : cette fois-ci, devant même le bon Samaritain, le prêtre et le lévite non seulement refusent de « passer outre », mais unissent leurs fraternels efforts pour venir au secours de leur frère.

Le geste est symbolique et mérite d'être cité : pour une fois que les ecclésiastiques s'en prennent aux brigands... Est-ce l'aube d'une ère nouvelle ? Verrons-nous demain les Hautes Autorités spirituelles descendre à leur tour dans la rue pour la défense des faibles et des persécutés ? Demain, sur la route de Jérusalem à Jéricho, les brigands, encore embusqués peut-être derrière leurs

rochers, verront-ils, avec une compréhensible stupéfaction d'oil-
leurs, l'Archevêque de Paris et le Président de la Fédération Pro-
testante, panser les meurtrissures des victimes du dernier « matra-
quage de routine » comme l'on dit, paraît-il ? Verront-ils, nos
brigands à nous, la robe rouge du cardinal apporter aux bidon-
villes de Nanterre la sympathie et la protection de l'Eglise, et le
Président du Consistoire, après avoir invité un frère algérien au
concert, veiller à ce qu'un retour tardif, après le couvre-feu, ne
lui vaille pas les brimades ou les brutalités des argousins ?

L'autre jour, dans mon paisible laboratoire dakarois, plein de
soleil et songeant à ce que l'on pouvait savoir, donc à ce que l'on
devait savoir pour peu que l'on tienne à s'informer (par « Témoi-
gnages et Document », « Vérité - Liberté », « Témoignage Chré-
tien », « Cité Nouvelle », etc., etc.), je traçais, pour schématiser
ma situation et fixer mes idées, quelques lignes. Les voici : elles
n'appellent ici aucun développement, mais elles formulent peut-
être quelques thèses utiles.

1. Refuser la résignation à l'inhumain.
2. Doublement bourreau celui qui, en plus de la souffrance,
inflige l'humiliation.
3. Impuissance de la sympathie lointaine et verbale des abrités :
pour les traqués.
4. Cependant : impossibilité quasi-physique, quand la coupe de
l'honneur déborde, d'accepter la complicité et le silence.
5. L'in-supportable, l'in-tolérable.
6. Générosité ? Non pas : précaution aussi, car hodie tibi,
cras mihi...

Th. M.

Les Poèmes de Jean Laugier

*Bogue sous les feuilles mortes
Fruit tendre sous le piquant.*

Jean Laugier vient de publier un nouveau livre de poèmes, *Les Bagues* (1), dont la critique a reconnu les mérites, qui sont grands. Après deux excellents recueils, *La huitième couleur* et *L'espace muet*, une pièce sombre et forte, *Mala*, qui fut jouée au Théâtre du Tertre, deux farces tragiques : *Buldor*, *Neptune ou la Comédie de Dieu*, dont l'audace et la poésie mériteraient les suffrages du grand public, Laugier a composé cette œuvre nouvelle, avec discrétion, préoccupé par la seule poursuite du plaisir poétique. Avant même sa publication, des amis privilégiés — le jeune poète Yves Véquaud, les comédiens Julien Guiomar et Pierre-Alain Jolivet, le poète et romancier Charles Le Quintrec — ont pu entendre le poète dans le décor familial de son étroite chambre, rue de l'Ancienne-Comédie, entre deux tableaux — l'un de Jégoudez, l'autre de Piaubert — réciter ses vers, les confier à leur mémoire et à leur cœur. Et voici maintenant ce livre salué par René Lacote comme une « révélation retentissante ». Le critique des *Lettres Françaises* ne fut pas seul à montrer son enthousiasme. Et pourquoi donc cette œuvre dont l'accès n'est pas des plus faciles a-t-elle tant impressionné les lecteurs attentifs aux chemins nouveaux que s'ouvrent les poètes ? Je crois pour ma part qu'il faut en chercher la raison dans l'accord profond — que l'on

(1) *Les Bagues*, collection Métamorphoses, Gallimard.

n'observe jamais que lorsque la réussite vient récompenser la recherche esthétique — entre la rigueur formelle et les exigences de la pensée.

La discipline de l'expression, Laugier semble l'acquiescer en composant une série de poèmes selon la même formule, trois quatrains le plus souvent d'octosyllabes, mais l'ampleur des *Trois Elégies* qui leur font suite, écrites en versets, la réussite aussi des deux pièces finales où les rythmes réguliers retrouvent leurs droits, prouvent bien la maîtrise du poète en tous les domaines. Du sonnet au quatrain (j'allais dire à la maxime morale en vers), de l'élégie à la parabole ou à l'apologue, Laugier domine efficacement à la fois son langage et son imagination.

Après les poèmes de la *Huitième Couleur*, denses jusqu'à l'opacité, trop exaltés peut-être, les poèmes de *l'Espace Muet* et surtout ceux des *Bogues* prouvent une recherche souveraine du dépouillement, de la limpidité. A peine quelques lignes ici ou là nous rappelleraient encore la manière de Baudelaire ou les visions oniriques de Gérard de Nerval :

Des enfants surgissent plus beaux et plus tristes que
des anges, mais vénéreux et vrais comme des champi-
gnons de basse fosse ; puis des femmes parées de lu-
mières et nues cependant, comme pour un bal imagi-
naire où elles figureraient devant d'autres âmes dé-
sertes...

(*Les Trois Roses*).

Dans *Les Bogues*, voici paraître, développés avec plus de maîtrise que jamais, les thèmes familiers au poète depuis *La Huitième Couleur* et qui, tous, disent la même quête ascétique de l'humain. C'est avec une passion obstinée que Jean Laugier interroge l'homme, le presse et l'éprouve, dispose les pièges les plus insidieux que puisse tendre l'esprit le plus rusé, le moins complaisant. Sa lucidité devant ces « visages grotesques que nous sommes », avec tout ce qu'elle laisse deviner d'espoir douloureux et de patient amour, nous la reconnaissons ici, dans sa belle exigence :

Nous sommes tous paysans d'un langage plus aride
qu'une steppe, plus broussailleux qu'une jungle.
Mais qui trouvons-nous, sortis de nous-mêmes, au détour
d'une branche, d'un caillou et d'une ruelle :

le même homme, créé pour un cri incommensurable
d'amour et triste et lâche et meurtrier dans son cri
de terreur.

(*L'Arbre*).

Dans la même élégie, avec quelle conscience aiguë de
notre ignorance prend-il l'exacte mesure de notre soli-
tude. Dignité de Dieu et des hommes, cette solitude
orgueilleuse est-elle sans recours, sans appel ? Ce passage,
sobri et poignant, apparemment désenchanté, le laisserait
croire :

Les oiseaux délibèrent dans tes branches. Et moi je
ne me connais pas.

Et les hommes accroupis autour de ton tronc s'ignorent.
L'homme, l'arbre et Dieu s'interrogent. Et la réponse est
contenue dans nos paroles.

Et nous ne pouvons pas nous comprendre.

D'autres vers, fort nombreux, vont dans le même sens :

On ne connaît de soi au monde
Qu'une si faible et pauvre part

(*L'Humble*).

Il serait simple de défendre
La vérité humble du sang
Si l'homme pouvait entendre
Ce que Dieu tait à chaque instant...

(*Le Règne*).

Nous gisons dans un désert sans mirage
Assoiffés de ce Dieu qui se traîne à genoux
Oublieux de ce corps ensablé dans les âges.

(*Le Royaume*).

Dieu marche vers cette ville
Déserte d'homme et d'espoir.

(*La Crypte*).

Pourtant, dès qu'elle s'interroge, toute solitude se nie
et, dans leur quête respective, les hommes et Dieu peut-
être finiront-ils par se rejoindre. Une première fenêtr
s'ouvre par laquelle le jour se devine. Lorsque « l'aurore
déborde la nuit » l'homme n'est plus tant dévoré par le
silence et la question qu'il se pose est déjà toute chargée
d'espoir :

Le ciel parfois te semble vide
Est-ce ton âme qui se ment ?

(*L'Ordre*).

Il lui suffit alors de dévisager sa mémoire pour comprendre que Dieu s'y trouve, preserve. De même les hommes découvrent leur inquiète fraternité dès qu'ils s'aperçoivent qu'en rompant leurs mutuelles attaches ils se condamneraient à vivre en vain. Alors :

Connais-tu la parabole de l'arbre ? Nous sommes tous :
des fruits et des arbres, les uns vis-à-vis des autres..
Et de même qu'il n'est pas dans le devoir de l'arbre de
dire à celui qu'il porte « détache-toi de moi »,
pareillement il n'est pas dans le devoir de l'homme
même au regard de Dieu de dire « détache-toi de
l'homme ».

(*L'Arbre*).

Cette recherche anxieuse et qui connaît ses moments désabusés ou douloureux d'illusion, de folie, de résignation ou d'espoir ne va pas quelquefois sans véhémence surtout lorsque le poète revendique la liberté de l'homme, entre toutes, celle d'aimer Dieu sans « falsifier le mal », à l'inverse des « contemplateurs de grilles » qu'il bafoue. Ailleurs, quittant le ton de la sentence qui risquerait, à la longue, de fatiguer en nous l'émotion, celui de la formule, de l'interrogation ou de l'exclamation, Jean Laugier laisse percer dans ses vers le sourire et l'ironie :

Celui qui tire
A hue, à dia
Risque le pire :
Mourir soldat.

(*Campagne*).

Partout dans le recueil il se prend à témoin, attire notre attention sur lui-même, se justifie et c'est alors que sa poésie, chargée de son sens le plus profond, atteint de purs sommets :

Ne me faites point branche dans l'âtre,
Mais herbe qui brûle sur le bas-côté de la route pour
apporter aux hommes l'odeur de la terre peut-être
ainsi aiderai-je le monde pour la grande gloire de
notre paix intérieure.

(*L'Arbre*).

Comme chez beaucoup de nos contemporains, une sourde inquiétude circule dans cette œuvre qui exprime

notre « difficulté d'être ». Mais si la poésie de Jean Laugier, en tant que témoignage sur nous-mêmes et sur notre époque, nous concerne directement, elle sait aussi, par son humanité, dépasser les problèmes limités de notre temps. Charles Le Quintrec interroge son Dieu, Alain Bosquet interroge son siècle, Jean Laugier, lui, interroge l'homme et réserve sa réponse ; n'est-elle pas « contenue dans nos paroles » comme la châtaigne dans son écorce ?

Robert LORHO.

Un poème de Jean Laugier

Amants, qui de trop douce guerre
Prenez la pose des gisants,
Vous creusez le lit de la terre
Pour la nuit vénielle du temps.

Guerriers de sable sous le vent
L'amour vous semble une rivière
Quand l'aube, tristes, vous surprend
Assoiffés de trop douce guerre.

Le jour vous prête un vêtement,
La nuit vous donne une prière...
Amants, que rien ne désaltère.

A mourir d'amour, Dieu consent
Vénielle nuit, péché du sang,
Pour le pardon des douces guerres.

André Marissel, ou le Témoin écorché

Songéant à André Marissel, je ne sais pas pourquoi me revient à l'esprit la troublante phrase de Wladimir Weidlé contenue dans le livre « *L'homme et le péché* » : « Le blasphème est presque toujours un cri de douleur ou d'angoisse que l'on pousse quand on est déjà entre les mains du dieu vivant. » A la réflexion cette phrase pourrait figurer en épigraphe à toute l'œuvre du poète qui n'est qu'un long cri de colère et de révolte contre la condition qui nous est faite ici-bas. André Marissel, indubitablement poète de Dieu, poète et serviteur d'un dieu vivant qui n'a rien à voir avec celui compassé et froid dont beaucoup se satisfont, n'en est pas moins du xx^e siècle où l'homme moderne dérive sur un océan d'angoisses et de doutes, d'horreurs et de violences. Si Nietzsche pouvait revenir parmi nous, quelle amère victoire connaîtrait-il en constatant que ses prophéties fulgurantes et désespérées, qui parurent à l'époque divagations de fou, se sont incarnées dans le tissu charnel de la planète de la plus sombre manière. Deux atroces conflits mondiaux, les fumées des crématoires fonctionnant de jour comme de nuit, la destruction de six millions de Juifs, hosties expiatoires de quelque mystérieux crime, le soleil atomique réduisant en lave et en cendre deux grandes cités japonaises, l'Espagne souillée au flanc par la bête aux yeux injectés de haine, la sourde menace de l'anéantissement total, vraiment l'auteur du « *Zarathoustra* » n'eût-il pu rêver mieux.

Si pour certains Dieu était définitivement mort, pour d'autres il resta et reste encore un mort récalcitrant, un mort qui ne veut pas mourir. Et le militantisme révolutionnaire, l'engagement social que la plupart des poètes ont vécus, se sont révélés en fin de compte inaptes à guérir l'homme dépouillé de Dieu, ou ne célant plus qu'un Dieu mal en point. Charles Plisnier demeure, il me semble, le *témoin* majeur du drame actuel, et de ces temps troués de flammes et de clameurs où, à mesure que paraît s'accroître la maîtrise de l'homme sur la matière, sa « situation » devient de plus en plus précaire, ses raisons de vivre de plus en plus obscures et ses raisons de mourir de plus en plus absurdes. On remarquera d'ailleurs qu'aucun des poètes qu'il est convenu de nommer chrétiens, aujourd'hui n'atteint la jubilation ; ceux-ci n'entonnent que très rarement, et sans guère s'attarder, un chant de grâce. Il était nécessaire de préciser cela pour qu'on ne confonde pas André Marissel avec ces poètes plus soucieux de respecter les structures de la théologie que de faire œuvre réellement créatrice, oubliant ainsi que la poésie est d'abord perpétuelle invention et qu'elle ne saurait avoir d'autre justification que son existence même. Chrétien donc en poésie, tel s'avoue, tel s'affirme notre ami André Marissel, mais chrétien de la race des Bloy, des Bernanos, des Hello, coléreux, batailleurs, redresseurs de torts, toujours prêts à pourfendre ceux qui dorment en rappelant à forte voix que Dieu vomit les tièdes. Lâchons ce grand mot : des obsédés de l'absolu, le sel de la terre.

André Marissel n'a jamais triché. La foi n'est pas une poussière qui lui colle aux yeux et lui cache le spectacle. Dans un de ses premiers recueils grondait déjà cette voix chargée d'amour et de compassion, enfoncée comme un onglet dans la peau du monde, proménée comme une torche à travers nos ténèbres :

Pas un visage à boire
 Dans cette foule
 Pas d'absinthe
 Pas de lait...

Il y a là, encore mal dégrossi, le rythme déhanché, l'avarice de musique, ces mots qui évoquent des plaies, des supplices, des déchirures, ces mots qui sentent le soufre

et que nous ne cesserons de retrouver dans les recueils suivants. Et aussi cette angoisse proprement existentielle à laquelle le poète s'acharne à chercher remède. Marissac ne fuit pas le monde, au contraire il le désire passionnément avec ses moissons, ses orages et ses marées. Mais c'est le monde qui se refuse au poète, qui le meurtrit et le fouette, le moque ou l'ignore. Cette communion des saints douloureusement attendue dans un concert d'innocentes et de céréales se clôt en fin de compte par une marche au Golgotha :

Mille cordes sifflent. Des abîmes
Un orgue, dogue noir, acclame
Sous les fuseaux percés de lames
Nos idoles que l'hiver éborgne.

Et pour ce Christ en costume de ville qui voulait :

...être responsable
Et donner de la vie aux hommes,
Des fruits, des armes véritables ;
Rompre le pain sur chaque table
Avant que l'enfant ne se nomme,
Tendre la main quand on assomme ;
Je voudrais être responsable.

Il ne reste plus qu'à égrener le long chapelet des poèmes dont les titres se passent de commentaire : Plonger, Ici l'on bride, Il n'est plus temps, Adieu, Tant de sang... Soliloque d'écorché-vif qui n'a de cesse de fouiller la blessure et de rouvrir la cicatrice. Unique consolation dans ce tumultueux voyage au bout de la nuit : porter la croix avec les autres même s'ils ne lui font pas l'offrande d'un sourire, même s'ils ne le relèvent pas d'une amicale parole. Le poète parallèlement va tenter la « conquête de l'abîme » dans lequel il saigne et hurle, et brûler encore plus dans l'espoir de renaître :

Il faut brûler pour renaître à jamais,
Lancer, mêler des pelletées de mots
Dans le brasier de la colère,
Il faut brûler son corps écartelé.

Peut-être alors, après cette lente combustion :

Lèvera du chaos une race d'hommes
Que les dieux ne pourront disperser,
Race en fusion, race façonnée
Par la destruction même (1).

La vie naît de la pourriture, la mort mûrit au cœur de la vie. Est-ce là le début de la convalescence ? Le temps est venu d'exorciser le mal et de réaliser les moissons, fussent-elles celles de l'orage. Mais, comme dans toute période qui suit la maladie, il y a des rechutes. Le poète authentique est celui qui ne s'arrête pas de remettre l'acquis en question. Et puis les monstres ont les reins solides. Les mots ne les effraient pas toujours. Il y faut du temps et de la patience.

Entre ne pas être et être pareil à un clou qui souffrira d'avoir subi les coups et d'en subir encore, le poète choisit l'existence du clou. Il triomphe enfin d'une certaine solitude :

Personne n'est seul. Si la lumière
Réchauffe les mains de l'aveugle, il voit.
Les mûres, les raisins sont dans sa mémoire (2).

Celui qui hier se proclamait arbre sans fruits ne sachant où vivre peut aujourd'hui enfin se présenter à nous comme « l'arbre où l'avenir est un poème » (3). La douleur, si toutefois elle n'a pas complètement disparu, est moins violente. En témoigne le vers qui s'amplifie, frôle presque la musique, quand elle ne l'atteint pas en quelques pages ; les hurlements se sont tus, le paysage prend place plus fréquemment dans le cours du poème et la présence de la femme, aussi atténuée soit-elle, n'en est pas moins réelle :

C'est d'un Dieu qu'il fera la preuve
Mon désir, s'il change le fleuve
En femme allongée sous le ciel (3).

(1) *L'homme et l'abîme.*

(2) *Les moissons de l'orage.*

(3) *L'arbre de l'Avenir.*

Le poète qui autrefois fermait toutes les issues sur lui-même se reconnaît maintenant capable de souffrir les maux de l'amant. La mort, le tourment spirituel sont tous jours là, insistants, au fil des poèmes et des notes « bâtons rompus » qui achèvent le recueil, mais réduits, oserais-je dire, à une dimension humaine. Le poète récupéré la terre et compris qu'elle figurait le lieu de la vraie bataille qu'il nous faut mener sans relâche. La lourde fumée qui enténébrait les premières œuvres est dissoute, laissant face à face le monde et le poète. Il ne saurait être question de conclure sur une œuvre en plein accomplissement, et sur un poète dont seule la mort interrompra les périlleux exercices. Mais d'ores et déjà André Marissac s'affirme comme un des plus importants poètes de sa génération. Outre son talent personnel d'écrivain, il le doit à son absolue sincérité devant les graves problèmes qui se posent aujourd'hui à l'individu, ainsi qu'à une lucidité gagnée au prix du sang, récompense de sa lutte de tous les instants contre les ombres et le désordre établi.

André LAUDE.

José Millas Martin

un homme dans la foule

Devant José Millas Martin, nous, poètes qui avons trop souvent tendance à faire des nuages d'encre pour que les autres nous remarquent, devons prendre l'exacte mesure de cet homme qu'une pudeur et une humilité non feintes avaient empêché jusqu'à ce jour de révéler, sous celui de l'imprimeur, le visage du poète qu'il est avant tout, ennemi de l'imposture et du tapage. Pour le fréquenter depuis de longues années, je crois connaître un peu José Millas Martin. Encore qu'il en vienne difficilement aux aveux. De nature, il paraît craindre ce bavardage sans poids à quoi se résume la plupart du temps une conversation. Mais il suffit de l'observer, allant et venant, dans son minuscule atelier dissimulé entre les Buttes-Chaumont et Belleville, plein de la chaude odeur de l'encre et du papier, choisissant un caractère, corrigeant des épreuves, manœuvrant la roue de la machine, il suffit d'éprouver le contact franc de sa paume pour percer ce visage perpétuellement pavoisé d'un sourire ironique et tendre, ce regard vif qui vous fouille et vous pèse.

José Millas Martin a bien voulu réunir enfin un choix de ses poèmes (je n'ose pas écrire œuvres, j'entends déjà son coup de gueule d'ici) : ses amis et les amis de la poésie ne pourront que s'en réjouir car, ainsi, ils peuvent mieux découvrir une des voix les plus *prenantes* de ce temps, nous dirions une des voix les plus authentiques si ce mot ne servait pas de fourre-tout où l'on trouve la guimauve et le miel, l'or et la paille. Millas Martin a un faible avoué pour le poème en prose. On ne s'étonnera donc pas à

la lecture de « *Recto-Verso* », qui en regroupe quelques soixante-dix que Jean Dubacq (alias le romancier Jean Cimèze) a excellemment préfacés, sans tomber dans les pièges de l'amitié, d'une plume subtile et grave (1).

Le critique a souvent tendance, pour éviter les difficultés, à coller une étiquette d'usage courant à un ouvrage. Qu'aurais-je exprimé de bien clair si, dans le cas de José Millas Martin, j'avance le terme d'unanimité ou tout autre de la même famille ? Par l'entremise de Mallarmé s'adressant à Degas, l'auteur nous rappelle qu'on « ne fait pas des poésies avec des idées, mais avec des mots ». Rien donc ici de prémédité, de volontairement voulu, comme ce fut le cas dans le groupe des poètes de l'Abbaye de Créteil — Jules Romains, Duhamel, Arcos, Vildrac... — qui avaient en tête de donner voix à ce monde de vitesse et de technique, de masses, de clameurs et de combats, qui s'affermissait sous leurs yeux. Citoyen de la ville et plus particulièrement, par condition et par goût, citoyen des quartiers où les murs suintent la graisse et les fumées des lessives quotidiennes, où le tumulte des chantiers, des usines, les crialleries des cours d'écoles occupent l'espace, José Millas Martin, qui sait, pour en être l'attentif témoin, à quelles escroqueries mentales se livrent certains sous le couvert de l'exercice de la parole, et aussi très certainement parce qu'il nourrit une solide appétence du réel immédiat que tous les délires verbaux ne sauraient éteindre, José Millas Martin déchiffre ce pesant décor de poutrelles et de ciment, de pavés et de corridors humides, lieu exact de notre émouvante passion de vivre. Dans ces régions que beaucoup ne fréquentent pas, préférant des royaumes que l'empreinte de l'homme n'a pas souillés, José Millas Martin rencontre l'ordure et la beauté, la cruauté et la tendresse, des cœurs simples et des âmes compliquées, des voyous et des voyants qui ne se savent pas poètes, et c'est tant mieux pour eux, des amitiés fidèles et des amours sordides. Il croise des visages heureux et inquiets, il entend des lambeaux de conversations qui parfois s'entrechoquent comme des étoiles, en créant de la lumière.

(1) José Millas Martin : *Recto-verso*. Guy Chambelland, éditeur, Dijon.

A ce fleuve de vie, Millas Martin oppose tout le contraire d'un fleuve de paroles. Il est poète, c'est-à-dire charpentier, maçon. Il choisit, il ajuste les morceaux et cela donne une maison aux robustes assises : le poème. Millas n'a pas un œil d'entomologiste glacé qui dissèque. Il arrive que la pitié l'envahisse vite. Mais pourquoi se lamenter ? Millas a le mépris des liqueurs sirupeuses et il se sauve de la détresse, du désespoir par l'humour, « l'humour poétique, qui est l'art d'éclater de rire en plein pathétique », selon Blaise Cendrars qui en a donné maint exemple. Dans la majorité des textes du poète de « Recto-Verso », au moment où les larmes semblent sur le point de sourdre, de curieux télescopages de mots se produisent qui évitent la dégringolade dans les abîmes du chagrin. L'accordéon faubourien se fait fanfare de foire. Ce perpétuel mouvement entre l'enrouement de la voix et le ton « hénaurme » qu'elle prend quand elle se sait sans armes confère à l'œuvre de Millas Martin une rare puissance d'envoûtement, le privilège de maintenir le lecteur en éveil, et témoigne pour un humanisme viril, un refus des solutions faciles. « Il n'y a pas d'exil » : José Millas Martin pourrait à bon droit reprendre cette formule d'un autre poète de notre temps où il faut que « le cœur se brise ou se bronze ».

Si l'auteur de « Recto-Verso » demeure méfiant devant les utilisations possibles des mots, il n'en accepte pas moins les révélations de la métaphore, de l'image, dûment maîtrisées, contrôlées. On dirait qu'elles interviennent à l'instant où le poète risque de succomber sous le fardeau de cet univers qu'il nomme avec les mots patinés du vocabulaire qui est l'apanage de tous. Et pourtant il en dit plus long que nombre de bouches enfiévrées :

MEUBLE

Haut buffet paysan en bois fruitier tatoué de vers
 Tache d'on ne sait quelle encre noire ou bleue d'éco-
 lier campagnard Reste un épi de blé Cette arche
 où la fermière conserve la miche brune saupoudrée
 de farine blanche Un cerne de vin gris oblitère le
 merisier haut sur talons Guillemet électrique dans
 la phrase nocturne Quiète Dehors vent et pluie jouent
 à cache-cache.

Il en dit plus long parce que la fraîcheur de l'enfance n'est pas exclue de ce regard adulte, parce qu'il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir, à condition d'avoir arraché toute une poussière cérébrale qui rend les autres aveugles. Je ne suis pas loin de croire que José Millas Martin déchiré qu'il puisse être encore, a atteint une certaine sagesse dont peu peuvent se vanter et qui le maintient à égale distance du pessimisme intégral et de l'optimisme rousseauiste tel qu'on le pratique toujours. José Millas Martin *sait vivre* sans lâcheté, sans honte, sans compromission, promenant comme une fleur à la boutonnière son cœur doux d'anarchiste qui en veut aux bourreaux d'exister et à ses semblables d'honorer et d'encenser ces bourreaux :

CHASSE A L'HOMME

L'homme chasse l'homme
Gibier de voyous
Vous pouvez cavalier dans le merdier du monde
Cassez la couleur
Tirez l'enfant dans votre carnaval
Vous serez des otages
Bien sûr la fraternité des hommes
Avec des tas de majuscules
Un vrai cinéma
Bonté père de Famille
Regardez vos gueules
Les uniformes ont rétabli l'ordre
L'ordre sacré — « Dieu est solitaire », « La mort ne résout rien Et le quiproquo continue ».

A l'instant de conclure j'ai mauvaise conscience à la pensée d'avoir communiqué au lecteur une image mal dessinée du poète Millas Martin, de n'avoir pas suffisamment insisté sur la texture même de son langage, puisque « la poésie s'écrit avec des mots et non avec des idées ». Je souhaite avoir au moins éveillé chez le lecteur l'envie de découvrir ou de mieux connaître ce poète qui parle parce que « l'homme est la trahison de l'enfance ». Cela suffit pour lui faire confiance.

André LAUDE.

Le spectacle et la vie intérieure dans l'œuvre de Visconti

Huit mois se sont écoulés depuis cette journée d'apothéose italienne du 23 février 1961 où furent présentés au public parisien *La Nuit*, l'œuvre très pure d'Antonioni, et le grand, l'épique drame de Luchino Visconti : *Rocco et ses frères* (1). L'année 60 avait débuté avec la *Dolce Vita*. Après les « années Bergman », les années italiennes.

Quel Visconti allions-nous trouver, ou plutôt retrouver ? Depuis si longtemps, il semblait préférer le théâtre au cinéma ! De lui, notre mémoire avait gardé des visages bien divers — et jamais indifférents. Nous n'avions pas oublié en tout cas, l'homme courageux qui refusait de participer aux films de propagande fasciste et de niaiseries concertées qui inondaient le marché italien. Dès 1942, assisté de De Santis, il créait *Ossezzione* et chassait délibérément chemises noires et téléphones blancs ; la réalité du peuple, ses fêtes, ses drames, sa vie quotidienne vivaient soudain sur l'écran. L'action ne comportait pas,

(1) Mise en scène : Luchino Visconti.

Scénario : L. Visconti, Cecchi d'Amico, Vasco Pratolini.

Photographie : Giuseppe Rotunno.

Interprétation : Alain Delon (Rocco), Annie Girardot (Nadia), Katina Paxinou (Rosaria, la mère), Renato Salvatori (Simon), Max Cetraro (Giro), Spyros Focas (Vincenzo), le petit Rocco Vidolazzi (Luca).

à proprement parler, d'incidences sociales, mais le refus de conformisme valut à l'œuvre d'être interdite pendant plusieurs années. Ce qui ne l'empêcha pas d'avoir sur le cinéma italien une influence déterminante. Ensuite, mais ensuite seulement, Zavattini, Rossellini, donnaient, l'un *Quatre pas dans les nuages*, l'autre les grands films que l'on sait : *Rome ville ouverte*, *Paisa*, *Allemagne année zéro*. Zavattini, travaillant avec de Sica, nous jetait en pleine vie italienne (l'Italie tragique de la guerre et de l'après-guerre) : *Sciuscià*, *le Voleur de bicyclettes*, *Miracle à Milan*, et le poignant *Umberto D.*

Avec *La terre tremble* (1948), Visconti essaya alors d'entreprendre une trilogie consacrée à la Sicile. Il ne put réaliser que *l'Épisode de la mer* : une famille de pêcheurs tente d'échapper à l'emprise des mareyeurs et perd dans l'aventure barque et maison. La famille se disperse, mais un des fils prend conscience de vérités à la fois personnelles et sociales. Dans ce film où les pêcheurs sont les frères des pauvres « caffoni » de Silone et des hommes réels dont Danilo Dolci nous a parlé avec son bon sens et sa bouleversante compassion, dans ce film où l'espace des logis est réduit, où l'auteur ne s'accorde aucune facilité, aucune complaisance, on était déjà frappé par la beauté plastique du moindre mouvement des personnages.

Faute de pouvoir achever sa trilogie, Visconti se consacra à la mise en scène théâtrale et attendit trois ans pour revenir au cinéma avec *Bellissima* (1951) et *Senso* (seulement en 1954). Inspirée de l'écrivain Boïto, cette tragique histoire d'amour au temps du Risorgimento fut un hommage à la musique de Verdi. Les duos de l'amour et de la mort, de la passion et de la trahison étaient portés à une sorte de paroxysme. Tous les critiques ont été frappés alors par l'élégance stendhalienne de l'œuvre. Nous ne sommes pas près d'oublier la noblesse de visage et d'attitudes d'Alida Valli : peu de films égalent l'harmonie plastique de *Senso*, son éclat, son raffinement théâtral. Comme devant un Titien, le mot : somptueux vient à l'esprit, avec sa richesse charnelle.

Quel Visconti retrouvons-nous aujourd'hui avec l'épopée familiale de Rocco ? Le peintre magnifique de *Senso*, ou l'homme au regard fraternel de *La terre tremble* ? Ou un nouveau Visconti, épris de grandeur ? L'avouerai-je ? J'avais peur de ce film interminable (plus de trois heures de projection dans la version intégrale) ; j'avais peur des

thèses, des problèmes, des documentaires assommants. De fait, l'œuvre contient tout. Mais si rien n'est éludé, tout est transfiguré.

Dans une remarquable interview donnée à Pierre Billard, pour *Cinéma 61*, Visconti nous a raconté la genèse de *Rocco*.

En fait, *Rocco* est une sorte de reprise de *La terre tremble*. C'est un film proche des êtres : « Ce sont des histoires d'êtres réels », saisis dans le jaillissement même de la vie. Depuis très longtemps, Visconti savait quelles difficultés il aurait à trouver les protagonistes du drame. Homme de théâtre, il savait l'importance du métier : il savait l'importance de la transposition esthétique, et c'est pour cela qu'il voulait des acteurs et non, comme d'autres cinéastes italiens, des gens pris dans la rue.

Mais il voulait (comme Antonioni et probablement comme tout véritable créateur) trouver en-deçà et au-delà des ficelles et des routines du métier, une coïncidence profonde de l'homme et de l'acteur. Il fallait que l'acteur trouvât dans le rôle la réponse à une obsédante question, la réalisation d'un des « moi » possibles, longtemps, obscurément rêvée. Est-ce le cas pour les acteurs de *Rocco* ? On ne saurait le dire, mais la réussite de l'entreprise est assez convaincante.

Ce qui importe, c'est chez Visconti, pourtant homme de théâtre — donc de *spectacle* —, cette exigence de vie intérieure, de retour à une intuition fondamentale habitant auteur, metteur en scène et acteurs. De même que le métier importe moins, finalement, que la coïncidence de l'homme et de l'acteur (mais le métier n'est pas nié pour autant), de même la beauté du décor, dont Visconti règle avec une extrême précision jusqu'aux moindres détails, n'est rien que secondairement. Le décor n'est que l'appui ou l'obstacle à l'action humaine. L'action n'est que le heurt des exigences de chacun, ou plutôt d'une exigence tenace, obsédante, que chacun porte en soi et de la réalité qui s'oppose. Cette exigence obsédante, il faut enfin l'avoir portée dans son âme pendant des années avant de la reconnaître, chez les acteurs qui joueront le drame.

Le mot « obsession », qui était le titre du premier grand film de Visconti, nous le retrouvons sans cesse dans l'interview avec Pierre Billard. Pendant des années, Visconti, nous dit-il, a été obsédé par les *Malavoglia*, le roman

de Verga. *La terre tremble* et *Rocco* s'y réfèrent l'un et l'autre. Plusieurs thèmes (issus ou non des *Malavoglia*, en tout cas communs à Verga et à Visconti) ont donc hanté Visconti.

Le premier en importance est sans nul doute celui de la puissance maternelle, dominant la famille, et aussi dominant le temps, par l'espoir que la mère projette sur ses enfants. Dans *La terre tremble*, elle était en quelque sorte anéantie par la brutalité de l'oppression : elle n'était pas moins le pivot de l'action. De même, dans *Bellissima*, elle voit dans sa fille un espoir, vain d'ailleurs, de réaliser ses rêves et d'obtenir le succès.

La mère (Romaine dans *Bellissima*, Sicilienne dans *La terre tremble*, Lucaine dans *Rocco*) reste le même être passionné et dominateur.

Ambitieuse, la Rosaria, de *Rocco*, est la paume dont les cinq doigts (les cinq fils) ne sont que les prolongements. Ses fils doivent « rester unis comme les doigts de la main ». Elle vise trop haut et ne tient aucun compte de la diversité des caractères ; chacun des enfants, à ses yeux, n'est qu'elle-même. Elle sera déçue, et nous ne l'ignorons pas, car en Italienne pour qui le théâtre est l'expression naturelle, « elle joue la joie et la douleur : c'est sa manière de vivre ».

Ceux qui connaissent les pays méditerranéens, lieux privilégiés de la religion mariale, savent la réalité de la puissance maternelle : vécue dans la chair, mais aussi orchestrée, jouée, discutée, affirmée, transmise par une sorte de cérémonial dramatique.

Le corrélatif de la puissance maternelle, c'est le lien terrible des enfants entre eux ; Visconti a pensé longtemps, non seulement au *Joseph et ses frères* de Thomas Mann, mais aussi au lien unissant, dans la Bible, les fils de Jacob.

Mais ce lien ne serait rien sans la générosité, le divin pardon de Joseph qui sauvera à la fois Pharaon, les Egyptiens, et ses frères, les criminels aussi bien que Benjamin l'innocent. Et c'est là que nous atteignons l'intuition spirituelle qui donne son sens au drame.

Désormais, tous les travaux de documentation revêtent leur pleine signification. Voici ce qu'en dit Visconti :

Dans un premier temps, j'ai écrit le sujet. Puis, vint un long traitement avec Cecchi d'Amico et Pratolini... Ensuite j'ai fait une enquête à Milan pour repérer les lieux dans lesquels les personnages auraient pu vivre (faubourgs, la Ghisolfia, la Porte Ticinese), des enquêtes sur les gens du Sud vivant à Milan, sur leur nostalgie, sur l'espoir qu'ils gardent de vivre dans une ville où tout de même reste un espoir de trouver du travail... « Mieux vaut, disent-ils, s'arranger à Milan que souffrir chez nous. » Le scénario a été modifié au cours de l'enquête.

La manière dont les Siciliens se débrouillent pour trouver à se loger a aussi préoccupé Visconti. Rien n'a été négligé des conditions matérielles, sociales, économiques du drame.

La collaboration de Pratolini n'étonne pas. Ceux qui ont lu et vu au cinéma sa *Chronique des pauvres amants* n'ont pas oublié la peinture que l'auteur nous offre de la vie italienne quand s'est instauré le fascisme.



Par l'ampleur de la vision sociale, *Rocco* fait penser à Zola, mais plus encore nous renvoie à Dostoïevsky. Voici le sujet.

Les cinq frères Parondi, chassés de Lucanie par la misère, sont venus chercher gîte et travail à Milan. Vincenzo, l'aîné, a précédé à Milan sa mère et ses quatre frères. Au début du film, nous voyons arriver en gare de Milan Rosaria, la mère, et les quatre autres fils. Simon, qui semble le plus fort, Rocco qui semble le plus faible (joué par Alain Delon), Ciro le raisonnable, le pratique, Luca, enfin, un enfant de dix ans. Parviendront-ils à se refaire une vie normale, dans cette ville qui les éblouit, d'autant plus qu'elle les arrache à leurs habitudes paysannes ? Ils vivront au jour le jour, déblayant les rues les jours de neige, acceptant la première besogne venue, vendant leur force pour subsister. La boxe apparaîtra à ces déracinés comme la planche de salut, surtout aux yeux de Rosaria qui y voit le moyen de réaliser son ambition.

Ciro, le plus pratique des cinq fils, entre véritablement dans la cité ; il a suivi les cours du soir et trouve un emploi chez Alfa-Roméo. Il sait qu'il faut accepter ce

monde industriel qui est le nôtre. L'accepter et y participer. Pour lui il n'est pas question de revenir dans le Sud, où, dit-il, « les hommes vivent comme des bêtes », où les révoltes agraires sont cruellement réprimées. Une espérance toute humaine habite Ciro : « Les hommes, dit-il, doivent vivre libres. Ils apprennent peu à peu que le monde est en train de changer. Le film se termine sur une image des ouvriers d'Alfa-Roméo et sur le sentiment de la solidarité ouvrière. On sent la participation de Pratomini dans cette ultime séquence.

Mais ce serait déformer le film que de le présenter comme une œuvre d'intentions essentiellement sociales. Le titre n'est d'ailleurs pas « Ciro et la conscience ouvrière », mais « Rocco et ses frères ». Ce n'est donc ni Ciro, l'ouvrier, ni Vincenzo, l'artisan maçon capable de travailler indifféremment dans un village, à Rome ou à Milan, qui sont au centre du drame. Si on fait abstraction de Rosaria, la mère, tout tourne dans l'histoire de ces enfants autour des rapports des deux frères : Simon (flirt, râblé, rayonnant de santé), qui semble le champion-né et Rocco (fragile, délicat), dont on ne soupçonne même pas au début la force physique. Simon semble donc d'abord voué au succès. Mais, faible de caractère, il perd le droit chemin et tue une prostituée, Nadia. C'est Rocco qui sera le véritable champion de boxe. Mais le film (si renseigné y soit-on sur la boxe, les entraîneurs, le public) n'est pas davantage un documentaire sportif. Nadia aime Rocco, le pur, le sensible, véritable prince Muichkine. Elle l'aime, et comme Raskolnikoff pour Sonia, il eût été pour elle le salut. Or, c'est ce tendre, ce doux, qui deviendra champion de boxe. Mais ce succès sera pour lui comme une auto-punition : il se sent responsable du malheur de Simon. La boxe répugne à Rocco, qui, sur le ring sent se déchaîner en lui une haine farouche contre tout et contre tous. Pourtant (et c'est là le miracle), nous ne rencontrons jamais un Rocco haineux par lui-même, mais traversé terriblement par la haine que projette sur les hommes un monde intolérable. Ce sont bien les rapports de Rocco et de Simon qui donnent à l'œuvre sa signification chrétienne et qui sans cesse, nous renvoie à Dostoïevsky. Aliocha, Raskolnikoff, le prince Muichkine sont les frères aînés de Rocco. Dostoïevsky n'eut pas désavoué ce Rocco qui se sacrifie à un Simon qui l'a battu et ignominieusement bafoué dans la personne de Nadia. Car Rocco reste

pur quand il se dévoue au boxeur déchu et au meurtrier de Nadia. Et il faut une inaltérable pureté pour que le visage du dévouement et de la sollicitude demeure celui de la tendresse.

Jamais une trace de fadeur sulpicienne n'apparaît dans cette œuvre dont on peut dire, non seulement qu'elle est grande (en fait, elle a la démesure épique), mais (chose rare, précieuse infiniment) qu'on y trouve un cœur pur.

C'est là le centre autour duquel l'œuvre s'ordonne. Vraie est l'ambition de Rosaria, vrai est l'espoir de Ciro, vrai le bonheur paisible que trouve Vincenzo auprès de sa jeune femme, vraie l'espérance du petit Luca qui pense, un jour peut-être, retourner au pays (est-ce un hasard si son nom s'identifie avec celui de sa Lucanie natale ?), vraies la violence et la faiblesse de Simon. (Mais violence et faiblesse sont les deux aspects d'un même visage.)

Mais l'essentiel c'est, dans ce film où pas une fois un vocable religieux n'est prononcé, la lumière d'une âme qui assume la violence et la haine et, *silencieusement*, se sacrifie. J'ose à peine parler de sacrifice, tant le mot a été galvaudé, tant il ferait horreur au héros lui-même. Au cœur de cette œuvre énorme, Rocco est la discrétion, la goutte de limpidité, de bonté, qui donne à l'ensemble son prix et sa signification.

Que dire des acteurs ? Ils adhèrent si profondément au drame qu'on oublie leur existence propre. Quel plus beau compliment pourrait-on leur adresser ?

Thérèse MILHAUD.

NOTES DE LECTURE

François SELLIER, **Stratégie de la lutte sociale** (France, 1936-1960), 342 p. Editions Ouvrières, 1961.

Nul n'ignore la lutte qui oppose le patronat et les syndicats ouvriers ; mais jusqu'ici elle était envisagée surtout du point de vue des jugements de valeur, soit pour la déplorer et y chercher des remèdes au nom d'un pacifisme social, soit au contraire pour stimuler l'ardeur des combattants en dénégant l'action de l'adversaire. Or, dans une lutte aussi durable et aussi générale, il y a une stratégie et une tactique, sur lesquelles nous n'avions que des idées imprécises, des a priori, des soupçons, des observations isolées et non coordonnées.

François Sellier, professeur à l'Université d'Aix, a voulu aborder une étude scientifique de cette stratégie.

Tant que cette lutte avait lieu surtout à l'échelon local : l'entreprise, le syndicat local, elle se déroulait en ordre dispersé ; les stratégies étaient diverses et plus instinctives que conscientes. Mais avec les grandes concentrations syndicales, du côté patronal comme du côté ouvrier, les stratégies sont plus stables et plus réfléchies, donc plus perceptibles.

S. a surtout étudié la lutte sociale en France depuis 1936, utilisant notamment les rapports aux assemblées générales de l'Union des Industries métallurgiques et minières, et prenant à l'occasion des termes de comparaison à l'étranger.

Le principe de la liberté absolue de gestion de l'entreprise, conséquence de la propriété privée, et que le patronat défend avec le maximum d'énergie, a rendu indispensable le contrepoids du syndicat ouvrier. Celui-ci, sévèrement combattu, ne parvient à s'imposer que par la grève, quelquefois par la loi (Loi Wagner aux Etats-Unis). Le tête-à-tête des parties en présence est influencé par les diverses interventions de l'Etat et par les attitudes de l'opinion.

Cela apparaît dans la stratégie des grèves, et aussi dans les négociations et la lutte autour du salaire. Faut-il négocier des accords d'entreprise, régionaux, professionnels ? Le degré de cohésion et d'organisation des parties en présence détermine leurs références, en général divergentes. Le choix du moment de la négociation est aussi occasion de lutte. Le rôle de l'Etat, fixant le salaire minimum, ou au contraire un plafond de hausse annuelle, ou bien établissant l'échelle mobile, ou organisant l'arbitrage ou la médiation, peut pousser à l'accord direct ou au contraire le rendre plus difficile.

Sur toutes ces questions et sur d'autres encore, telles que les expériences de paix sociale (Suède, Industrie cotonnière française), cet ouvrage jette une lumière précieuse. Il inaugure la pénétration de la connaissance scientifique dans ce domaine, et peut inspirer de très utiles réflexions à ceux qui y ont des responsabilités à prendre.

G. LASSERRE.

Marcel REINHARD et André ARMENGAUD, **Histoire générale de la Population mondiale**. Préface de M. Alfred Sauvy. Ed. Montchrestien, Paris, 1961.

Le nombre des hommes, la répartition des sexes et des âges, la durée et le niveau de vie, autant de préoccupations quotidiennes pour les gouvernants et les gouvernés, les économistes et les sociologues, voire pour l'homme de la rue au milieu du XX^e siècle. Chacun sait que le rapport des forces tient au nombre, mais aussi aux ressources, le problème démographique se rencontre partout, qu'il s'agisse d'écoles ou de logements, d'emplois, de salaires, de retraites, ou d'hospices et de sécurité sociale. La conjoncture internationale ou nationale se dresse en fonction, notamment, des données démographiques ; le journalisme attire fréquemment l'attention sur les recensements, sur la croissance des effectifs humains, pour en tirer des conclusions souvent alarmantes et, aussi, souvent mal fondées, faute de formation démographique. Il ne suffit pas de connaître les derniers résultats des récentes enquêtes en U. R. S. S., en Chine, aux Indes ou en Amérique latine, il faut pouvoir en comprendre la signification.

Trop longtemps, on a interprété ces données du jour en fonction de l'actualité, de la situation économique, de l'état des ressources alimentaires, pour en tirer des pronostics tantôt réconfortants, tantôt alarmants. Il semblait que la guerre moderne, l'agriculture et les récoltes, les épidémies et la médecine, rendaient raison de tout. Force est de constater aujourd'hui que les problèmes démographiques actuels se posent en fonction de l'histoire, qu'ils s'enracinent dans le passé et ne peuvent être compris sans lui. Politiciens, économistes, sociologues, démographes, se sont donc

tournés vers le passé, avec un inégal bonheur. Ils ont dû s'imprimer, ils ont dû visiter historiens et faire appel aux historiens : ainsi est née l'histoire de la population.

Avec elle, une dimension nouvelle de l'histoire a révélé son ampleur et sa puissance dans une sorte de renouveau, comparable à celui qu'ont suscité la naissance et le développement de l'histoire économique. Certes, l'histoire démographique ne saurait prétendre se présenter comme panacée, mais peu d'études historiques peuvent être menées à bien si l'on a l'imprudence de l'oublier ou de la négliger.

Ces études ont été d'abord coulées dans le moule national, jugé le meilleur : ainsi sont nées des histoires de la population française, allemande, suisse, italienne, par exemple. Celle de la France remonte à la fin du siècle dernier, elle a beaucoup vieilli, dans ses données, dans ses méthodes. Celles des autres nations sont plus récentes et plus satisfaisantes. Aucune pourtant ne se suffit, car aucun pays n'a grandi en vase clos, ses problèmes le dépassent, une solidarité s'impose et conduit au choix de plus larges champs d'observation. On a donc étudié l'évolution démographique de l'Occident. Avant même de l'avoir menée à son terme, il a fallu constater que ce cadre éclatait à son tour. L'histoire s'est déroulée dans des domaines distincts : Occident, Orient, Extrême-Orient, mais de tout temps il y a eu des contacts, des migrations, des pays sous-développés. La compréhension de l'histoire exige une vue d'ensemble, elle doit être générale et mondiale, embrasser les divers âges de l'humanité et dans le monde entier.

Ambition démesurée et qui avait conduit d'abord à se cantonner dans les trois derniers siècles, c'était le cadre de l'**Histoire de la population mondiale**, esquissée il y a douze ans, par l'un des deux auteurs du présent ouvrage, M. Marcel Reinhard, professeur d'histoire à la Sorbonne. Depuis ce temps, les travaux spécialisés, localisés dans le temps et l'espace, se sont multipliés. Ils autorisent la publication du présent essai d'**Histoire générale de la population mondiale**, depuis l'âge de pierre jusqu'à celui de la bombe atomique et dans le monde entier. M. André Armengaud, professeur d'histoire à la Faculté des Lettres de Dijon, et dont la thèse porte pour une large part sur des problèmes démographiques, a apporté sa collaboration pour remplir un aussi vaste programme.

Ainsi est né un ouvrage actuellement unique en son genre, un répertoire exceptionnel d'information et de bibliographie, donnant une vue d'ensemble de l'histoire de la population mondiale.

Ainsi peut-on comprendre mieux les questions du jour — en Algérie, Cuba, Laos, Chine, U. R. S. S. et Occident — en les replaçant dans leur évolution historique. Ainsi peut-on constater que le binôme malthusien est une simplification outrancière et qu'il ne suffit pas de se ranger dans le camp de ses partisans ou de ses adversaires.

L'histoire de la population est l'un des aspects majeurs de l'histoire des civilisations. Elle est liée à l'histoire des idées, des croyances, des coutumes, qui dictaient les attitudes collectives devant la vie, devant la mort, devant les rapports sexuels. Elle est liée aussi à l'histoire des structures sociales, aux liens de dépendance, à la propriété, à l'esclavage. Elle est liée enfin à l'histoire des sciences et des techniques, aux progrès de la médecine, de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie et des échanges. Finalement, l'histoire de la population apparaît comme un carrefour où se rencontrent toutes les activités humaines et qui se prête remarquablement à leur observation.

romans

Philippe SOLLERS, **Le Parc**. Editions du Seuil.

M. Philippe Sollers doit être bien coupable puisque la presse de gauche, celle que nous lisons de préférence à l'autre, ajuste les coups maintenant dès qu'il est question de ce jeune auteur ! On lui fait, que lui reproche-t-on, à cet écrivain de vingt-cinq ans ? D'avoir composé un livre discutable ou à l'excès déconcertant ? En vérité, pas tellement (ce que l'on va voir...).

Soudain l'on s'aperçoit, en effet, ici et là, que Ph. Sollers est le fils d'un industriel bordelais ; c'est moche, un fils d'industriel, plein de « fric » (et surtout de talent) ; brusquement, l'on se souvient, ailleurs, que Ph. Sollers a la bonne fortune de diriger une des meilleures revues de jeunes, **Tel Quel** ; voilà une chose qui ne se pardonne pas. Quant à ceux des écrivains que l'on appelle « chevronnés » — comme on dit des vieux militaires —, ils font subir désormais à ce cadet des épreuves de bizuthage, après avoir feint naguère de l'accueillir avec enthousiasme dans leurs cercles ! Ainsi va le monde, ainsi va la gloire : surtout quand les sont vus à travers les lunettes de myope de l'envie. M. Bernard Frank, à qui nous devons quelques romans ratés et un ou deux pamphlets presque réussis, s'en donne à cœur joie : **Le Parc** est à ses yeux une occasion rêvée de vider sa rancune. Ah ! il ne s'en prive guère. Mais cet écrivain, un peu plus âgé que sa victime, n'a que l'importance qu'il se donne et, par surcroît, son article révèle au lecteur attentif qu'il n'a pas pris la peine de lire l'ouvrage par lui rapidement condamné. Peuh ! doit-il penser, tout ce qui m'ennuie est mauvais ; or la littérature des autres m'ennuie toujours ; pourquoi Philippe Sollers ne serait-il pas ennuyeux ? Le malheur pour lui, c'est que sa revue **Cahier des Saisons** se borne

à répéter, en moins percutant, ce qui a paru de 1938 aux environs de 1950 et que Ph. Sollers, même s'il n'est pas l'écrivain de grand avenir annoncé, a sur notre homme la supériorité d'avoir écrit déjà un des plus beaux récits que nous connaissions : **Le défilé** et d'avoir saisi les ambitions, et aussi les exigences, des créateurs en France du « Nouveau Roman ».



Ceci précisé, l'effort d'assimilation (du Robbe-grillétisme, mais aussi d'autres techniques proches du simultanéisme...) a-t-il abouti avec **Le Parc** ? Ce livre est-il une réussite ? Nous ne le croyons pas. Il aurait fallu qu'à l'originalité d'une forme essentiellement descriptive, évocatrice, ici très agréable à épouser, réponde l'originalité du fond, laquelle semble se dérober aussitôt qu'elle a été appelée. Plus franchement onirique, nocturne, il est probable que le livre nous eût remué ; au contraire, ses thèmes effleurent notre esprit et malgré notre bonne volonté nous ne parvenons pas à croire à l'absence de la jeune fille aimée ni à la mort du camarade — dans un combat, en Algérie — du narrateur qui, volontiers, se rappelle (ou s'imagine) ce qu'ils furent, tente de faire d'un passé un présent. Je sais : l'ouvrage est présenté comme un **poème romanesque** (mais, sur la couverture, je lis tout bêtement : Roman) ; il retient par sa construction minutieuse, sa structure spéciale, ses images, ses fondus, ses ruptures de ton, à la manière de certaines toiles abstraites. Mais la mort, l'amitié, l'angoisse devant la disparition des êtres n'arrachent à l'auteur aucun cri, l'on sent qu'il le réprime et veut le changer en charme, en colonne se reflétant dans l'eau du souvenir (un peu à la façon d'un Paul Valéry). Du même coup, nous basculons dans la littérature, tout en étant sensible au désir de perfection de l'artiste. En revanche, le « Nouveau Roman » avec Ph. Sollers n'exclut point la sensualité, au meilleur sens du terme — et c'est finalement celle-ci qui, teintée de tendresse, mélancolique et discrète, nous éveille ici à l'existence, nous incite à comprendre ce que cette existence, si déchirée soit-elle, vaut au regard du néant ; par ailleurs vertigineux et séduisant. Cette existence, il faut l'organiser en poème, la préparer au bonheur, il faut la nommer Poussin ou Ronsard (1) ; **Le Parc**, en dépit des apparences, choisit

(1) L'œuvre de Ph. Sollers n'est pas spécialement chrétienne ; on y devine cependant une inquiétude.

plutôt cette lumière-là que le clair-obscur à la Robbe-Grillet ou la grisaille à la Nathalie Sarraute...

En bref, si cet ouvrage n'est pas, à notre regret, un chef-d'œuvre, l'espoir qu'Aragon, Mauriac et Cayrol ont mis en Philippe Sollers ne nous apparaît nullement détruit. Ce demi-échec — dont beaucoup seraient fiers — est vraiment celui d'une « âme haute », insatisfaite, incomprise des médiocres arrivistes qui parlent à son propos de « carrière », de « bourgeois » ! Qu'ils aillent au diable, avec leurs succédanés de Sagan ; « éreinter » est trop facile ; il y faut quelques raisons.

André MARISSEL.

Emmanuel ROBLÈS, **Le Vésuve**. Ed. Le Seuil.

Connaissiez-vous la Collection « Méditerranée » que dirige au Seuil Emmanuel Roblès ? Vous y trouverez le témoignage d'Italiens, de Grecs, d'Espagnols, de Corses : ils s'appellent Betti, Castanakis, Vilallonga, Susini. Mais c'est l'Algérie qui est surtout représentée avec Catherine Le Rouvre, Mouloud Feraoun, Mohammed Dib — enfin Roblès lui-même. Un nom manque : celui de Camus, mais chacune de ces voix semble un écho à la voix fraternelle que nous entendions tous et qui parle encore à nos oreilles.

Quand un de ces ouvrages paraît en librairie, ceux pour qui la Méditerranée et surtout l'Algérie ont été la lumière et la joie retrouvent un moment la patrie de leur âme. Il peut sembler frivole de se précipiter sur une littérature antérieure, ou presque extérieure à la tragédie algérienne. Admettons-le. Mais admettons aussi que l'unité qui se dégage à travers ces œuvres multiples est une espérance de réconciliation.

On ne peut boudier Emmanuel Roblès : il y a dans toutes ses œuvres (même oratoires comme **Montserrat**) au-delà des thèses, un amour si vif de la vie, de la joie, de la camaraderie, qu'on ne peut rester indifférent. On ouvre un livre de Roblès, et voilà qu'on est jeté, d'un coup, d'une manière robuste, directe, en pleine réalité. L'auteur vous entraîne, comme un copain de jeunesse rencontré soudain et qui vous mène d'autorité à une fête inattendue — parfois une fête tragique, mais où les flammes illuminent le paysage de leur éclat.

Ouvrez **Le Vésuve** et vous partirez en Italie avec Roblès : « l'Italie de la guerre, en flammes, pareille à ce Vésuve fumant

au fond du ciel hivernal, son sommet entouré d'une collerette de neige nette et dure. »

Bientôt la neige fondra sous l'éruption du Vésuve. Bientôt la guerre reprendra. Bientôt l'amour éclatera entre le jeune lieutenant Serge Longereau et la belle Silvia. La passion amoureuse, exaltée par la mort peut-être proche, le Vésuve, la guerre, l'estime des copains, le sentiment de l'honneur, tels sont les thèmes d'un roman construit avec autorité. Le contrepoint est habile qui montre à la fois la folie et la sagesse de l'amour, et l'ambiguïté des choix.

Serge Longereau, blessé, va-t-il accepter auprès de Silvia de renoncer à la guerre et d'opter une fois pour la vie ? C'est ce que toutes les femmes dignes de ce nom espèrent (il n'est pas de femme faussoueyr). Mais un tel choix eût exigé, pour réussir, une rare vertu — ce courage que les hommes nomment désertion, déshonneur, manquement à la solidarité et (plus profondément, quoi qu'on pense) à la camaraderie de combat. Serge Longereau vient, comme l'auteur, d'Algérie.

Je crois que tous les Algériens sont frères du Cid : entre Chimène et le tournoi, on ne balance pas : le tournoi l'emporte (quel Oranais hésiterait entre un match et une fille ?). De fait, Longereau, généreux comme Rodrigue, refusera de désertir. Il sera fidèle à la démocratie. Il ne laissera pas son frère d'armes Cohen dans la détresse. C'est toujours ainsi que cela finit. Andromaque ne retiendra pas Hector et au fond d'elle-même **croira ce que lui dit Hector**. Et moi qui voudrais ne le point croire, je finis aussi par entrer dans le jeu de l'homme et consentir aux mots d'honneur, de droit qui sont peut-être, au fond, l'habile maquillage de la camaraderie.

L'originalité de Silvia, c'est qu'elle ne consent pas, et ne pardonnera jamais à Longereau d'avoir été incapable de vivre totalement l'héroïsme de l'amour et le refus de la guerre. Elle sait que « c'est là le secret le plus important du passage sur terre, le seul qui eût été sauvé du paradis perdu ». Elle ne pardonne pas à celui qu'elle aime d'avoir menti, d'être retourné si j'ose dire « en douce » au combat, au lieu de choisir la vie difficile du déserteur — qu'il avait promis d'accepter pour Silvia.

En fait, le devoir, ce sont les copains. C'est moins choquant qu'il ne semble, et peut-être même très chrétien. Car enfin le co-pain — celui qui partage le pain de misère — ce n'est ni l'ambition, ni le désir, c'est le prochain, le frère. C'est beaucoup plus émouvant que le devoir kantien. Dans l'histoire de Longereau, ce n'est pas la Démocratie (en majuscules) qui l'emporte sur

l'Amour, mais l'intolérable détresse de Cohen dont la famille a été déportée. Et c'est pour cela que la camaraderie est la forme la plus bouleversante du devoir et, dans le combat, s'identifie à lui. L'amour d'une femme — la plus belle, la plus aimée — n'est, pour beaucoup d'hommes, que fumée au prix de cette réalité masculine massive et irréfutable qui unit en un bloc granitique devoir et camaraderie.

Je ne suis pas sûre que le roman que Roblès a écrit soit exactement celui qu'il ait voulu écrire. Si le plan de l'œuvre révèle le développement d'une passion, la réussite de l'auteur est, à mon avis, beaucoup moins dans l'histoire du couple que dans la révélation de la guerre, de la camaraderie, je le répète, d'une réalité humaine et élémentaire rencontrée comme la chose vraiment importante de l'existence : réalité de l'Italie en flammes, de l'Italie affamée ; réalité de ces brutes mâchonnantes qu'étaient les « Rangers » australiens ; réalité de l'angoisse au combat, du danger informe, de la joie du répit. Tout cela est bouleversant. Admissibles sont les pages décrivant l'arrivée des soldats dans un monastère vide, cachant peut-être des ennemis, parmi sa douceur ocrée, dans un paysage du Quattrocento fait pour la tendresse et le recueillement. Car tout est vrai, hommes et choses, et raconté avec la simplicité d'un reportage, mais aussi avec la chaleur de l'amitié et le recul d'un regard d'artiste. Car c'est une œuvre longuement mûrie que **Le Vésuve**. Comme ils sont vivants, ces compagnons d'armes ! Kader, Messaoud, Sanchez, Fernandez. Aucun pittoresque inutile. Nous les avons rencontrés dans les rues d'Alger ou d'Oran, et ici discrètement, presque en filigrane. Roblès nous rend sensible la poignante condition algérienne des musulmans. Que feront-ils, que deviendront-ils ces sergents, quand ils regagneront leur douar de Kabylie, ou leur faubourg algérois ?

Les volcans n'ont pas fini de déverser leur lave et leurs fleuves de feu. Nous fermons le livre, et nous savons que nous n'avons pas quitté la réalité.

Th. MILHAUD.

Souvenirs

Pietro NENNI, **Vingt ans de fascismes (de Rome à Vichy)**. Paris, éd. Maspéro, 1960. 320 p., 12 NF.

François Maspéro, l'un de nos plus courageux éditeurs, dont tant de livres ont été saisis, a déjà publié un ouvrage capital de Pietro Nenni : **La guerre d'Espagne**. Après l'avènement de Franco, il s'agit cette fois-ci de la genèse du fascisme italien et de celle du régime vichyssois.

On connaît la forte personnalité du chef du Parti socialiste italien, un des plus intelligents et des plus ardents défenseurs de la démocratie internationale. Né en Romagne d'une famille de paysans pauvres, militant depuis l'âge de dix-sept ans, Nenni a lutté contre toutes les dictatures occidentales. Nul n'était mieux placé que lui pour retracer ce combat et dégager les causes qui ont amené l'échec de la démocratie, tant en Espagne qu'en Italie, puis en France.

La première partie du livre est consacrée à l'Italie. Nenni, compagnon de Mussolini au Parti socialiste italien, emprisonné avec lui en 1912, décrit, étape par étape, la lente montée du fascisme. La guerre en suscite l'occasion. L'impuissance de la bourgeoisie à rétablir l'ordre ancien, l'impuissance du socialisme à créer l'ordre nouveau, ouvrent la voie à l'ambition du **Duce**. Les conservateurs, affolés devant le « péril rouge », soutiennent le parti fasciste. Nenni multiplie les efforts pour unifier les mouvements ouvriers ; il n'y parvient pas. Pris entre leurs schémas abstraits et une réalité qui les assaille, les chefs socialistes demeurent incapables de surmonter leurs rivalités et leurs dissensions. Et c'est l'insuccès d'une grève générale mal préparée. Et c'est la « marche sur Rome », que la complicité du roi réduit à une partie de campagne.

La seconde partie du livre contient le journal de Nenni du 10 mai au 10 juillet 1940, puis du 1^{er} janvier 1942 au 6 août 1943. Exilé en France depuis 1923, ayant combattu en Espagne pour défendre la République, Nenni se trouve à Paris avec les siens lors de l'invasion allemande de 1940. Il assiste impuissant à l'écroulement de la III^e République. Il doit quitter Paris avec la foule de l'« exode ». Mis en résidence surveillée dans le Roussillon, puis dans le Cantal, il demeure en liaison avec les socialistes de tous les pays. Il publie, pour ses compagnons italiens, le journal **Nuovo Avanti**. Mais la Gestapo, après avoir arrêté à Paris sa fille et son gendre (l'un sera fusillé, l'autre mourra en déportation), l'arrête à son tour. Il est transféré en Allemagne, livré aux Italiens, interné dans une île du Sud. Mais deux mois ne se sont pas écoulés que Mussolini, destitué, vient le remplacer dans son lieu de déportation. Nenni, libéré, retourne à Rome et reprend la lutte pour le socialisme, qu'il poursuit aujourd'hui.

Ce livre fait revivre aux aînés des événements qu'ils ont cru avoir dépassés. Il leur rappelle, et il apprend aux jeunes, comment se perdent les démocraties. Nous avons grand besoin, aujourd'hui, de lire ce livre et de le méditer. Car tout recom-

menace. Nous en sommes au point où se trouvait l'Italie en 1922, l'Allemagne dix ans plus tard. Aux ambitions des aventuriers, aux craintes des conservateurs, la gauche ne sait opposer ni programme constructif, ni front uni. Si elle demeure désunie, nous savons ce qui adviendra. Certains semblent résignés, battus d'avance. L'étude de la montée du fascisme en Italie, en Allemagne, montre clairement que la partie n'est jamais désespérée. Les fascistes reculent toujours devant un adversaire ferme et résolu. A nous de tirer la leçon des événements de naguère. Elle est aveuglante.

J. CZARNECKI.

Nikos KAZANTZAKI, **Du Mont Sinaï à l'Île de Vénus**. Plon, 1958. 240 pages.

Ces carnets de voyage de l'auteur du **Christ recrucifié** nous conduisent du Sinaï à Chypre par le Japon, la Chine, l'Espagne et le Péloponnèse. Au cours de ce périple, nous rencontrons des Bédouins et des Gitans, des moines et des Geishas, nous y rencontrons Panaït Istrati et Gorki à Moscou, Unamuno à Salamanque en pleine guerre civile : nous rencontrons les ombres de Shakespeare, de Thérèse d'Avila, du Gréco...

Mais surtout nous voyageons avec un Grec, avec un « Homo Hellenicus, un héritier authentique de ce peuple qui a créé notre civilisation.

J. C.

UNE NOTE FINANCIÈRE

Christianisme Social subit, comme toutes les autres revues, les conséquences de la montée générale des prix et voit ses frais croître particulièrement vite depuis le début de 1961. Nous sommes donc obligés, à regret, de demander à nos fidèles abonnés un effort supplémentaire et d'augmenter nos tarifs, encore assez bas, ils le savent. Nous avons l'espoir qu'ils le comprendront et jouiront des améliorations que des ressources un peu plus grandes nous permettront d'apporter à la présentation et à la régularité de notre publication. Le tarif de l'abonnement (annuel, à partir du 1^{er} janvier) sera désormais le suivant :

FRANCE :

Abonnement normal	20 NF
— de soutien	30 NF et au-dessus
— pour les pasteurs.	10 NF
(Le n° : 3,75 NF)	

ETRANGER :

Suisse	19 francs suisses
Allemagne	18 deutschmarcks
Italie	2 800 livres
Grande-Bretagne	1 £ 12 sh.

L'ADMINISTRATEUR.

ADRESSES SÉLECTIONNÉES

V.T.N. Taninges (Hte-Savoie) Tél. 78 : Vêtements de travail. Pompiers, Marins, Mineurs, Industriels.

Ets ALBARIC et Cie, Marque déposée : RIC. Manuf. Bonneterie et Confection enfants - 9, route de St-Gilles, Nîmes et à Paris, 17, rue de la Banque (2°).

TRICOTAGE ROANNAIS, 17, rue Saint-André, Roanne (Loire). Sous-vêtements en bonneterie.

ENTREPRISES D'EQUIPEMENT URBAIN ET RURAL, 13, rue Raymond-Marc, Nîmes. Tél. 69-45.

SARLINO (Sté Ind. Rém. du Linoléum), 49, Bd de Charonne, Paris-11°. ROQ. 91-34. Linoléum, Remoléum.

SOCIETE ANONYME D'INDUSTRIE COTONNIERE, Mulhouse (H.-R.), 3, avenue Clemenceau.

MAISON G.F. WALBAUM, S. A. - Réassurances. 17, rue de la Banque, Paris-2°. CEN. 79-38.

Imprimerie CORBIERE ET JUGAIN, à Alençon. Tél. 26. - Tous travaux d'impression. Editions. Périodiques.

Imprimerie BAHY, Mulhouse. Typo, Litho, Offset. 39, rue des Vergers.

ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL, 139, bd du Montparnasse, Paris-VI°. ODE 44-97. Préparation au Diplôme d'Etat d'Assistante Sociale.

ECOLE D'INFIRMIERES AMBROISE PARE, 3, rue Emile-Zola, Lille. Préparation au diplôme d'Etat, cours théoriques et stages pratiques au chevet du malade. Bourses.

BETHOUART A., Organisateur-Conseil, 83, rue Dom-Bouquet, Amiens. Tél. 65-63.

COLLEGE CEVENOL, Le Chambon-sur-Lignon (Hte-Loire). Alt. 1 000 m. Ecole internationale mixte. Enseignement secondaire et technique. Direction : Pasteur Theis et Mme Lavondès.

MANUPARE, 26, rue de Verdun, Suresnes (Seine). Enveloppes et pochettes pour courrier et revues. Tél. Lon 40-90 (3 lignes groupées).

MANERA & Cie. Construction d'appartements en copropriété. Membre du Syndicat National de la Construction. 9, av. Milleret-de-Brou, Paris-16^e Bag. 95.00.

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir
Nouvelle série trimestrielle N° 38 — 3^e trimestre 1961

SOMMAIRE

R. DEMONTS et F. PERROUX : *Grande firme — Petite Nation.*

Basil DAVIDSON : *Angola 1961.*

Joseph KI-ZERBO : *Enseignement et culture africaine.*

LA SOMALIE INDEPENDANTE

Articles, textes et poèmes de William Syad, Yassin Osman Kenadid, Francesco Franceschi, Yusuf Osman Samanter, Mohamed Warsema Ali, Mohamed Omar Giana, Kenadit Ahmed Yusuf, Mohamed Hassan Giasti, Marian Yusuf Mohamud, Abdurahman Mohamed Hassan, Mohamed Osman Halane, F. A. Issah, Mohamed Aden Scek, Mohamed Ali Nur, Scek Mohamud, Scerif Mohamed Eidarus, Mohamed Said Samantar, Ahmed Abdy Yusuf et Salem Okonga.

Notes — Nouvelles de la S. A. C.

Conditions d'abonnement (un an)

France et Outre-Mer 20 NF — Etranger : 23 NF

Abonnement de soutien 30 NF

Rédaction et Administration : 42, rue Descartes — PARIS-V^e

ODE. 57-69 — C. C. P. Paris 5936.25

L'ANNÉE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

34^e année. — N° 163. — Octobre 1961

Geoffrey FRASER : <i>Le problème allemand</i>	313
Bernard LAVERGNE : <i>Essor politique et intellectuel de l'Occident) avant la première guerre mondiale et décadence depuis</i>	320
— <i>Perspectives de politique intérieure française</i>	363
E.-N. DZELEPY : <i>La vérité sur Berlin</i>	353
Pierre BIARNÈS : <i>Réflexions sur le neutralisme</i>	376
Bernard LAVERGNE : <i>L'Allemagne Fédérale peut-elle basculer dans le camp soviétique ?</i>	381
— <i>Les Occidentaux feront-ils toujours le jeu des communistes chinois ?</i>	384
Bibliographie Critique	388

LA REVUE PARAÎT TOUS LES DEUX MOIS

Abonnement annuel :

France : 20 NF ; Etranger : 23 NF

ADMINISTRATION DE LA REVUE

19, Quai de Bourbon — PARIS (4^e)

C. C. P. : PARIS 353-37

CHRISTIANISME SOCIAL

Revue mensuelle de culture sociale et internationale

NOUVELLE SERIE

Ancien Directeur : Elie GOUNELLE †.

Comité de Rédaction : R. ANTONIOLI, P. ARBOUSSE-BASTIDE, J. BOIS, R. CRESPIN, J. CZARNECKI, P. DUCROS, H. HATZFELD, J.-M. HORNUS, G. LASSERRE, E. LAURIOL, G. MALECOT, R. MEHL, A. MONNIER, P. POJOL, P. RICÉUR, H. ROSER, A. TROCMÉ, C. VIENNEY, M. VOGÉ.
Pour la Suisse : E. PORRET, La Chaux-de-Fonds.

Rédacteur en chef : Etienne TROCMÉ, 9, rue Berlioz, Strasbourg.
Tél. 35-53-79.

Administration : 20, rue de la Michodière, Paris (2^e). Tél. : Ric. 38-76. — Chèques postaux : Paris 6337-54.

Les livres pour compte rendu sont reçus par l'Administration.

Abonnements : Abonnement de soutien ... **30 NF et au-dessus**
— au juste prix **20 NF**
— pastoral **10 NF**
Le numéro **3,45 NF**
Etranger : Le n° **3,5** ou **4 NF**. Abon. **22 NF**

Les abonnements partent du mois de janvier et doivent être payés au début de l'année. Abonnement exceptionnel pour le deuxième semestre au prix de 9 NF (Etr. 10).

Pour tout changement d'adresse : 0,5 NF

Correspondants étrangers :

Belgique : A. HOUDART, 11, rue Joseph-Hubert, Mons.
C.P. 3385-21. (Abonnement : **220 fr.** belges).

Suisse : Jean-Daniel REYMOND, 10, rue Liotard, Genève.
C.C.P. 1.14274 Genève. (Abonnement : **19 fr.** s.).

Italie : LIBRERIA EDITRICE CLAUDIANA, Torre-Pellice (Torino).
C.C.P. 2.17557. (Abonnement : **2 800** lire).

Allemagne : W.-E. SAARBACH, Gertrudstrasse, 30, Köln-1
(Postscheckkonto : Köln 258-23). — Abon. : **18** marks.

Pour la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, des abonnements-poste peuvent être payés directement pour la France aux bureaux de poste de la localité, en monnaie du pays.

LA REVUE EST EN VENTE A :

PARIS : Librairie Protestante, 140, Bd Saint-Germain (6^e).

LYON : Librairie pour Tous, 32, cours Roosevelt.

MARSEILLE : Librairie Clairière, rue Grignan.

TORRE-PELLICE : Libreria Claudiana.

ROME : Libreria di Cultura Religiosa,
Piazza Cavour, 32.

Libreria Evangelica, via IV Novembre 107

SUISSE : Naville et Cie, 7, rue Levrier, Genève, et
chez ses dépositaires.

NOTRE COLLECTION

Les ensembles (♣) et les articles parus ces dernières années dans le « Christianisme Social » restent d'actualité. Demandez-les à votre libraire ou à nos bureaux : 20, rue de la Michodière, Paris-2° - C. C. P. 6337-54 Paris.

Mai	1958	Economie humaine et vie religieuse ♣ (Y. Chaigneau, H. Bartoli, F.-G. Dreyfus, Bulle). Sous le Bâillon ♣ (Sartre, Ricœur, Philip).
Juillet	1958	L'Etat et nos libertés menacées ♣ (Charlier, Mehl, Ricœur, de Pury, J. Malterre). Solution pour l'Algérie (A. Philip).
Octobre	1958	Beaucoup plus qu'un référendum ♣ (Ricœur, Hauriou, Philip). Pour une gauche protestante (E. Trocmé). Les chrétiens et la guerre atomique.
Décembre	1958	Notre avenir politique ♣ (A. Philip, G. Crespy, C. Vienney).
Janvier	1959	Capitalisme et Socialisme modernes (A. Philip). Les élections et le franc (Lavau-Crespin).
Février	1959	Les chrétiens et le monde communiste (K. Barth, P. Ricœur).
Mars	1959	Où va la classe ouvrière ? ♣ (A. Touraine, S. Mallet).
Juillet	1959	La crise sociale et les formes nouvelles de la justice (A. Sauvy, P. Ricœur, G. Seveac).
Octobre	1959	La Social-démocratie dans l'impasse (S. R. Schram).
Décembre	1959	Crise du Socialisme (Ricœur).
Janvier	1960	Science, croyants et incroyants.
Février	1960	L'homme et son logement ♣ (G. Thurnauer).
Mai	1960	Les Sociétés en pleine évolution (C. Œ.).
Juillet	1960	Le « socius » et le prochain ♣ (P. Ricœur, R. Bastide, P. Arbousse-Bastide).
Octobre	1960	Espoir socialiste et prise du pouvoir (J. Malterre).
Décembre	1960	Charles Gide (C. Vienney). Le colloque Université-économie (U. N. E. F.).
Janvier	1961	Discerner la volonté de Dieu (P. Bonnard). Crise de la gauche en France (A. Philip).
Mars	1961	Théologie et science (G. Malécot). Voyage en D.D.R. ♣ (W. Crespin, G. Wagner).
Mai	1961	Jeunesse et révolutions 1960 (P. Fougeyrollas). Sur la menace atomique ♣ (G. Malécot, J. Cavaillès, E. Trocmé).
Juillet	1961	Le socialisme aujourd'hui (P. Ricœur). La guerre révolutionnaire (M. Philibert).
Octobre	1961	Le socialisme aujourd'hui (A. Philip). Socialisme pontifical (R. Mehl).